

PRÉFACE

Le 12 juillet 2010

Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, les résultats financiers de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) se sont ressentis du ralentissement économique mondial, notamment en ce qui concerne les taxes au titre du système du PCT. L'Organisation a dégagé un excédent de 24,6 millions de francs suisses, en tenant compte des dépenses prélevées directement sur les fonds de réserve. Ce résultat positif pour l'exercice biennal découle de la combinaison d'un excédent en 2008 et d'un léger déficit en 2009; il est davantage le fruit d'une gestion financière prudente et de dépenses modérées que d'un excédent de recettes. La situation de l'OMPI continue d'exiger une discipline financière rigoureuse, ce qui devrait être le cas durant toute l'année 2010.

Suite aux changements apportés à la structure et aux programmes de l'Organisation, un programme et budget révisé a été approuvé par les États membres en décembre 2008.

Durant l'exercice biennal, 6,0 millions de francs suisses sur les montants tirés des réserves ont été dépensés pour plusieurs projets. Malgré ces dépenses, les réserves ont augmenté pour atteindre, cumulées avec les fonds de roulement, le montant de 228,3 millions de francs suisses, soit 39,6% des dépenses biennales de l'Organisation (non compris les 6,0 millions de francs suisses mentionnés ci-dessus), ce qui satisfait pleinement aux exigences définies dans la politique de l'OMPI en matière de réserves.

Cette situation contribue à préparer au mieux l'Organisation au passage aux nouvelles Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) approuvées par les États membres, qui sont officiellement entrées en vigueur en janvier 2010.

Ce rapport de gestion financière présente les comptes de l'Organisation pour l'exercice biennal 2008-2009 par comparaison avec le budget révisé ainsi qu'avec les chiffres de l'exercice biennal précédent. Il se veut un document de référence pour les États membres dans leurs échanges avec l'OMPI et dans l'élaboration des budgets futurs, à laquelle ils prennent une part active.

Le Directeur général :



Francis Gurry



Rapport de gestion financière 2008-2009

Le présent rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et présente les résultats financiers de l'OMPI et des Unions administrées par l'OMPI*.

Les premières pages récapitulent les résultats, qui affichent un excédent de recettes de 24,6 millions de francs suisses, la situation des différentes unions et celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi par le détail des dépenses, des recettes et des états financiers au 31 décembre 2009. Bien que les états financiers aient été élaborés conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS), ils ont été présentés sous la forme qui sera utilisée selon les Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) afin de faciliter les comparaisons futures. Des informations plus détaillées sont ensuite fournies en ce qui concerne les contributions pour l'exercice biennal 2008-2009.

La répartition de 329 millions de francs suisses entre les États membres durant l'exercice biennal au titre des Arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre distinct, précédé par les tableaux standard communs à toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies.

Par souci de transparence, les fonds fiduciaires ouverts par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante des comptes de l'OMPI, et sont présentés dans un chapitre distinct.

VÉRIFICATION ET APPROBATION

Ce rapport de gestion financière a été établi à Genève (Suisse), le 12 juillet 2010.

Ces comptes ont été vérifiés par le Gouvernement suisse en sa qualité de vérificateur des comptes nommé par l'Assemblée générale de l'OMPI et les Assemblées des Unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno, de Vienne, du PCT, de Madrid, de La Haye, de Lisbonne et du TRT. Son rapport et son opinion de vérification sont datés du 4 juin 2010.

Le Directeur général :

A handwritten signature in green ink, appearing to read 'Francis Gurry', is placed over a faint, larger version of the signature.

Francis Gurry

* Union de Paris (122^e et 123^e années), Union de Berne (119^e et 120^e années), Union de Madrid (115^e et 116^e années), Union de La Haye (81^e et 82^e années), Union de Nice (49^e et 50^e années), Union de Lisbonne (48^e et 49^e années), OMPI (37^e et 38^e années), Union de Locarno (36^e et 37^e années), Union de l'IPC (32^e et 33^e années), Union du PCT (29^e et 30^e années), Union du TRT (27^e et 28^e années), Union de Vienne (21^e et 22^e années).

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Principaux paramètres financiers et autres		7
Résumé des résultats par union		
Résultats par union	Tableau 1.1	8
Scénario global révisé par union – exercice biennal 2008-2009	Tableau 1.2	8
Situation des fonds de réserve et de roulement.....	Tableau 2.1	9
Crédits à prélever sur les réserves	Tableau 2.2	9
Fonds de réserve et de roulement par union fin 2009	Tableau 2.3	10
Budget		
Budget révisé et virements par programme	Tableau 3	12
Postes et effectifs par programme	Tableau 4.1	13
Postes et effectifs pour les fonds fiduciaires et les projets financés par les réserves	Tableau 4.2	14
Notes explicatives relatives aux dépenses		14
Budget et dépenses par programme.....	Tableau 5	15
Dépenses		
Dépenses par objet de dépense	Tableau 6	16
Notes explicatives.....		17
Recettes		
Recettes.....	Tableau 7	21
Notes explicatives		21
Utilisation des réserves : projets spéciaux	Tableau 8	23
États financiers		
État des recettes et des dépenses	État financier I.....	24
Bilan	État financier II.....	25
Notes relatives aux états financiers :		
Note n° 1	Objectifs et budget de l'Organisation.....	26
Note n° 2	Principales méthodes comptables	27
Note n° 3	Trésorerie et équivalents de trésorerie	31
Note n° 4	Compte de débiteurs, avances et paiements anticipés	32
Note n° 5	Terrains et constructions	34
Note n° 6	Matériel	35
Note n° 7	Autres actifs non courants	35
Note n° 8	Comptes de créanciers.....	35
Note n° 9	Montants à payer	36
Note n° 10	Comptes courants.....	37
Note n° 11	Encaissements par anticipation	37
Note n° 12	Emprunts	38
Note n° 13	Prestations au personnel.....	39
Note n° 14	Provisions	40
Note n° 15	Contrats de location	41

Tableaux communs du Système des Nations Unies

État financier I – État des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal clôturé le 31 décembre 2009.....	42
État financier II – État de l'actif, du passif et des réserves et soldes pour l'exercice biennal clôturé le 31 décembre 2009.....	43
État financier III – État des variations d'actifs nets/capitaux propres pour l'exercice biennal clôturé le 31 décembre 2009	44
État financier IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal clôturé le 31 décembre 2009.....	45

Contributions et fonds de roulement

Contributions selon le système de contribution unique..... Tableau 9.....	46
Contributions à recouvrer au 31 décembre 2009 et arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé). Tableau 10.....	49
Contributions reçues d'avance Tableau 11.....	55
Fonds de roulement au 31 décembre 2009 Tableau 12.....	56

Répartition Madrid et La Haye

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2008	63
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2008	67
Union de Madrid – Total des émoluments – 2008	73
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2008	74
Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole	75
Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2009	76
Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2009	80
Union de Madrid – Total des émoluments – 2009	84
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid – Taxes individuelles – 2009	87
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2008.....	88
Union de La Haye – Taxes étatiques et taxes de désignation – 2009.....	89
Union de Madrid et de La Haye – Répartition 2008.....	90
Union de Madrid et de La Haye – Répartition 2009.....	91
Union de Madrid et de La Haye – Récapitulation 2008-2009	92

Fonds de dépôt.....	93–105
----------------------------	---------------

PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES

(en millions de francs suisses)

Le "Programme et budget révisé" adopté pour l'exercice biennal 2008-2009 contient une liste des principaux paramètres financiers et autres pour l'OMPI (voir la publication n° 360F/PB0809, page 15). Le tableau ci-dessous actualise les informations figurant dans cette publication en indiquant, pour chaque paramètre, les chiffres effectifs pour l'exercice biennal 2008-2009, par comparaison avec les chiffres du budget pour la même période et les chiffres effectifs pour l'exercice biennal 2006-2007. Une analyse des données présentées ci-dessous figure dans les pages suivantes.

	Montant effectif 2006-2007	Budget révisé 2008-2009	Montant effectif 2008-2009	Différence entre le montant effectif et le budget révisé 2008-2009	
				Montant	%
RECETTES					
Contributions	34,7	34,8	34,8	0,0	0,0%
Taxes					
PCT	451,1	461,0	443,6	(17,4)	(3,8)%
Madrid	90,3	100,5	94,8	(5,7)	(5,6)%
La Haye	5,0	5,7	5,4	(0,3)	(6,0)%
Lisbonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
Total des taxes	546,5	567,2	543,8	(23,4)	(4,1)%
Autres recettes	28,1	26,4	28,8	2,4	9,1%
TOTAL DES RECETTES	609,3	628,4	607,4	(21,0)	(3,3)%
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	376,1	405,5	396,8	(8,8)	(2,2)%
Autres dépenses	156,5	220,6	180,0	(40,5)	(18,4)%
Non affecté	0,0	2,3	0,0	(2,3)	(100,0)%
TOTAL DES DÉPENSES	532,6	628,4	576,8	(51,6)	(8,2)%
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	76,7	0,0	30,6	30,6	n.d.
FONDS DE RÉSERVE ET DE ROULEMENT	203,6	203,6	234,3	30,7	15,1%
DÉPENSES IMPUTÉES À DES PROJETS SPÉCIAUX [financées par des fonds de réserve]	-	96,1	6,0		
RÉSERVES COMPTE TENU DES DÉPENSES IMPUTÉES À DES PROJETS SPÉCIAUX	203,6	203,6	228,3		
ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENT					
Nombre de demandes PCT	309 147	342 100	318 755	(23 345)	(6,8)%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de Madrid	108 378	123 300	115 616	(7 684)	(6,2)%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements dans le cadre du système de La Haye	10 384	9 700	9 122	(578)	(6,0)%
PERSONNEL					
Total des effectifs	1 261	1 318	1 255	(63)	(4,8)%
COÛTS DE LOCATION	19,3	21,7	19,3	(2,4)	(10,9)%

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS PAR UNION

Tableau 1.1. Résultats par union

(en milliers de francs suisses)

Toutes les unions affichent un excédent pour l'exercice biennal 2008-2009.

Budget révisé	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par des contributions	37 694	37 727	(33)
Union du PCT	475 979	476 384	(405)
Union de Madrid	106 224	106 348	(124)
Union de La Haye	7 195	6 634	561
Union de Lisbonne	1 307	1 307	-
Total	628 400	628 400	-

Montants effectifs	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par des contributions	38 285	36 192	2 093
Union du PCT	458 920	432 924	25 995
Union de Madrid	100 818	99 129	1 689
Union de La Haye	7 484	6 666	819
Union de Lisbonne	1 923	1 888	35
Total	607 431	576 799	30 632

La répartition des dépenses directes et indirectes des unions a été menée à bien conformément à la méthodologie adoptée par les assemblées (voir la publication n° 360F/PB0809, annexe IV).

Tableau 1.2. Scénario global révisé par union – exercice biennal 2008-2009

(en milliers de francs suisses)

Sur la base de la méthodologie du budget révisé 2008-2009

	Unions financées par des contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Union de Lisbonne		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
FRR*aj., fin 2007	24 321		138 029		41 509		(339)		111		203 630	
Recettes pour 2008-2009	38 285		458 920		100 818		7 484		1 923		607 431	
Dépenses pour 2008-2009												
Dépenses directes des unions	17 515		183 678		55 631		4 130		1 050		262 004	
Dépenses administratives directes	7 102		105 512		34 156		2 536		644		149 950	
Sous-total, dépenses directes	24 617		289 190		89 787		6 666		1 693		411 953	
Dépenses indirectes des unions	7 875		97 783		6 355		-		133		112 145	
Dépenses administratives indirectes	3 700		45 951		2 986		-		62		52 700	
Sous-total, dépenses indirectes	11 575		143 734		9 341		-		195		164 845	
Total, dépenses imputées	36 192		432 924		99 129		6 666		1 888		576 799	
Excédent/déficit	2 093		25 995		1 689		819		35		30 632	
FRR, fin 2009	26 414		164 025		43 198		479		146		234 262	

* Fonds de réserve et de roulement (FRR)

Tableau 2.1 Situation des fonds de réserve et de roulement

(en milliers de francs suisses)

À la fin de l'exercice biennal 2008-2009, la situation relative aux fonds de réserve et de roulement est la suivante :

Fonds de réserve et de roulement	Au 31.12.2007	Opérations dans le programme et budget 2008-2009	Opérations pour projets spéciaux 2008-2009	Au 31.12.2009
Unions financées par des contributions	24 321	2 093	(751)	25 663
Union du PCT	138 029	25 995	(4 255)	159 770
Union de Madrid	41 509	1 689	(992)	42 207
Union de La Haye	(339)	819	(6)	473
Union de Lisbonne	111	35	(6)	140
Total	203 630	30 632	(6 009)	228 253

Le bilan au 31 décembre 2007 est tel que présenté dans le tableau 9 du programme et budget révisé (voir la publication n° 360F/PB0809, page 32) et prend donc en compte la réaffectation des réserves du Centre d'arbitrage et de médiation conformément à la méthodologie actuelle.

Les dépenses, d'un montant total de 6,0 millions de francs suisses, indiquées sous "Opérations pour projets spéciaux" dans le tableau ci-dessus correspondent aux dépenses réalisées au moyen des crédits approuvés par les États membres sur les fonds de réserve. Ces crédits, tels qu'ils ont été approuvés par les États membres, sont indiqués dans le tableau ci-dessous et s'élèvent, au total, à 31,1 millions de francs suisses. Il est rappelé que, selon le programme et budget révisé pour 2008-2009, les États membres ont approuvé des dépenses d'un montant de 7,9 millions de francs suisses pour les projets relatifs au Plan d'action pour le développement (en vue de la mise en œuvre des recommandations n° 2, 5, 8, 9 et 10)¹. Les dépenses effectives au titre de ces projets s'élevaient à 823 000 francs suisses fin 2009. L'engagement pris par le directeur général de veiller à ce que les fonds alloués au Plan d'action pour le développement dans le budget restent disponibles jusqu'à l'achèvement de ces projets a conduit à une proposition visant à demander aux États membres d'approuver, dans le contexte de l'adoption du rapport de gestion financière 2008-2009, le prélèvement des 7,2 millions de francs suisses restants sur l'excédent de l'exercice biennal, c'est-à-dire sur les fonds de réserve et de roulement. La répartition de la dotation par union en ce qui concerne les soldes des fonds destinés aux projets du Plan d'action pour le développement est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2.2 Crédits à prélever sur les réserves

(en milliers de francs suisses)

	Unions financées par des contributions	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne	TOTAL PAR PROJET
MAPS I. y.c. la phase reportée	-	-	3 595	-	-	3 595
MAPS II.	-	-	1 432	511	-	1 943
MAPS III.	-	-	5 804	2 488	-	8 292
SOUS-TOTAL MAPS MADRID	-	-	10 831	2 999	-	13 830
<i>Projet de nouvelle base de données</i>	-	-	1 200	-	-	1 200
Sécurité	954	5 403	1 258	9	4	7 628
IPSAS-Règlement financier et règlement d'exécution	525	2 976	693	5	2	4 201
Salle de conférence : étude architecturale	525	2 975	693	5	2	4 200
SOUS-TOTAL AUTRES PROJETS	2 004	11 354	2 644	18	9	16 029
SOUS-TOTAL CRÉDITS	2 004	11 354	14 675	3 017	9	31 059
SOLDE NON UTILISÉ DES PROJETS DU PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT AU 31.12.2009	487	6 672	12	-	11	7 182
TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS, Y COMPRIS LE SOLDE DU PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT	2 490	18 026	14 687	3 017	20	38 241

¹ Publications CDIP/2/2, annexe 2, et CDIP/3/INF/2.

Conformément à la politique de l'Organisation en matière de réserves (voir les documents A/35/15 et A/35/6), le niveau fixé en ce qui concerne les fonds de réserve et de roulement restera atteint et dépassé après l'affectation du crédit proposé pour les projets relevant du Plan d'action pour le développement, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous. L'union de La Haye constitue la seule exception, sans allocation de crédit.

Tableau 2.3 Fonds de réserve et de roulement par union fin 2009
(en milliers de francs suisses)

	Unions financées par des contributions	Union du PCT	Union de Madrid	Union de La Haye	Union de Lisbonne	Total
FRR à j., fin 2007	24 321	138 029	41 509	(339)	111	203 630
Recettes pour 2008-2009	38 285	458 920	100 818	7 484	1 923	607 431
Dépenses pour 2008-2009	36 192	432 924	99 129	6 666	1 888	576 799
Excédent/déficit	2 093	25 995	1 689	819	35	30 632
Réserve dépenses imputées à des projets spéciaux 2008-2009	751	4 255	992	6	6	6 009
SOUS-TOTAL FRR fin 2009	25 663	159 770	42 207	473	140	228 253
<i>Prêt du PCT à La Haye, 2009</i>		(3 000)		3 000		-
SOUS-TOTAL FRR fin 2009	25 663	156 770	42 207	3 473	140	228 253
<i>Crédits déjà approuvés et non encore utilisés</i>	1 253	7 099	13 684	3 011	3	25 050
Solde disponible des FRR, janvier 2010	24 410	149 671	28 523	462	137	203 203
Soldes d'ouverture 2010 crédités pour les recommandations n° 2,5,8,9 et 10 du Plan d'action pour le développement	480	6 577	12	-	11	7 079
FRR disponibles tous crédits déduits	23 931	143 094	28 511	462	126	196 124

BUDGET

Budget

Le programme et budget initial pour l'exercice biennal 2008-2009 a été approuvé par les assemblées des États membres comme tel qu'il figure dans le document A/44/2, avec des dépenses s'élevant à 626,3 millions de francs suisses et 986 postes pour l'exercice biennal. Le programme et budget révisé pour l'exercice biennal 2008-2009 a été approuvé par les assemblées des États membres tel qu'il figure dans le document A/46/2 faisant l'objet de la publication n° 360F/PB0809, avec des dépenses s'élevant à 628,4 millions de francs suisses et 1044 postes pour l'exercice biennal.

Virements

Le tableau 3 indique les virements de ressources financières entre les programmes qui ont été effectués au cours de 2009 dans le cadre du budget révisé approuvé de 628,4 millions de francs suisses, tandis que le tableau 4.1 illustre les changements apportés à la répartition des postes inscrits au budget ordinaire. La possibilité d'effectuer ces virements conférée au directeur général est définie à l'article 5.5 du Règlement financier, qui dispose ce qui suit : "Le directeur général peut procéder à des virements d'un programme du programme et budget à un autre pour chaque exercice financier à raison d'un maximum de 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou de 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, lorsque ces

virements sont nécessaires au bon fonctionnement des services. Tous les virements effectués pendant la première année de l'exercice financier sont indiqués dans les propositions budgétaires révisées. Les virements effectués pendant la deuxième année sont signalés lors des sessions suivantes du Comité du programme et budget et de l'Assemblée générale". Conformément à l'article 5.5 du Règlement financier, les virements effectués pendant la première année de l'exercice biennal ont été indiqués dans les propositions budgétaires révisées, et ceux effectués pendant la deuxième année sont signalés dans le présent rapport de gestion financière.

Les virements effectués d'un programme à un autre visaient principalement à apporter des ajustements pour prendre en considération i) les mesures de maîtrise des coûts prises à l'échelle de l'Organisation; ii) l'affectation du niveau de ressources requis pour mettre en œuvre les activités planifiées en 2009 dans le cadre des projets approuvés relevant du Plan d'action pour le développement (recommandations n° 2, 5, 8, 9 et 10); iii) l'affectation des ressources nécessaires pour mener à bien une enquête approfondie supervisée par la Division de l'audit et de la supervision internes; et iv) la réduction des fonds au titre du PCT, compte tenu du montant révisé des ressources nécessaires au vu des besoins liés aux opérations. Des précisions sur les virements, l'utilisation des ressources et les résultats par programme seront données dans le rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009, qui contiendra aussi une évaluation de la mesure dans laquelle les objectifs et les indicateurs d'exécution des programmes pour l'exercice biennal ont été atteints.

Le tableau 4.2 donne un aperçu des ressources en personnel (postes et autres) financées au moyen des fonds fiduciaires et des réserves au mois de décembre 2009.

Tableau 3. Budget révisé et virements par programme – exercice biennal 2008-2009

(en milliers de francs suisses)

	Budget révisé 2008-2009	Virements	Virements en % du budget révisé de chaque programme	Virements en % du budget total révisé	Budget révisé ajusté après virements
1 Brevets, promotion de l'innovation et transfert de technologie	7 140	(74)	(1.0)%	(0.0)%	7 066
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	3 803	75	2.0%	0.0%	3 878
3 Droit d'auteur et droits connexes	13 450	35	0.3%	0.0%	13 485
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 118	(331)	(4.6)%	(0.1)%	6 787
5 Système du PCT	181 402	(4 428)	(2.4)%	(0.7)%	176 974
6 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	61 180	283	0.5%	0.0%	61 463
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	8 934	(111)	(1.2)%	(0.0)%	8 823
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	5 414	54	1.0%	0.0%	5 468
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	48 060	727	1.5%	0.1%	48 787
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 604	87	1.6%	0.0%	5 691
11 Académie de l'OMPI	8 859	(550)	(6.2)%	(0.1)%	8 309
12 Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	924	(186)	(20.1)%	(0.0)%	738
13 Classification des brevets et normes de propriété industrielle de l'OMPI	8 071	(439)	(5.4)%	(0.1)%	7 632
14 PATENTSCOPE® et services connexes en matière de brevets	6 878	(143)	(2.1)%	(0.0)%	6 735
15 Modernisation des offices de propriété intellectuelle	5 435	(475)	(8.7)%	(0.1)%	4 960
16 Études, statistiques et analyse économiques	1 586	(280)	(17.6)%	(0.0)%	1 306
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	2 922	289	9.9%	0.0%	3 211
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	1 456	67	4.6%	0.0%	1 523
19 Communications	13 179	609	4.6%	0.1%	13 788
20 Bureaux extérieurs et relations extérieures	9 644	972	10.1%	0.2%	10 616
21 Direction générale	13 520	565	4.2%	0.1%	14 085
22 Gestion des finances, du budget et du programme	17 292	(214)	(1.2)%	(0.0)%	17 078
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	18 797	(416)	(2.2)%	(0.1)%	18 381
24 Services d'appui administratif	57 995	(903)	(1.6)%	(0.1)%	57 092
25 Techniques de l'information et de la communication	46 583	(1 219)	(2.6)%	(0.2)%	45 364
26 Audit et supervision internes	3 257	1 200	36.9%	0.2%	4 457
27 Services de conférences et services linguistiques	40 681	35	0.1%	0.0%	40 716
28 Sécurité	9 972	(301)	(3.0)%	(0.0)%	9 671
29 Nouvelle construction	4 930	(68)	(1.4)%	(0.0)%	4 862
Total	614 086	(5 141)	1.0%	1.0%	608 945
Dépenses engagées en 2008 pour des activités abandonnées en 2009	7 130	127	1.8%	0.0%	7 257
Ressources non affectées	7 184	5 013	69.8%	0.8%	12 197
TOTAL	628 400	-	-	-	628 400

Tableau 4.1 Postes et effectifs par programme – exercice biennal 2008-2009

(en milliers de francs suisses)

Programmes	Budget révisé 2008-2009					Virements	Chiffres effectifs fin décembre 2009					Différence				Effectifs						
	DG/ VDG/ SDG*	D	P	G	Total		DG/ VDG/ SDG*	D	P	G	Total	DG/ VDG/ SDG*	D	P	G	Total	Postes	Agents temporaires (services généraux)	Contrats de travail spéciaux	Contrats de louage de services	Consultants	Total
1 Brevets, promotion de l'innovation et transfert de technologie	-	-	9	2	11	(1)	-	1	9	3	13	-	1	-	1	2	13	2	-	-	-	15
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	-	-	3	2	5	2	-	-	3	3	6	-	-	-	1	1	6	-	2	-	-	8
3 Droit d'auteur et droits connexes	1	3	12	4	20	9	1	2	10	4	17	-	(1)	(2)	-	(3)	17	3	1	-	1	22
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	-	-	5	4	9	(3)	-	1	4	2	7	-	1	(1)	(2)	(2)	5	2	2	-	-	9
5 Système du PCT	1	2	130	213	346	(1)	1	4	128	223	356	-	2	(2)	10	10	330	82	-	5	5	422
6 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	1	2	48	70	121	(4)	1	5	49	71	126	-	3	1	1	5	119	14	3	17	9	162
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	-	-	9	5	14	(1)	-	1	10	5	16	-	1	1	-	2	15	1	18	-	1	35
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	-	-	3	4	7	1	-	-	3	3	6	-	-	-	(1)	(1)	6	-	-	-	2	8
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	1	7	39	18	65	(1)	1	6	37	16	60	-	(1)	(2)	(2)	(5)	55	7	1	-	8	71
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	-	-	6	3	9	(2)	-	1	6	3	10	-	1	-	-	1	9	-	1	-	1	11
11 Académie de l'OMPI	-	1	4	3	8	(4)	-	-	5	4	9	-	(1)	1	1	1	9	1	-	-	1	11
12 Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	-	-	1	1	2	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2
13 Classification des brevets et normes de propriété industrielle de l'OMPI	-	-	9	9	18	(4)	-	-	7	7	14	-	-	(2)	(2)	(4)	12	-	1	-	1	14
14 PATENTSCOPE® et services connexes en matière de brevets	-	-	12	1	13	1	1	2	13	5	21	1	2	1	4	8	17	-	1	-	1	19
15 Modernisation des offices de propriété intellectuelle	-	2	5	2	9	1	-	1	4	1	6	-	(1)	(1)	(1)	(3)	4	1	-	-	-	6
16 Études, statistiques et analyse économiques	-	1	5	1	7	(21)	-	1	5	1	7	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	6
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	-	-	3	1	4	-	-	-	3	2	5	-	-	-	1	1	5	-	-	-	-	6
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	-	1	2	-	3	-	1	1	3	3	8	1	-	1	3	5	6	1	-	-	3	10
19 Communications	-	-	17	11	28	4	-	1	17	14	32	-	1	-	3	4	30	10	2	3	1	46
20 Bureaux extérieurs et relations extérieures	1	3	6	4	14	(1)	-	5	11	4	20	(1)	2	5	-	6	19	3	1	-	-	23
21 Direction générale	1	3	12	6	22	-	1	3	16	9	29	-	-	4	3	7	28	4	-	-	2	34
22 Gestion des finances, du budget et du programme	-	1	16	23	40	3	-	1	16	21	38	-	-	-	(2)	(2)	34	9	5	3	-	51
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	-	2	15	19	36	(3)	-	1	17	19	37	-	(1)	2	-	1	34	7	1	-	1	43
24 Services d'appui administratif	1	3	17	30	51	(1)	1	3	14	34	52	-	-	(3)	4	1	50	8	-	-	1	59
25 Techniques de l'information et de la communication	-	2	36	17	55	-	-	1	34	16	51	-	(1)	(2)	(1)	(4)	47	5	1	-	5	58
26 Audit et supervision internes	-	1	5	-	6	3	-	1	5	-	6	-	-	-	-	-	4	1	-	1	2	8
27 Services de conférences et services linguistiques	1	-	30	42	73	4	-	1	33	46	80	(1)	1	3	4	7	71	17	-	-	-	88
28 Sécurité	-	-	3	4	7	(2)	-	-	2	5	7	-	-	(1)	1	-	6	-	-	-	1	7
29 Nouvelle construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Total	8	34	462	499	1 003	(21)	8	43	465	525	1 041	-	9	3	26	38	959	178	40	29	49	1 255
Ressources non affectées	-	9	1	31	41	14	-	-	1	2	3	-	(9)	-	(29)	(38)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8	43	463	530	1 044	-	8	43	466	527	1 044	1	(1)	18	31	0	959	178	40	29	49	1 255

* Les vice-directeurs généraux (VDG) et les sous-directeurs généraux (SDG) peuvent être chargés de superviser plusieurs programmes. Toutefois, aux fins de l'établissement du budget, le poste occupé par chacun d'eux n'apparaît que dans un seul programme.

Tableau 4.2 Postes et effectifs pour les fonds fiduciaires et les projets financés par les réserves – exercice 2008-2009

Programmes	Effectif au mois de décembre 2009				
	Postes	Agents temporaires	Contrats de louage de services	Consultants OMPI	Total
FONDS FIDUCIAIRES (FIT)					
FIT/Bangladesh	-	-	-	1	1
FIT/Brésil	-	-	-	1	1
FIT/Allemagne/administrateurs auxiliaires	4	-	-	-	4
FIT/Italie/administrateur auxiliaire	1	-	-	-	1
FIT/République de Corée/administrateurs	2	-	-	-	2
FIT/République de Corée/droit d'auteur/administrateur	1	-	-	-	1
FIT/République de Corée/droit d'auteur	-	* 1	-	-	1
FIT/République de Corée/propriété intellectuelle	-	1	-	-	1
FIT/Japon/Afrique-PMA	1	2	-	1	4
FIT/Japon/propriété industrielle	1	1	-	-	2
FIT/Japon/droit d'auteur	1	-	-	-	1
FIT/Espagne	1	-	-	-	1
Total	11	5	-	3	19
PROJET FINANCÉ PAR LES RÉSERVES					
Module informatique pour les normes IPSAS et le Règlement financier et son règlement d'exécution	1	3	-	1	5

* Engagé à 50% pour le fonds République de Corée/droit d'auteur et à 50% pour le fonds République de Corée/propriété intellectuelle.

DÉPENSES

Les dépenses budgétaires globales pour l'exercice biennal 2008-2009 ont atteint un montant total de 576,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 532,6 millions de francs suisses), ce qui représente une hausse de 8,3%. Globalement, le taux d'utilisation par rapport au budget est de 91,8%. Conformément aux principes de la comptabilité d'exercice appliqués par l'OMPI en vertu des normes UNSAS, les dépenses pour l'exercice biennal comprennent les obligations non liquidées, à savoir les obligations de l'Organisation pour lesquelles des produits ou des services ont été fournis, mais pas encore payés. Les obligations non liquidées se montent à 0,6 million de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (contre deux millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2006-2007).

Au niveau des programmes, et comme le montre le tableau 5, les dépenses au titre des programmes sont restées dans les limites du budget ajusté après virements, à l'exception du programme 20 (Bureaux extérieurs et relations extérieures), qui affiche un taux d'utilisation de 101,7%. Le dépassement de crédit dans le cadre du programme 20 est principalement dû au fait que les montants effectifs des dépenses en personnel se sont révélés plus élevés que les coûts standard inscrits au budget. Comme il a déjà été mentionné, des précisions sur l'utilisation des ressources et les résultats des programmes seront données dans le rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2008-2009, qui contiendra aussi une évaluation de la mesure dans laquelle les objectifs des programmes et les indicateurs d'exécution pour l'exercice biennal ont été atteints.

En outre, il convient de noter que compte tenu des dépenses enregistrées en 2008 et de la prise en compte précoce de la baisse potentielle des recettes en 2009, l'incidence sur les dépenses et les crédits alloués a été gérée avec attention et prudence durant la seconde année de l'exercice biennal. Le programme et budget révisé pour 2008-2009 comprenait un certain nombre de mesures visant à maîtriser les coûts qui devaient être mises en œuvre en 2009 afin d'établir une culture de responsabilité en matière de dépenses et de gérer les niveaux de dépenses avec toute la vigilance nécessaire. L'Organisation a concentré ses efforts sur la mise en œuvre de ces mesures courant 2009, en particulier celles qui concernent la classe de voyage pour toutes les activités de l'Organisation (missions du personnel, voyage à l'occasion du recrutement, voyages de tiers, etc.), le choix du moment des réservations, le nombre de fonctionnaires se rendant à des réunions, le choix des hôtels, ainsi que le coût des réunions et conférences. Début 2009, le directeur général a créé un Groupe de gestion de la crise (CMG) chargé de suivre systématiquement l'évolution et l'incidence éventuelle de la crise financière et économique sur les recettes de l'OMPI, ainsi que de suivre les dépenses. Enfin, un Observatoire financier a été mis en place sur le site Web de l'OMPI pour que les États membres soient tenus informés tous les trimestres de l'incidence de la crise économique et financière mondiale sur la situation financière de l'OMPI.

Tableau 5. Budget et dépenses par programme – exercice biennal 2008-2009
(en milliers de francs suisses)

PROGRAMMES	Budget révisé 2008-2009	Budget ajusté après virements et ressources au titre de la clause de flexibilité	Total des dépenses	Taux d'utilisation par rapport :	
				Au budget révisé approuvé	Au budget révisé approuvé après virements
1 Brevets, promotion de l'innovation et transfert de technologie	7 140	7 066	6 601	92,5%	93,4%
2 Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques	3 803	3 878	3 225	84,8%	83,2%
3 Droit d'auteur et droits connexes	13 450	13 485	12 746	94,8%	94,5%
4 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	7 118	6 787	6 270	88,1%	92,4%
5 Système du PCT	181 402	176 974	167 781	92,5%	94,8%
6 Systèmes de Madrid, La Haye et Lisbonne	61 180	61 463	57 757	94,4%	94,0%
7 Arbitrage, médiation et noms de domaine	8 934	8 823	8 031	89,9%	91,0%
8 Coordination du Plan d'action pour le développement	5 414	5 468	4 893	90,4%	89,5%
9 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	48 060	48 787	41 203	85,7%	84,5%
10 Coopération avec certains pays d'Europe et d'Asie	5 604	5 691	4 923	87,8%	86,5%
11 Académie de l'OMPI	8 859	8 309	7 853	88,6%	94,5%
12 Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	924	738	659	71,3%	89,3%
13 Classification des brevets et normes de propriété industrielle de l'OMPI	8 071	7 632	6 929	85,8%	90,8%
14 PATENTSCOPE® et services connexes en matière de brevets	6 878	6 735	6 391	92,9%	94,9%
15 Modernisation des offices de propriété intellectuelle	5 435	4 960	4 530	83,3%	91,3%
16 Études, statistiques et analyse économiques	1 586	1 306	876	55,2%	67,1%
17 Promouvoir le respect de la propriété intellectuelle	2 922	3 211	2 504	85,7%	78,0%
18 Propriété intellectuelle et défis mondiaux	1 456	1 523	1 221	83,8%	80,2%
19 Communications	13 179	13 788	13 442	102,0%	97,5%
20 Bureaux extérieurs et relations extérieures	9 644	10 616	10 795	111,9%	101,7%
21 Direction générale	13 520	14 085	12 940	95,7%	91,9%
22 Gestion des finances, du budget et du programme	17 292	17 078	16 525	95,6%	96,8%
23 Gestion et mise en valeur des ressources humaines	18 797	18 381	17 093	90,9%	93,0%
24 Services d'appui administratif	57 995	57 092	54 091	93,3%	94,7%
25 Techniques de l'information et de la communication	46 583	45 364	45 178	97,0%	99,6%
26 Audit et supervision internes	3 257	4 457	3 879	119,1%	87,0%
27 Services de conférences et services linguistiques	40 681	40 716	38 371	94,3%	94,2%
28 Sécurité	9 972	9 671	9 444	94,7%	97,7%
29 Nouvelle construction	4 930	4 862	3 472	70,4%	71,4%
TOTAL	614 086	608 945	569 622	92,8%	93,5%
Dépenses engagées en 2008 pour des activités abandonnées en 2009	7 130	7 257	7 176	100,7%	0,0%
Ressources non affectées	7 184	12 197	-	0,0%	0,0%
TOTAL	628 400	628 400	576 799	91,8%	91,8%

Tableau 6. Dépenses par objet de dépense – exercice biennal 2008-2009

(en milliers de francs suisses)

	Montants effectifs 2006-2007	Budget révisé	Montants effectifs 2008-2009	Différence 2008-2009	
				Montant	%
A. Ressources en personnel					
Postes	313 246	335 222	337 036	1 814	0,5%
Agents temporaires	46 960	48 293	45 298	(2 995)	(6,2%)
Consultants	10 584	10 545	9 635	(910)	(8,6%)
Contrats de louage de services	5 345	6 159	4 293	(1 866)	(30,3%)
Stagiaires	-	439	518	79	17,9%
Sous-total A	376 135	400 658	396 779	(3 879)	(1,0%)
Non affecté	-	4 878			
Total A	376 135	405 536	396 779	(8 757)	(2,2%)
B. Autres ressources					
<i>Voyages et bourses</i>					
Missions de fonctionnaires	14 294	14 237	13 443	(794)	(5,6%)
Voyages de tiers	17 323	24 956	18 610	(6 346)	(25,4%)
Bourses	3 256	3 601	1 995	(1 606)	(44,6%)
Sous-total voyages et bourses	34 873	42 794	34 048	(8 746)	(20,4%)
<i>Services contractuels</i>					
Conférences	4 532	6 474	5 112	(1 362)	(21,0%)
Honoraires d'experts	1 626	3 721	1 618	(2 103)	(56,5%)
Publications	493	1 501	276	(1 225)	(81,6%)
Autres	44 080	84 046	64 445	(19 601)	(23,3%)
Sous-total services contractuels	50 731	95 742	71 452	(24 290)	(25,4%)
<i>Dépenses de fonctionnement</i>					
Locaux et entretien	51 829	54 614	49 998	(4 616)	(8,5%)
Communications et autres	11 170	12 341	11 571	(770)	(6,2%)
Sous-total dépenses de fonctionnement	62 999	66 955	61 569	(5 386)	(8,0%)
<i>Matériel et fournitures</i>					
Mobilier et matériel	2 902	6 349	5 783	(566)	(8,9%)
Fournitures	4 276	8 719	5 585	(3 134)	(35,9%)
Sous-total matériel et fournitures	7 178	15 068	11 369	(3 699)	(24,6%)
Construction	699	-	1 582	1 582	0,0%
Total B	156 480	220 559	180 019	(40 540)	(18,4%)
C. Montants non affectés		2 306		(2 306)	(100,0%)
TOTAL	532 615	628 401	576 799	(51 602)	(8,2%)

Le tableau 6 ci-dessus donne une vue d'ensemble des dépenses effectives et inscrites au budget par objet de dépense.

Ressources en personnel

Les dépenses en personnel pour l'exercice biennal 2008-2009 se sont montées à 396,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 376,1 millions de francs suisses), ce qui représente une hausse de 5,5% par rapport à l'exercice biennal précédent et un taux d'utilisation de 99,0% (97,8% si l'on inclut les crédits non affectés des dépenses en personnel) selon le budget révisé. La sous-utilisation des crédits alloués aux dépenses en personnel a atteint un total de 8,8 millions de francs suisses (1,4% du budget révisé total) et est essentiellement le résultat des facteurs suivants :

1. La création de 22 nouveaux postes a été approuvée selon le programme et budget révisé pour 2008-2009 et les coûts ont été établis sur huit mois en 2009, avec une incidence budgétaire de 2,5 millions de francs suisses pour l'année. Cette hypothèse s'est révélée excessivement optimiste compte tenu du processus de réorientation en cours. De plus, la nouvelle équipe de haute direction n'est entrée en fonction que le 1^{er} décembre 2009, de sorte que le recrutement sur ces nouveaux postes s'est opéré bien plus lentement que ce qui avait été prévu lors de la présentation du budget. Globalement, sur les 22 nouveaux postes, a) un a été pourvu en août 2009; b) un autre l'a été en septembre 2009; et c) quatre ont été pourvus en novembre 2009. Au total, par rapport à un budget d'environ 176 mois de dépenses (22 postes x 8 mois), l'Organisation n'a pas engagé plus de 17 mois de dépenses pour ces postes.
2. En outre, la création de 30 postes de la catégorie des services généraux afin de convertir 30 contrats de courte durée en contrats à durée déterminée a été approuvée dans le programme et budget révisé pour 2008-2009. Pour établir le coût de ces conversions, il avait été escompté 12 mois de dépenses pour les nouveaux postes, associés à 12 mois de réductions correspondantes dans les dépenses engagées pour le personnel temporaire. L'augmentation nette des coûts avait été estimée à 0,6 million de francs suisses pour 2009 si ces conversions avaient pris effet au 1^{er} janvier 2009. Toutefois, le processus de mise en œuvre des conversions a pris plus de temps que prévu, et la plupart des contrats ont été convertis dans les faits à partir du 1^{er} juillet 2009, permettant ainsi des économies par rapport au budget.
3. Comme indiqué dans le budget révisé pour 2008-2009, le directeur général a approuvé la création de six postes pour le système de Madrid en 2008 en application de la clause de flexibilité pour Madrid², décision fondée sur l'accroissement prévu de la charge de travail dans le cadre de ce système pour l'exercice biennal 2008-2009. Le coût de ces postes pour 2009 a été estimé à 0,9 million de francs suisses. Cependant, suite à la crise financière mondiale qui s'est installée

² Voir les documents PCT/A/36/5 daté du 17 août 2007 pour l'Union du Traité de coopération en matière de brevets (Union du PCT); MM/A/38/5 daté du 17 août 2007 pour l'Union particulière pour l'enregistrement international des marques (Union de Madrid); et H/A/24/3 daté du 17 août 2007 pour l'Union de Madrid. Les formules de flexibilité pour les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye, dont l'application pour l'exercice biennal 2008-2009 a été approuvée par les assemblées de leurs unions respectives à leur session de 2007, permettent de faire face aux variations de la charge de travail non prévues au budget en modulant proportionnellement les ressources allouées aux programmes correspondants dans le budget biennal de l'OMPI. Les formules de flexibilité révisées définissent des ressources totales allouées aux programmes, qui peuvent ensuite être utilisées pour financer soit des dépenses de personnel, soit d'autres dépenses. L'ajustement peut être alloué à l'administration des systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye et aux services d'appui selon des ratios allant de 87,5% à 12,5% respectivement. Les formules approuvées prévoient un ajustement (à la hausse ou à la baisse) de :

- i) 341 870 francs suisses par tranche de 1000 demandes internationales dans le cas du système du PCT;
- ii) 197 060 francs suisses par tranche de 500 enregistrements ou renouvellements dans le cas du système de Madrid; et
- iii) 99,024 francs suisses par tranche de 300 enregistrements ou renouvellements inscrits par le Service d'enregistrement de l'Union de La Haye.

durant l'année 2009 et à la baisse consécutive de la charge de travail prévue dans tous les secteurs d'activité de l'OMPI, la mise au concours des cinq postes encore vacants a été suspendue en 2009.

4. Dans la stratégie de prudence en matière de gestion financière mise en oeuvre en 2009 suite à la crise financière mondiale, un aspect clé a été la gestion rigoureuse du taux de vacance, qui a également contribué à faire des économies sur les dépenses en personnel : alors que le taux de vacance moyen était de 5% en 2008, il est passé à 9,4% en 2009.

Autres ressources : Les dépenses autres que les dépenses de personnel pour l'exercice biennal 2008-2009 ont atteint un total de 180 millions de francs suisses (contre 156,5 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2006-2007). Cette somme, qui représente une hausse de 15% par rapport à l'exercice précédent, est inférieure de 40,5 millions de francs suisses (18,4%) au montant estimé dans le budget révisé (respectivement 42,8 millions de francs suisses ou (19,2%) si l'on inclut les ressources non affectées). Des précisions sur les dépenses autres que les dépenses de personnel sont données ci-dessous.

Voyages et bourses : Les dépenses globales au titre des voyages et des bourses se sont montées à 34 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 34,9 millions de francs suisses), ce qui reste en dessous du budget révisé estimé à 42,8 millions de francs suisses avec une différence de 20,4%, soit 8,7 millions de francs suisses. Les mesures de maîtrise des coûts introduites en 2009 ont permis de réaliser ces économies, comme mentionné auparavant. Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- missions de fonctionnaires : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires et des consultants du siège de l'Organisation en voyage officiel;
- voyages des tiers : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance de fonctionnaires nationaux, de participants et de conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l'égide de l'OMPI; et
- bourses : frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d'inscription et autres dépenses afférentes à la participation de stagiaires à des cours, des séminaires et des programmes de bourse de moyenne et de longue durée.

Toutes les catégories de dépenses citées sont restées dans les limites du budget prévu. Le montant pour les missions de fonctionnaires était de 5,6% inférieur au budget et affichait en outre une légère baisse de 6% par rapport au montant des dépenses de l'exercice biennal précédent. La catégorie des voyages des tiers est restée bien en dessous des montants inscrits au budget, mais a augmenté de 7,4% par rapport au niveau des dépenses effectives de l'exercice biennal précédent. Les bourses ont baissé de 38,7% par rapport à l'exercice précédent et le niveau de dépenses associé était nettement inférieur à celui prévu par le budget pour cette catégorie. Cela est principalement dû aux difficultés rencontrées par l'Académie de l'OMPI (programme 11), avec le report ou l'annulation de plusieurs de ses programmes de formation en raison de difficultés financières rencontrées par un certain nombre d'institutions partenaires en 2009 suite à la crise économique.

Services contractuels : Les dépenses globales pour les services contractuels ont atteint un total de 71,5 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (contre 50,7 millions de francs suisses durant l'exercice biennal 2006-2007), ce qui reste dans les limites du budget révisé estimé, soit 95,7 millions de francs suisses, et qui représente un taux d'utilisation de 74,6%. Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- conférences : rémunération, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d'interprétation; rafraîchissements et réceptions; frais afférents à tout autre service directement lié à l'organisation d'une conférence;
- honoraires d'experts : rémunération, frais de voyage, indemnités journalières de subsistance et honoraires versés aux experts;
- publications : travaux d'impression et de reliure effectués à l'extérieur; revues; papier et impression; autres travaux d'impression; tirages à part d'articles parus dans des revues; brochures; traités; recueils; manuels; formulaires de travail et autres travaux d'impression divers; production de

CD-ROM, de cassettes vidéos, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique; et

- autres services contractuels : honoraires des traducteurs des documents; location de temps machine pour le traitement informatique; dépenses de formation du personnel; frais de recrutement et autres services contractuels externes.

Les dépenses imputables aux conférences étaient inférieures au montant prévu dans le budget révisé, pour un total de 5,1 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 4,5 millions de francs suisses) contre un budget de 6,5 millions de francs suisses; les dépenses effectives sont donc inférieures au budget de 21%, soit 1,4 million de francs suisses. L'augmentation de 0,6 million de francs suisses (12,8%) par rapport aux dépenses de la période 2006-2007 résulte principalement du nombre accru de manifestations qui se sont tenues en 2008-2009.

Les dépenses au titre des honoraires d'experts sont restées largement en dessous du montant prévu dans le budget révisé, avec un total de 1,6 million de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 1,6 million de francs suisses), ce qui représente des dépenses inférieures de 56,5% (2,1 millions de francs suisses) au budget révisé.

De même, les dépenses au titre des publications se sont révélées bien en dessous du niveau prévu dans le budget révisé, pour un total de 276 000 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 493 000 francs suisses), ce qui représente 81,6% (1,2 million de francs suisses) de moins que le montant budgété. Cela est dû à la poursuite des économies réalisées sur les coûts de publication dans leur ensemble (pour de plus amples informations, voir le rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009), pour les raisons suivantes :

- un nombre croissant de publications sont mises à disposition gratuitement sur l'Internet;
- la diffusion des communiqués de presse s'est faite exclusivement par courrier électronique, et le nombre d'exemplaires papier distribués a été limité à un par destinataire dans la langue requise; et
- le volume de documents imprimés et reliés en interne a été accru, ce qui a permis de réduire, d'une part, le volume de travail à sous-traiter et, d'autre part, les tâches administratives liées à la sous-traitance.

Les "autres" dépenses au titre des services contractuels se sont montées à 64,4 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 44,1 millions de francs suisses), restant en dessous du montant inscrit au budget, soit 84 millions de francs suisses, avec une différence de 23,3% (19,6 millions de francs suisses). Ce résultat est principalement dû aux facteurs suivants :

- économies importantes réalisées sur les dépenses en informatique concernant les services du CIC pour les systèmes informatiques du PCT;
- renégociation de certaines redevances de licence annuelles, ainsi que retards dans les activités de conception de logiciels en raison de problèmes financiers rencontrés par l'entreprise contractante (également sous PCT – informatique); et
- utilisation incomplète du budget de sous-traitance des traductions alloué au PCT. La raison principale est la suivante : après la décision d'ajouter le coréen et le portugais en tant que langues de publication, l'hypothèse que toutes les demandes coréennes et portugaises seraient déposées dans ces langues a été retenue aux fins de l'établissement du budget. Néanmoins, dans les faits, bon nombre des demandes en question sont restées rédigées en anglais et leur traduction a donc nécessité moins de ressources que prévu. En outre, les budgets de sous-traitance des traductions se fondent sur un calcul complexe qui n'est confirmé que bien après l'établissement du budget initial, de sorte que le suivi et l'estimation du budget sont approximatifs.

Dépenses de fonctionnement : Les dépenses globales de fonctionnement ont atteint un total de 61,6 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 63,0 millions de francs suisses), conservant une marge confortable de 8% (5,4 millions de francs

suisses) en dessous du budget révisé estimé à 67,0 millions de francs suisses. Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- locaux et entretien : acquisition, location, amélioration et entretien des locaux à usage de bureaux et location ou entretien de matériel et de mobilier, remboursement d'emprunt pour la nouvelle construction, consultants extérieurs en gestion pour la nouvelle construction; et
- communications et autres dépenses : frais de téléphone, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport de documents; assistance médicale, service logement, Tribunal administratif, Association du personnel, frais de représentation; frais bancaires; intérêts sur prêts bancaires et autres (à l'exception des prêts afférents aux bâtiments); ajustements de change (débits); dépenses relatives à la vérification des comptes; dépenses imprévues et ajustements comptables (débits) relatifs à des années antérieures; contributions à des activités administratives communes au sein du système des Nations Unies; remboursement à une ou plusieurs unions d'avances consenties lors de la constitution d'une nouvelle union ou amortissement du déficit dû aux dépenses d'organisation d'une union, et dépenses non expressément prévues.

Les dépenses pour les locaux et l'entretien se sont maintenues en dessous du niveau prévu dans le budget révisé pour un total de 50 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 51,8 millions de francs suisses), et sont donc inférieures de 8,5% (4,6 millions de francs suisses) au budget révisé. Cette sous-utilisation des crédits alloués s'explique essentiellement par des frais de location et de service moins élevés pour les bâtiments loués, ainsi que par une consommation d'énergie plus faible que prévu.

Les communications et les autres dépenses se sont montées à 11,6 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 11,2 millions de francs suisses), montant inférieur de 6,2% (0,8 million de francs suisses) au budget révisé estimé à 12,3 millions de francs suisses.

Matériel et fournitures : Les dépenses globales imputables au matériel et aux fournitures se sont élevées à 11,4 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 7,2 millions de francs suisses), restant nettement en dessous du budget révisé estimé à 15,1 millions de francs suisses, avec une différence de 24,6% ou 3,7 millions de francs suisses. Les dépenses comprises dans cette catégorie couvrent les éléments suivants :

- mobilier et matériel : mobilier et machines de bureau; matériel de traitement de texte et de données; matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport; et
- fournitures : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.

Les dépenses de mobilier et de matériel sont restées inférieures au niveau prévu dans le budget initial, pour un total de 5,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 2,9 millions de francs suisses), soit 8,9% (0,6 million de francs suisses) en dessous du budget révisé. L'augmentation des dépenses effectives durant l'exercice biennal 2008-2009 par rapport à l'exercice précédent est principalement liée à l'achat de matériel informatique.

Les dépenses au titre des fournitures se sont révélées bien en dessous du niveau prévu dans le budget révisé, pour un total de 5,6 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 4,3 millions de francs suisses), montant inférieur de 35,9% (3,1 millions de francs suisses) au budget révisé. L'augmentation de 30,6% des dépenses effectives par rapport à l'exercice biennal précédent est surtout due à des montants plus élevés liés à l'achat de logiciels, partiellement compensés par une réduction des dépenses pour l'achat de papier.

RECETTES

Les recettes effectives pour l'exercice biennal 2008-2009, qui s'élèvent à 607,4 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 609,3 millions de francs suisses), sont inférieures de 21 millions de francs suisses (3,3%) aux estimations de recettes révisées, fixées à 628,4 millions de francs suisses. Au moment où le Secrétariat a soumis la proposition de budget révisé pour l'exercice biennal 2008-2009 aux assemblées des États membres de l'OMPI, à leur session de décembre 2008 (document A/46/2), proposition qui contenait des estimations de recettes actualisées détaillées, il était impossible de prévoir la crise financière mondiale et son incidence sur l'OMPI, qui s'est fait sentir au cours de l'année 2009. Cependant, le directeur général a veillé à ce que les États membres soient tenus informés de la situation financière de l'Organisation et de l'évolution de ses niveaux de recettes et de dépenses par l'intermédiaire de notes d'information et de l'Observatoire financier.

Tableau 7. Recettes – exercice biennal 2008-2009

(en millions de francs suisses)

	Chiffres effectifs pour 2006-2007	Budget initial pour 2008-2009	Budget révisé pour 2008-2009	Chiffres effectifs pour 2008-2009	Différence entre les chiffres effectifs et le budget révisé	
					Montant	%
Contributions	34,7	34,8	34,8	34,8	0,0	0,0%
Taxes						
PCT	451,1	466,3	461,0	443,6	(17,4)	(3,8)%
Madrid	90,3	94,0	100,5	94,8	(5,7)	(5,6)%
La Haye	5,0	7,1	5,7	5,4	(0,3)	(6,0)%
Lisbonne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
Sous-total taxes	546,5	567,4	567,2	543,8	(23,4)	(4,1)%
Autres recettes						
Publications	2,7	2,6	1,2	1,1	(0,1)	(6,3)%
Arbitrage	3,2	2,8	2,8	3,3	0,5	18,5%
Intérêts	15,8	16,3	18,1	17,8	(0,3)	(1,4)%
Divers	6,4	4,2	4,2	6,5	2,3	55,2%
Sous-total autres recettes	28,1	25,9	26,4	28,8	2,4	9,1%
TOTAL	609,3	628,1	628,4	607,4	(21,0)	(3,3)%

Des explications sur les différences entre les chiffres effectifs et les estimations révisées pour 2008-2009 sont données ci-dessous par type de recettes.

CONTRIBUTIONS

Les recettes tirées des contributions ont atteint un total de 34,8 millions de francs suisses, comme prévu dans le budget révisé.

TAXES

Les recettes globales provenant des taxes pour l'exercice biennal 2008-2009, qui se montent à 543,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 546,5 millions de francs suisses), étaient inférieures de 4,1% à l'estimation donnée dans le budget révisé pour 2008-2009, à savoir 567,2 millions de francs suisses. Les recettes tirées des systèmes du PCT et de Madrid ont été moins élevées qu'estimé dans le budget révisé, s'élevant respectivement à 443,6 et 94,8 millions de francs suisses; quant à celles provenant du système de La Haye, elles se sont élevées à un total de 5,4 millions de francs suisses, soit 0,3 million de francs suisses de moins que le montant indiqué dans le budget révisé.

Taxes du PCT : Le montant total des recettes provenant des taxes acquittées dans le cadre du système du PCT pour l'exercice biennal 2008-2009 est resté inférieur de 17,4 millions de francs suisses (3,8%) à l'estimation donnée dans le budget révisé. Ce montant représente également une diminution de 7,5 millions de francs suisses (ou 1,7%) par rapport aux recettes effectives tirées des taxes lors de l'exercice biennal précédent. Cette diminution est attribuée à la crise économique et financière mondiale de 2009. Le nombre de demandes internationales déposées en 2008-2009 s'est élevé à 318 755 (exercice biennal 2006-2007 : 309 147), contre une estimation de 342 100 demandes internationales figurant dans le budget révisé, soit une différence de 6,8%.

Taxes de Madrid : Les recettes provenant des taxes et émoluments du système de Madrid durant l'exercice biennal 2008-2009 se sont montées à 94,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 90,3 millions de francs suisses), montant inférieur de 5,7 millions de francs suisses (5,6%) à l'estimation inscrite au budget. Bien que les enregistrements et les renouvellements aient progressé en 2008-2009 par rapport à l'exercice biennal précédent, tout comme les recettes issues des taxes au titre du système de Madrid, les montants perçus restent, en raison de la crise économique mondiale, inférieurs au budget et aux tendances de croissance prévus pour les enregistrements et renouvellements dans le cadre du système de Madrid. Le nombre effectif des enregistrements internationaux et renouvellements pour la période 2008-2009 atteint 115 616 (exercice biennal 2006-2007 : 108 378), contre 123 300 dans l'estimation du budget révisé, ce qui représente 7 684 enregistrements ou renouvellements de moins (6,2%).

Taxes de La Haye : Les recettes provenant du système de La Haye sont inférieures de 0,3 million de francs suisses (6%) à l'estimation révisée et atteignent un total de 5,4 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 5 millions de francs suisses). Ces recettes plus faibles sont le résultat d'un nombre d'enregistrements internationaux et de renouvellements en 2008-2009 inférieur aux estimations, à savoir 9 122 enregistrements et renouvellements (exercice biennal 2006-2007 : 10 384) contre les 9 700 estimés dans le budget révisé, ce qui représente une différence négative de 6%.

Taxes de Lisbonne : Les recettes tirées du système de Lisbonne se sont élevées à 5 400 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 8 913 francs suisses).

AUTRES RECETTES

Le total des autres recettes pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élève à 28,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 28,1 millions de francs suisses), ce qui est supérieur de 2,4 millions de francs suisses (9,1%) au montant révisé estimé à 26,4 millions de francs suisses. Les points essentiels concernant certains éléments du poste "Autres recettes" sont présentés ci-dessous :

Publications : Les recettes issues des publications se sont montées à 1,1 million de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 2,7 millions de francs suisses) contre une estimation révisée fixée à 1,2 million de francs suisses, ce qui représente une légère différence de 0,1 million de francs suisses. Cette réduction découle de la poursuite de la politique de l'Organisation visant à mettre à disposition gratuitement un nombre croissant de publications sur l'Internet.

Centre d'arbitrage et de médiation : Les recettes provenant du Centre d'arbitrage et de médiation ont atteint un total de 3,3 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2008-2009 (exercice biennal 2006-2007 : 3,2 millions de francs suisses) contre une estimation révisée fixée à 2,8 millions de francs suisses, soit un excédent de 0,5 million de francs suisses (17,9%) par rapport à l'estimation figurant dans le budget révisé.

Intérêts : Les recettes provenant des intérêts pour l'exercice biennal 2008-2009 se sont élevées à 17,8 millions de francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 15,8 millions de francs suisses) contre une estimation révisée fixée à 18,1 millions de francs suisses. La différence négative de 0,3 million de francs suisses (1,4%) par rapport au budget estimé est principalement due au fait que le niveau inscrit au budget pour les recettes issues des taxes n'a pas été atteint. Les intérêts accumulés affichent une augmentation de 2 millions de francs suisses (12,9%) par rapport à l'exercice biennal précédent, ce qui s'explique essentiellement par une hausse des taux d'intérêt moyens perçus en 2008-2009 en comparaison avec l'exercice 2006-2007 (2,66% contre 2,61%).

Divers : Les recettes classées sous divers ont atteint un montant de 6,5 millions de francs suisses contre un budget estimé à 4,2 millions de francs suisses, et proviennent principalement des sources suivantes : ajustements comptables (crédits) relatifs aux années antérieures (2,1 millions de francs suisses), location de locaux appartenant à l'OMPI (1,2 million de francs suisses), remboursements par l'UPOV à l'OMPI de services d'appui administratif (1,2 million de francs suisses) et recettes provenant des services d'appui fournis en rapport avec des activités extrabudgétaires de l'OMPI (1,3 million de francs suisses).

Tableau 8. Utilisation des réserves : projets spéciaux

ÉLÉMENTS	B	C	D
	Utilisation estimée des réserves selon le document A/47/10 (en millions de francs suisses)	Incidence sur les réserves au 31.12.2009	Solde disponible au 31.12.2009
Construction du nouveau bâtiment			
Dépenses financées par les réserves	20,0	N/A	N/A
<i>Sous-total construction du nouveau bâtiment</i>	20,0	N/A	N/A
Salle de conférence - projet architectural et technique *	24,0	N/A	N/A
Salle de conférence - étude architecturale et technique	4,2	3,4	0,8
<i>Sous-total salle de conférence</i>	28,2	3,4	0,8
<i>Total</i>	48,2	3,4	0,8
Modernisation de MAPS			
Modernisation de MAPS phase I	3,6	-	3,6
Modernisation de MAPS phases II et III - Union de La Haye	10,2	-	10,2
<i>Sous-total modernisation de MAPS</i>	13,8	-	13,8
Améliorations en matière de sécurité	7,6	0,3	7,3
<i>Sous-total améliorations en matière de sécurité</i>	7,6	0,3	7,3
Modules informatiques Règlement financier et règlement d'exécution et normes IPSAS	4,2	2,4	1,8
<i>Sous-total système ERP</i>	4,2	2,4	1,8
Madrid - base de données des indications acceptables de produits et services et projet pilote relatif aux langues de dépôt supplémentaires	1,2	-	1,2
<i>Sous-total base de données du système de Madrid</i>	1,2	-	1,2
<i>Sous-total</i>	26,8	2,6	24,2
Incidence de la mise en œuvre des normes IPSAS (retraitement fin 2009)	21,1	-	21,1
<i>Total</i>	47,9	2,6	45,3

* Le montant estimé à prélever sur les réserves pour la salle de conférence comprend une provision pour dépenses imprévues de quatre millions de francs suisses.

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER I
RECETTES ET DÉPENSES
PROGRAMME ET BUDGET ET PROJETS SPÉCIAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2009
(en millions de francs suisses)

	2008-2009	2006-2007
RECETTES		
Contributions statutaires	34,8	34,7
Recettes provenant des publications	1,1	2,7
Intérêts	17,8	15,8
Taxes provenant du système du PCT	443,6	451,1
Taxes provenant du système de Madrid	94,8	90,3
Taxes provenant du système de La Haye	5,4	5,0
Total des taxes	543,8	546,5
Honoraires d'arbitrage et de médiation	3,3	3,2
Profits (pertes) de change	0,6	0,1
Dépenses d'appui aux programmes	1,3	1,1
Autres/divers produits	4,6	5,3
Total divers	6,5	6,4
TOTAL DES RECETTES	607,4	609,3
DÉPENSES		
Dépenses de personnel	397,4	376,1
Voyages et bourses	34,1	34,9
Services contractuels	73,1	50,7
Dépenses de fonctionnement	58,9	60,3
Matériel et fournitures	5,9	4,3
Mobilier et matériel	5,8	2,9
Construction	5,0	0,7
Remboursement d'emprunts	2,7	2,7
TOTAL DES DÉPENSES	582,8	532,6
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'EXERCICE	24,6	76,7

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER II
BILAN
Pour la période 1^{er} janvier 2008 – 31 décembre 2009
(en millions de francs suisses)

	Note	2008-2009	2006-2007
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	350.9	362.3
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	2.2	2.9
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	12.3	11.0
Autres actifs courants		1.6	0.6
Total des actifs courants		367.0	376.8
Actifs non courants			
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	7.0	8.2
Terrains et constructions	5	129.1	34.2
Matériel	6	0.0	0.0
Autres actifs non courants	7	10.0	10.0
Total des actifs non courants		146.2	52.5
ACTIF TOTAL		513.2	429.2
PASSIF			
Passifs courants			
Comptes de créanciers	8	23.6	9.8
Prestations au personnel	13	9.0	7.7
Montants à payer	9	63.8	61.1
Avances	11	23.7	32.4
Emprunts exigibles dans l'année	12	2.7	2.8
Provisions	14	2.5	2.3
Autres passifs courants	10	47.7	50.6
Total des passifs courants		173.0	166.7
Passifs non courants			
Prestations au personnel	13	37.0	30.4
Emprunts exigibles après une année	12	75.0	28.5
Provisions	14	-	-
Autres passifs non courants		-	-
Total des passifs non courants		112.0	58.9
PASSIF TOTAL		284.9	225.6
ACTIFS NETS		228.3	203.6
SOLDES ET RÉSERVES			
Cumul des excédents		219.9	195.3
Fonds de roulement		8.3	8.3
TOTAL DES SOLDES ET DES RÉSERVES		228.3	203.6

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note n° 1 : Objectifs et budget de l'Organisation

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a été créée en 1967, en remplacement des Bureaux Internationaux Réunis pour la Protection de la Propriété Intellectuelle (BIRPI) qui avaient été créés en 1893 pour administrer la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883) et la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886). L'OMPI a été reconnue institution spécialisée du système des Nations Unies en 1974.

L'OMPI exécute toute une variété de tâches dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle. Elle a notamment pour fonctions d'aider les gouvernements et les organisations à mettre en place les politiques, les structures et les compétences nécessaires pour exploiter le potentiel de la propriété intellectuelle au service du développement économique, de collaborer avec les États membres pour élaborer des traités internationaux en matière de propriété intellectuelle, d'administrer les traités de propriété intellectuelle, de mettre en œuvre des systèmes mondiaux d'enregistrement pour les marques, les dessins et modèles industriels et les appellations d'origine ainsi qu'un système de dépôt pour les brevets, de fournir des services de règlement des litiges et d'offrir une tribune permettant d'organiser des discussions en connaissance de cause, en particulier sur des questions mondiales en rapport avec la propriété intellectuelle, et d'échanger des connaissances spécialisées.

L'Organisation exerce ses activités conformément à la Convention instituant l'OMPI qui a été signée à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifiée le 28 septembre 1979. L'OMPI compte actuellement 184 États membres, elle a son siège à Genève (Suisse) et des bureaux de représentation à New York, Rio de Janeiro, Singapour et Tokyo. Elle jouit des privilèges et immunités accordés en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de l'ONU et de l'Accord de siège conclu avec le Conseil fédéral Suisse. Elle est notamment exemptée de la plupart des impôts directs et indirects.

L'OMPI est dirigée par les organes statutaires ci-après, créés par la Convention instituant l'OMPI, qui se réunissent en session ordinaire tous les deux ans et éventuellement en session extraordinaire les autres années.

- L'Assemblée générale, composée des États parties à la convention qui sont aussi membres de l'une au moins des unions, est chargée de nommer le directeur général pour une période déterminée qui ne peut être inférieure à six ans, d'adopter le budget des dépenses communes à toutes les unions et le règlement financier, d'inciter les États à devenir parties à la convention et de s'acquitter de toutes autres tâches utiles dans le cadre de la convention.

- La Conférence comprend tous les États parties à la convention, qu'ils soient ou non membres de l'une des unions. Elle adopte son budget et les modifications à apporter à la convention, discute des questions d'intérêt général dans le domaine de la propriété intellectuelle et s'acquitte d'autres tâches utiles.

- Le Comité de coordination comprend les membres des comités exécutifs des unions de Paris et de Berne. Il propose des candidats au poste de directeur général et prépare les projets d'ordre du jour de l'Assemblée générale et les projets de programme et budget de la Conférence ; il s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la Convention instituant l'OMPI.

Les assemblées des unions de Berne, de Lisbonne, de Locarno, de Vienne, de Budapest, de l'IPC et de Paris se réunissent en vertu des différents traités les instituant, qui sont administrés par l'OMPI. Elles adoptent les parties du budget de l'Organisation portant sur les recettes et les dépenses exclusivement imputables à chacune d'entre elles et déterminent le montant des taxes dues à l'OMPI pour les services rendus au titre de chaque traité.

L'OMPI est financée par les taxes découlant des services qu'elle fournit, les contributions statutaires versées par ses États membres et les contributions volontaires des États membres et d'autres donateurs. Elle exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal prévoyant les crédits représentant les autorisations de dépenses budgétaires approuvées par l'Assemblée générale pour chaque exercice financier. L'approbation des crédits donne pouvoir au directeur général d'engager et d'autoriser les dépenses et d'effectuer les paiements aux fins prévues, dans les limites des crédits.

Note n° 2 : Principales méthodes comptables

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente pendant tout l'exercice. Les états respectent les exigences des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS).

Coûts d'emprunt

Tous les coûts supportés en rapport avec des emprunts sont traités comme des dépenses pour la période au cours de laquelle ils sont supportés. Aucun coût d'emprunt n'a été incorporé au coût de l'actif au cours de la période considérée.

Trésorerie, investissements et autres actifs financiers

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Prestations au personnel

L'Organisation est une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La caisse des pensions est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs.

Des évaluations actuarielles sont établies tous les deux ans à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la caisse entre les différentes organisations participantes. L'Organisation, tout comme d'autres organisations participantes, n'est pas en mesure de déterminer sa part dans la position financière sous-jacente et la performance de la caisse de manière suffisamment fiable à des fins comptables et l'a donc comptabilisée comme une caisse à capitalisation finançant des prestations définies.

Sur le plan financier, l'Organisation est tenue de verser à la caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, plus la part de tous paiements actuariels à titre compensatoire dus lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'article 26 des statuts de la caisse des pensions après que la nécessité d'une couverture des déficits a été déterminée. Cette nécessité est déterminée sur la base d'une évaluation actuarielle à la date de valeur et, à la date d'établissement des derniers états financiers, aucune couverture des déficits n'avait été jugée nécessaire.

La dernière évaluation actuarielle pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été faite au 31 décembre 2007. Elle faisait apparaître un excédent actuariel de 0,49% de la rémunération considérée aux fins de la pension. L'OMPI verse des contributions au nom de son personnel (actuellement dues par les participants et l'OMPI aux taux respectifs de 7,9% et 15,8% de la rémunération considérée aux fins de la pension du participant) et serait tenue de verser sa part de l'obligation non provisionnée, le cas échéant. Le montant total des contributions au régime de retraite versées pour le personnel au cours de l'exercice biennal 2008-2009 s'élevait à 43 355 500,19 francs suisses (41 250 516,87 francs suisses en 2006-2007).

Autres prestations au personnel :

Les prestations au personnel employé à court terme incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel rémunéré, les droits à congé de maladie rémunéré, l'assurance accidents et l'assurance-vie et la part actuelle des prestations à long terme versées aux fonctionnaires sous contrat, notamment en ce qui concerne les prestations pour cessation de service et l'assurance maladie post-emploi.

Les prestations post-emploi comprennent les prestations versées pour cessation de service, à savoir les primes de rapatriement, le paiement des jours de congé annuel accumulés et la prime d'assurance maladie.

Les prestations versées pour cessation de service incluent une indemnité due aux fonctionnaires nommés à titre permanent ou pour une durée déterminée lorsque l'Organisation met un terme à leur nomination.

La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après cessation de service est calculée par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé à la fois sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses et sur des obligations d'État suisses.

Caisse de retraite fermée :

Avant que l'OMPI devienne une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, elle disposait de sa propre caisse de retraite, créée en 1955. Cette caisse n'a plus accepté de nouveaux membres après le 30 septembre 1975 mais elle est toujours en activité, sous la direction d'un Conseil de fondation, pour les participants qui en étaient membres au moment de sa clôture. En application d'une convention conclue entre la caisse de retraite fermée et l'Organisation et d'une décision récente du Tribunal administratif de l'OIT, l'OMPI est tenue de financer les coûts supportés par la caisse de retraite fermée du fait de l'évolution des cours de change et des différences d'âge de départ à la retraite entre la Caisse de retraite fermée de l'OMPI et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Risques financiers

L'Organisation est exposée à un risque de change et de liquidité. Elle perçoit des recettes provenant des taxes et des contributions volontaires et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

L'Organisation est aussi exposée au risque de change découlant des différences entre les montants dus aux administrations chargées de la recherche internationale en application du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets, d'une part, et les montants reçus par les offices nationaux des brevets au titre des taxes de recherche internationale versées par les déposants pour les demandes internationales de brevet, d'autre part.

L'Organisation est encore exposée au risque de change lié au coût des pensions pour les fonctionnaires précédemment inscrits à la caisse de retraite fermée qui participent aujourd'hui à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

En outre, elle a des bureaux de représentation au Brésil, aux États-Unis d'Amérique, au Japon, et à Singapour qui disposent d'actifs limités dans la monnaie locale.

Opérations en monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'OMPI est le franc suisse (CHF) et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon les taux de change en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'OMPI sont comptabilisés dans l'état des recettes et des dépenses.

Immobilisations

Tous les coûts relatifs aux immobilisations corporelles sont comptabilisés comme dépenses au fur et à mesure de leur engagement. La valeur des biens autres que les immeubles de placement figurant dans le bilan correspond à la valeur nette des emprunts en cours. Pour la nouvelle construction, les coûts à financer par des emprunts sont inscrits sous "travaux en cours" dans la rubrique "terrains et constructions". Tous les autres coûts ont été comptabilisés comme dépenses au fur et à mesure de leur engagement.

Stocks

Les stocks de publications sont comptabilisés comme dépenses au fur et à mesure de leur engagement.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés comme dépenses au fur et à mesure de leur engagement.

Provisions

Si l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, les provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour liquider l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Créances

Les créances de contributions statutaires sont indiquées à leur valeur nominale. Aucune indemnité pour pertes n'a été comptabilisée.

En ce qui concerne toutes les autres créances, une indemnité pour pertes est déterminée sur la base d'un examen des montants restants dus à la date d'établissement des états financiers.

Comptabilisation des produits

Les produits provenant des opérations de change qui incluent les taxes requises pour les brevets internationaux, l'enregistrement international des marques et des dessins et modèles industriels et d'autres services et publications sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'enregistrement de la demande internationale a été effectué pour les taxes relatives aux marques, aux dessins et modèles industriels et au PCT perçues par le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur et que les fonds sont reçus pour d'autres produits.

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les contributions volontaires sont comptabilisés au fur et à mesure de la réception des fonds.

Les contributions statutaires sont comptabilisées dans les produits au début de l'exercice budgétaire sur lequel porte l'évaluation.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'assurance maladie finançant des prestations définies et d'autres obligations relatives aux prestations au personnel post-emploi, les provisions pour les procédures judiciaires, l'évaluation des stocks de publications, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

Note n° 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
Fonds en caisse	8 091,90	7 700,93
Dépôts auprès de banques - en francs suisses	9 729 742,60	12 581 391,64
Dépôts auprès de banques - dans d'autres monnaies	10 590 082,28	8 385 329,77
Placements à court terme - en dollars É.U.	-	2 850 000,00
Fonds placés auprès de la BNS - en francs suisses	220 188 960,41	203 010 743,36
Total de la trésorerie disponible	240 516 877,19	226 835 165,70
Comptes courants détenus pour le compte de tiers - en francs suisses	42 886 646,56	45 533 041,01
Comptes courants détenus pour le compte de tiers - dans d'autres monnaies	3 727 774,17	5 048 870,99
Enregistrements de marques - estimation du montant dû aux tiers	-	25 683 822,97
Taxes perçues pour le compte de parties contractantes - en francs suisses	63 758 655,54	59 183 939,72
Total de la trésorerie soumise à restriction - fonds détenus pour le compte de tiers - placés auprès de la BNS	110 373 076,27	135 449 674,69
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	350 889 953,46	362 284 840,39

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat, des comptes rémunérés et des produits à court terme (dépôts à 90 jours) qui ont servi un taux d'intérêt moyen de 2,656% en 2008-2009 (2,594% en 2006-2007).

Les fonds réservés englobent les fonds détenus en francs suisses pour le compte de tiers en vue de l'enregistrement de marques ou de dessins ou modèles industriels, d'abonnements à des revues de l'OMPI, etc. Ils incluent aussi les taxes perçues par le Bureau international de l'OMPI agissant en tant qu'office récepteur pour le compte de parties contractantes aux arrangements de Madrid et de La Haye et pour le compte d'administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT. En outre, les dépôts encaissés dans le cadre de procédures en cours relatives à des enregistrements de marques, indépendamment de l'estimation des encaissements par anticipation effectués par l'Organisation, représentent des fonds perçus pour le compte de tiers et sont considérés comme des fonds réservés.

L'Organisation n'a pas de lignes de crédit confirmées mais des accords de facilités de caisse limités et informels avec les banques auprès desquelles elle a déposé des fonds. Ces accords peuvent être annulés par les banques à tout moment. Aucune facilité de caisse n'a été demandée au cours des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009.

Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de contributions volontaires sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs. Les fonds en excès destinés à répondre à des besoins immédiats sont placés sous forme de dépôts à court terme (90 jours) dont l'intérêt est crédité aux fonds fiduciaires. À la fin de l'exercice 2008-2009, l'Organisation détenait la somme de 15 805 748,31 francs suisses (11 920 785,29 francs suisses en 2006-2007) sur des fonds fiduciaires (voir fonds fiduciaires).

Note n° 4 : Compte de débiteurs, avances et paiements anticipés

	31 décembre 2009	31 décembre 2007
	Total exigible (en francs suisses)	Total exigible (en francs suisses)
ACTIFS COURANTS - COMPTES DE DÉBITEURS		
Comptes des opérations sans contrepartie directe - Contributions statutaires		
Contributions uniques	2 147 553.00	2 858 801.00
Total	2 147 553.00	2 858 801.00
Comptes des opérations avec contre-partie directe		
Débiteurs des publications	152 093.70	323 840.80
Débiteurs du PCT	-	-
Débiteurs de Madrid	1 302 393.26	702 685.64
Débiteurs de La Haye	1 076.00	6 573.00
Autres débiteurs	2 035 134.00	865 903.05
Dépenses payées d'avance	150 425.99	530 899.83
Impôts suisses remboursables	67 312.18	361 999.70
Impôts des États-Unis d'Amérique remboursables	2 463 213.71	1 910 775.23
Avances		
Avances au personnel pour les indemnités pour frais d'études	3 705 059.23	3 601 160.35
Autres fonds avancés au personnel	813 459.27	812 534.25
Fonds avancés à l'UPOV	195 049.05	863 441.47
Fonds avancés au PNUD	1 428 375.43	992 573.13
Total	12 313 591.82	10 972 386.45
Total des comptes courants de débiteurs	14 461 144.82	13 831 187.45
ACTIFS NON COURANTS - COMPTES DE DÉBITEURS		
Comptes des opérations sans contrepartie directe - Contributions statutaires		
Union de Paris	4 902 469.00	5 867 002.00
Union de Berne	1 934 446.00	2 111 317.00
Union de l'IPC	-	31 464.00
Union de Nice	24 393.00	35 381.00
Union de Locarno	2 247.00	2 247.00
Convention instituant l'OMPI	134 094.00	134 094.00
Total	6 997 649.00	8 181 505.00
Fonds de roulement		
Union de Paris	38 247.00	48 376.00
Union de Berne	6 622.00	6 622.00
Union du PCT	-	-
Total	44 869.00	54 998.00
Total des comptes non courants de débiteurs	7 042 518.00	8 236 503.00
TOTAL DES COMPTES DE DÉBITEURS	21 503 662.82	22 067 690.45

Les contributions statutaires sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution unique de l'OMPI approuvé par les assemblées des États membres et des unions administrées par l'OMPI. Les assemblées déterminent la valeur d'une unité de contribution en francs suisses au moment de l'élaboration du budget pour un exercice financier biennal. Chacune des classes de contribution doit représenter un nombre précis d'unités de contribution. Les États membres élisent la classe déterminant la base de leur contribution, contrairement à certains pays en développement qui appartiennent automatiquement à l'une des trois classes spéciales. Les contributions aux fonds de roulement correspondent aux montants déterminés par plusieurs unions.

Des provisions ont aussi été faites pour compenser les montants à recevoir provenant de la vente des publications et des taxes relatives aux marques (Madrid) et aux dessins et modèles industriels (La Haye), suite à une expérience récente concernant des montants vieux de plus d'une année qui ont été jugés non recouvrables. Le montant de ces provisions a été calculé sur la base d'une expérience récente concernant la probabilité de percevoir les montants dus depuis plus d'un an.

Les fonds avancés au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont utilisés pour effectuer des paiements au nom de l'Organisation. Le total des comptes de débiteurs indiqué inclut les sommes correspondant aux demandes adressées au PNUD pour des paiements qui n'ont pas encore été confirmés ou dont la confirmation est en cours de vérification. Les fonds avancés à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) correspondent à des paiements effectués par l'Organisation pour le compte de l'UPOV qui n'ont pas encore été remboursés.

Le compte des impôts des États-Unis d'Amérique correspond aux montants avancés aux membres du personnel pour leur rembourser les impôts sur le revenu qu'ils ont versés aux États-Unis d'Amérique. Ces montants sont remboursables à l'Organisation aux termes d'accords conclus entre l'Organisation et les États-Unis d'Amérique. Les impôts suisses remboursables incluent les sommes versées pour payer la TVA, le droit de timbre et l'impôt fédéral suisse anticipé pour lesquels l'Organisation peut demander le remboursement au titre de l'accord de siège qu'elle a signé avec le gouvernement suisse.

Note n° 5 : Terrains et constructions (en francs suisses)

Les terrains et les constructions de l'Organisation englobent son siège de la Place des Nations, à Genève (Suisse).

Constructions	Année d'achèvement	Coût initial	Coûts 2008-2009	Amortissement à ce jour	Amortissement 2008-2009	Solde non amorti
Travaux en cours						
Nouveau bâtiment		14 416 732.57	101 195 736.39	14 013 053.93	3 589 278.55	98 010 136.48
Nouvelle salle de conférence		-	3 376 490.69	-	3 376 490.69	-
Bâtiment A. Bogsch	1978	56 070 581.90	-	31 218 336.90 *	2 367 000.00	22 485 245.00
Bâtiment G. Bodenhausen I	1960	11 639 590.30	-	6 047 460.30 *	349 400.00	5 242 730.00
Bâtiment G. Bodenhausen II	1987	4 717 632.90	-	4 717 632.90	-	-
Bâtiment du PCT (ancien bâtiment de l'OMM)	2003	104 675 426.85	-	104 675 426.85	-	-
Total		191 519 964.52	104 572 227.08	160 671 910.88	9 682 169.24	125 738 111.48
Bâtiment de l'Union de Madrid	1964	3 394 560.50	-	-	-	3 394 560.50
TOTAL		194 914 525.02	104 572 227.08	160 671 910.88	9 682 169.24	129 132 671.98
Terrains						
Nouveau site de construction	1998	13 554 123.60	-	13 554 123.60	-	-
Site de l'ancien bâtiment de l'OMM	1999	-	-	-	-	-
Site de l'OMPI	1972	-	-	-	-	-
Total		13 554 123.60	-	13 554 123.60	-	-
		208 468 648.62	104 572 227.08	174 226 034.48	9 682 169.24	129 132 671.98

* Les chiffres de l'amortissement à ce jour pour les bâtiments A. Bogsch et G. Bodenhausen I diffèrent des chiffres figurant dans le Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2006-2007. Cette différence résulte d'une erreur commise en 2007 dans les chiffres relatifs aux deux bâtiments. Si l'on ajoute les deux chiffres indiqués, le montant total est identique à celui indiqué pour 2006-2007.

Les bâtiments sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les coûts correspondant à l'ensemble des terrains et constructions payés avec les fonds du programme et budget de l'Organisation sont pleinement amortis l'année au cours de laquelle ils sont engagés. Les coûts correspondant aux bâtiments payés par des prêts sont amortis proportionnellement à la part du prêt qui a été remboursée.

Le terrain qui accueille les bâtiments actuels du siège de l'Organisation appartient au Canton de Genève qui a accordé des droits de superficie à l'Organisation, notamment le droit de construire des bâtiments pendant une période de 60 ans. Ce droit est assorti d'une option de prolongation pour une période supplémentaire de 30 ans qui ne peut être invoquée que par l'Organisation. Le coût d'acquisition de l'ancien bâtiment de l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) (aujourd'hui dénommé bâtiment du PCT) est de 34 290 148 francs suisses pour l'achat du bâtiment à l'OMM et le transfert à l'OMPI des droits de superficie accordés à l'OMM par le Canton de Genève. Le terrain sur lequel le nouveau bâtiment est en cours de construction est estimé à la valeur du marché établie sur la base d'une expertise indépendante.

En septembre 1998, l'Assemblée générale a approuvé la construction d'un nouveau bâtiment à usage de bureaux près du bâtiment actuel du siège à Genève. Le bâtiment sera suffisamment grand pour accueillir les bureaux de l'Organisation qui se trouvent actuellement dans des locaux loués. Le terrain de la construction a été acquis en 1998. Le projet devrait être achevé d'ici à la fin de 2010, pour un coût approximatif de 184,8 millions de francs suisses (ce montant n'inclut pas la part non utilisée de la provision pour dépenses imprévues). Ce montant tient compte des fonds engagés pour les travaux en cours à ce jour et les intérêts dus pendant la construction qui seront comptabilisés au fur et à mesure de l'engagement.

Note n° 6 : Matériel

Tout le matériel répertorié dans les stocks est évalué dans le bilan à un franc suisse. Le coût d'acquisition du matériel de l'Organisation actuellement utilisé au 31 décembre 2009 s'élève à 51,6 millions de francs suisses (51,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2007). Ces montants sont couverts par une assurance souscrite par l'Organisation.

Note n° 7 : Autres actifs non courants

En 1991, l'Organisation a conclu un accord avec la Fondation du Centre International de Genève (FCIG) concernant la construction d'un bâtiment rue des Morillons à Genève (Suisse) pour un coût total de 20 350 000 francs suisses. L'accord prévoyait que l'Organisation avancerait la somme de 11 millions de francs suisses, le solde du coût de la construction étant couvert par une hypothèque souscrite auprès de la Banque cantonale de Genève avec intérêt plus 1% du montant principal remboursable chaque année. Le taux d'intérêt actuel, en vigueur jusqu'au 30 juin 2011, est de 3,9875 %.

Le contrat de location conclu entre l'Organisation et la FCIG prévoit l'octroi à l'Organisation du droit de mettre fin à son occupation du bâtiment après avoir adressé un préavis d'un an à la FCIG et de recevoir le remboursement de 10 millions de francs suisses du prêt initial à la libération des locaux. La FCIG conservera le solde du prêt – 1 million de francs suisses – pour remettre les locaux en l'état. L'Organisation prévoit de libérer le bâtiment dès que le nouveau bâtiment faisant l'objet de la note n° 5 sera achevé.

Note n° 8 : Comptes de créanciers

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Comptes de créanciers		
Créditeurs commerciaux		
Comptes de créanciers	22 833 013,93	9 019 787,49
Passifs transitoires divers	520 077,22	319 349,86
Autres créditeurs commerciaux	199 133,30	419 571,95
Total des comptes de créanciers	23 552 224,45	9 758 709,30

Les comptes de créanciers englobent les factures non réglées des fournisseurs, y compris la réévaluation des factures dues dans d'autres monnaies que le franc suisse.

Note n° 9 : Montants à payer

L'Organisation perçoit des taxes pour le compte des parties contractantes à l'Arrangement et au Protocole de Madrid et des parties contractantes au règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye. En outre, le Bureau international de l'Organisation, agissant en qualité d'office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. L'Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu'à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l'Organisation. Ci-dessous figurent le montant total des taxes perçues par l'Organisation pour l'exercice biennal et une explication de chaque catégorie de taxe.

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Montants à payer		
Compléments d'émoluments de l'Union de Madrid	37 655 094.00	30 401 726.00
Émoluments supplémentaires de l'Union de Madrid	3 053 258.00	2 197 373.00
Taxes individuelles de l'Union de Madrid	9 752 142.00	9 550 359.00
Taxes pour la continuation des effets de l'Union de Madrid	-	96 268.00
Répartition Union de La Haye	177 697.00	90 225.00
Taxes de répartition des unions de Madrid et de La Haye	10 495 349.79	15 264 409.26
Dépôts pour le Centre d'arbitrage et de médiation	817 606.06	1 897 166.15
Administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT	1 807 508.69	1 583 579.46
Total des montants à payer	63 758 655.54	61 081 105.87

Compléments d'émoluments et émoluments supplémentaires de l'Union de Madrid :

Selon l'Arrangement de Madrid (article 8.2)b) et c)) et le Protocole de Madrid (article 8.2)ii) et iii)), l'Organisation perçoit des émoluments complémentaires et des suppléments d'émoluments de 73 francs suisses par demande ou renouvellement pour le compte des parties contractantes (100 francs suisses à compter du 1^{er} septembre 2008). Le montant dû à chaque partie contractante varie selon les services qu'elle fournit (examen réalisé). Les fonds sont transférés une fois par an au début de l'année suivant la date d'établissement des états financiers.

Taxes individuelles et taxes de continuation des effets de l'Union de Madrid :

Conformément à l'article 8.7) du Protocole de Madrid et à la règle 38 du règlement d'exécution commun, les parties contractantes peuvent établir des taxes qui sont perçues par l'Organisation et qui doivent être versées aux parties contractantes dans le mois qui suit l'inscription de l'enregistrement ou la désignation du renouvellement pour lesquels la taxe a été acquittée. Les parties contractantes qui ont choisi d'établir des taxes individuelles ne peuvent pas percevoir les compléments d'émoluments et les émoluments supplémentaires décrits ci-dessus. Le montant indiqué ci-dessus représente le montant à transférer à la fin de la période considérée.

Répartition – Union de La Haye :

Conformément aux règles 13.2a)iii), 13.2e) et 24.2 du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, l'Organisation perçoit, pour le compte des parties contractantes, des taxes étatiques ordinaires, de renouvellement et d'examen de la nouveauté pour les enregistrements internationaux ou leurs renouvellements. Ces sommes doivent être versées aux parties contractantes sur une base mensuelle. Le montant indiqué ci-dessus représente le montant à transférer à la fin de la période considérée.

Taxes aux fins de répartition des unions de Madrid et de La Haye :

L'Organisation détient des fonds dus aux parties contractantes lorsqu'elle n'a reçu aucune instruction de paiement clair ou que la partie contractante demande que le paiement soit suspendu en attendant une confirmation.

Dépôts pour le Centre d'arbitrage et de médiation :

L'Organisation perçoit des taxes pour les arbitrages effectués par son Centre d'arbitrage et de médiation concernant des noms de domaines et d'autres questions en rapport avec la propriété intellectuelle. Outre la taxe versée à l'Organisation, les participants déposent un montant correspondant aux honoraires estimés de l'arbitre. Si les honoraires se révèlent supérieurs à l'estimation, l'Organisation demande aux participants de verser le complément nécessaire. Le montant perçu est versé directement à l'arbitre ou aux arbitres et n'est pas comptabilisé dans les recettes par l'Organisation. Le montant indiqué ci-dessus correspond au montant net versé par les participants qui n'a pas encore été versé aux arbitres à la date d'établissement des états financiers.

Administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT :

Le Bureau international perçoit des taxes auprès des déposants de demandes internationales de brevet afin de couvrir le coût des recherches internationales réalisées par les administrations chargées de la recherche internationale désignées par l'Organisation conformément au Traité de coopération en matière de brevets. Le montant indiqué ci-dessus représente le montant à transférer aux administrations chargées de la recherche internationale à la date d'établissement des états financiers.

Note n° 10 : Comptes courants

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - comptes courants		
Comptes courants PCT - Italie et Japon	4 844 432.66	5 048 870.99
Autres comptes courants	42 886 646.56	45 533 041.01
Total des comptes courants	47 731 079.22	50 581 912.00

L'Organisation offre des facilités aux déposants de demandes d'enregistrement de marques et de dessins et modèles industriels en leur permettant de déposer des fonds sur des "comptes courants" pour lesquels l'Organisation joue le rôle de dépositaire dans l'attente de l'utilisation des fonds pour couvrir les taxes requises en rapport avec des demandes individuelles et des renouvellements. Ces fonds sont détenus sous forme de fonds fiduciaires jusqu'au dépôt des demandes spécifiques. À la réception de la demande, la somme nécessaire est déduite du solde du compte courant et les fonds sont considérés comme des dépôts jusqu'à l'enregistrement de la demande.

En outre, l'Organisation gère des comptes bancaires en son propre nom afin de permettre à certaines parties contractantes de transférer des fonds qu'elles perçoivent pour le compte de l'Organisation. En attendant que la partie contractante informe l'OMPI que les fonds détenus sur ces comptes représentent des produits appartenant à l'Organisation, le solde inscrit sur les comptes n'est pas comptabilisé dans les recettes.

Note n° 11 : Encaissements par anticipation

Dans certains cas, l'Organisation perçoit les taxes et les sommes dues pour les services fournis avant leur exécution complète ou avant que les taxes soient encaissées conformément aux traités, arrangements, protocoles et règlements d'exécution qu'elle administre. Les montants perçus sont alors considérés comme des dépôts et la comptabilisation dans les recettes est reportée jusqu'à ce que les taxes soient effectivement encaissées. Tous les montants figurant ci-dessus sont indiqués à leur juste valeur.

Dépôts dus à des tiers – Union de Madrid :

Les fonds reçus par l'Organisation aux fins des taxes de l'Union de Madrid sont considérés comme des dépôts jusqu'à ce que les services devant être exécutés par l'Organisation en rapport avec les demandes, les renouvellements, les désignations postérieures ou les modifications aient été fournis.

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Encaissements par anticipation		
Dépôts relatifs à des marques dûs à l'OMPI	21 183 577,76	30 972 599,74
Dépôts relatifs à des dessins et modèles industriels	133 215,04	183 296,95
Dépôts IB office récepteur PCT	684 311,44	746 385,16
Publications et autres créanciers	48,00	1 669,20
Paiement de contributions par anticipation	1 433 208,00	274 509,00
Autres produits différés	295 080,00	242 460,20
Total des encaissements par anticipation	23 729 440,24	32 420 920,25

Note n° 12 : Emprunts

L'Organisation a emprunté des fonds auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales pour construire ses bâtiments de siège à Genève (Suisse). Ces prêts étaient à l'origine soumis à intérêts mais, en 1996, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse a accepté de renoncer à tout nouveau versement d'intérêts et actuellement les prêts ne donnent lieu qu'au remboursement du principal.

Le total des passifs courants et à long terme provenant des emprunts en cours à la date d'établissement des états financiers comprend :

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Emprunts		
Prêt exigible de la FIPOI	2 716 400,00	2 716 400,00
Hypothèque bâtiment de l'Union de Madrid	-	72 800,00
Total des emprunts (passifs courants)	2 716 400,00	2 789 200,00
PASSIFS À LONG TERME - Emprunts		
Prêt exigible de la FIPOI	25 011 575,00	27 727 975,00
Prêt BCG/BCV exigible pour le nouveau bâtiment	50 000 000,00	-
Hypothèque bâtiment de l'Union de Madrid	-	819 000,00
Total des emprunts (passifs à long terme)	75 011 575,00	28 546 975,00
Total des emprunts	77 727 975,00	31 336 175,00

L'Organisation a une hypothèque en cours auprès de l'UBS, souscrite le 10 février 2003, qui couvre une partie des coûts d'acquisition d'un immeuble de placement à la rue de la Prulay 40, Meyrin (Suisse). Au 31 décembre 2007, le solde était de 891 800 francs suisses et il a été totalement remboursé à l'UBS au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

En février 2008, l'Organisation a conclu un contrat avec la Banque Cantonale de Genève et la Banque Cantonale Vaudoise pour un emprunt de 114 millions de francs suisses plus un montant supplémentaire éventuel de 16 millions de francs suisses destiné à financer une partie du coût de la construction du nouveau bâtiment à usage de bureaux. Le taux d'intérêt a été fixé au Swap de taux LIBOR du franc suisse pour une durée maximale de 15 ans, plus une marge de 0,30 à 0,70 selon la durée choisie par l'Organisation. Outre le paiement de l'intérêt, le contrat prévoit un remboursement annuel du principal équivalent à 3% du montant total emprunté.

Note n° 13 : Prestations au personnel

L'Organisation a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement, les voyages et le paiement des jours de congé annuel accumulés pour certaines catégories de personnel au moment de leur cessation de service. À la date d'établissement des états financiers, l'obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2009 par un bureau indépendant.

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
Provision pour cessation de service	16 412 878,00	16 272 847,00

L'Organisation a aussi l'obligation contractuelle de fournir à ses employés des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d'assurance pour le contrat d'assurance maladie et accidents. À la date d'établissement des états financiers, l'obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2009 par un bureau indépendant.

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
Provision pour prestations médicales post-emploi	82 603 476,00	64 625 226,00

En outre, l'Organisation a plusieurs obligations envers les participants à la caisse de retraite fermée, notamment :

- l'obligation de couvrir la charge des pensions versées aux anciens fonctionnaires participant à la caisse de retraite fermée avant qu'ils atteignent l'âge de 65 ans (l'obligation est estimée à 415 142 francs suisses sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée en décembre 2009) ;
- l'obligation, fondée sur une décision du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail rendue en 2006, de couvrir certains écarts entre la pension à laquelle les employés ont droit dans le cadre de la Caisse de retraite fermée et la pension à laquelle ils ont droit au titre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui est estimée, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2009, à 2 575 324 francs suisses à la date d'établissement des états financiers.

Avec une charge qui a augmenté de 6% par rapport à la rémunération totale versée depuis 2004-2005, l'Organisation a fait une provision de 45,9 millions de francs suisses dans son bilan pour financer partiellement l'obligation relative aux prestations post-emploi.

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2007 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Prestations post-emploi		
Provision pour cessation de service	1 763 416.00	1 801 978.00
Provision pour prestations médicales post-emploi	7 194 039.00	5 901 551.00
Total des prestations post-emploi	8 957 455.00	7 703 529.00
PASSIFS À LONG TERME- Prestations post-emploi		
Provision pour la Caisse de retraite fermée	415 142.00	246 913.55
Provision pour cessation de service	14 649 462.00	14 470 869.00
Provision pour les prestations médicales post-emploi	21 886 472.95	15 679 005.26
Total des prestations post-emploi	36 951 076.95	30 396 787.81
Total des prestations post-emploi	45 908 531.95	38 100 316.81

Le solde indiqué pour la provision est un montant net après déduction de la somme de 5 921 528,06 francs suisses versée dans le cadre du programme de cessation volontaire de service avant la fin de 2009, conformément à une décision prise par le Comité de coordination (WO/CC/61/3). En 2010, cette provision servira à verser un montant supplémentaire de 17 775 571,08 francs suisses au titre du programme de cessation volontaire de service

Note n° 14 : Provisions

L'Organisation a fait les provisions ci-après en rapport avec ses obligations non réglées :

	31 décembre 2009 (en francs suisses)	31 décembre 2009 (en francs suisses)
PASSIFS COURANTS - Provisions		
Charges à payer	609 593,93	2 026 727,51
Indemnités pour frais d'études à payer	1 468 550,53	-
Frais d'avocat	429 000,00	304 351,00
Total des provisions	2 507 144,46	2 331 078,51

Les provisions pour charges représentent les coûts des marchandises livrées et des services fournis au 31 décembre de l'année d'établissement des états financiers, pour lesquels les factures n'ont pas été reçues ou qui étaient en attente de charges à payer à la fin de la période considérée.

La provision relative aux indemnités pour frais d'études à payer est liée au nombre de mois s'écoulant entre le début de l'année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2009, pour lesquels des taxes sont donc exigibles. Aucune provision de ce type n'a été faite au cours de l'exercice biennal précédent.

L'Organisation peut être partie à des procédures judiciaires dans le cadre de ses activités courantes. Pour des raisons de prudence et sans préjuger de l'issue des procédures en cours, ce type de situation est couvert par une provision pour frais d'avocat estimée avec autant de précision que possible en fonction des informations disponibles.

Note n° 15 : Contrats de location**L'OMPI en tant que preneur :**

L'Organisation est titulaire d'un certain nombre de contrats de location offrant des espaces, des lieux de stockage et des installations spécialisées complémentaires à Genève (Suisse). Elle loue aussi des espaces pour ses bureaux de représentation à New York, Rio de Janeiro, Singapour et Tokyo (et à Bruxelles jusqu'en décembre 2008). Elle peut résilier la majorité de ces contrats de location après expiration des délais de préavis prévus par les contrats. L'Organisation loue un espace près de son siège à Genève (Suisse) et un autre à New York (États-Unis d'Amérique) sur la base de contrats de location non résiliables avec des paiements à honorer jusqu'à l'expiration du contrat, selon les termes suivants :

(en francs suisses)	> 1 an	1 à 5 ans	< 5 ans
Contrats de location – exploitation non résiliables	2 126 887	0	0

L'OMPI en tant que bailleur :

(en francs suisses)	> 1 an	1 à 5 ans	< 5 ans
Bâtiment à Meyrin, Prulay 40, Meyrin	206 302	225 937	0

La location d'appartements, de parkings et d'autres installations dans le bâtiment de Meyrin est gérée par un agent chargé de percevoir tous les revenus de location et d'acquitter toutes les dépenses engagées dans le cadre de l'exploitation du bâtiment. Les contrats de location sont généralement conclus pour une durée de deux ans et s'inspirent du contrat de location type approuvé par le Canton de Genève. L'agent reçoit 4,5% (pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 mars 2009) ou 3,9% (pour la période allant du 1^{er} avril 2009 au 31 décembre 2009) (exercice biennal 2006-2007 : 4,5%) du revenu brut de location au titre de la rémunération de ses services.

Les revenus de location – 686 072,05 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 694 628,11 francs suisses) – et les dépenses d'exploitation du bâtiment – 321 526,21 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 249 713,85 francs suisses) – ne sont pas pris en considération dans les comptes de l'OMPI. Seul le montant net des sommes perçues par l'agent de gestion, qui s'élève à 364 545,84 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 444 914,26 francs suisses), est comptabilisé en tant que revenu de location dans l'état des recettes et des dépenses. Les intérêts de l'hypothèque, s'élevant à 24 286,90 francs suisses (exercice biennal 2006-2007 : 44 444,00 francs suisses), sont aussi déduits des recettes. L'hypothèque était totalement remboursée au 31 décembre 2008.

Les dépenses déduites des recettes par l'agent de gestion ne tiennent pas compte de la dépréciation du bâtiment.

Les obligations de l'Organisation à l'égard des bailleurs de locaux à usage de bureaux sont garanties par les banques pour un montant maximum de 1,8 million de francs suisses. L'obligation la plus importante porte sur les bureaux du bâtiment Procter & Gamble, avec 1,7 million de francs suisses sur la durée du contrat de location portant sur les locaux que l'Organisation prévoit de libérer au cours du 1^{er} trimestre de 2011.

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER I
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE BIENNAL CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009
(en francs suisses)

	Programme et budget		Fonds fiduciaires		Projets financés à partir des réserves		Suppressions		Consolidation	
	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007
RECETTES										
Contributions statutaires	34 826 607.00	34 702 690.00	-	-	-	-	-	-	34 826 607.00	34 702 690.00
Contributions volontaires	-	-	17 426 426.89	13 754 714.07	-	-	(2 315 293.09)	(1 378 811.73)	15 111 133.80	12 375 902.34
Recettes provenant des publications	1 123 879.90	2 686 400.97	-	-	-	-	-	-	1 123 879.90	2 686 400.97
Intérêts	17 844 874.84	15 792 452.14	390 589.83	502 574.17	-	-	-	-	18 235 464.67	16 295 026.31
Taxes provenant du système du PCT	443 588 751.46	451 131 549.82	-	-	-	-	-	-	443 588 751.46	451 131 549.82
Taxes provenant du système de Madrid	94 846 145.35	90 299 795.64	-	-	-	-	-	-	94 846 145.35	90 299 795.64
Taxes provenant du système de La Haye	5 359 475.00	5 033 584.35	-	-	-	-	-	-	5 359 475.00	5 033 584.35
Autres taxes	5 400.00	7 788.00	-	-	-	-	-	-	5 400.00	7 788.00
Total des taxes	543 799 771.81	546 472 717.81	-	-	-	-	-	-	543 799 771.81	546 472 717.81
Arbitrage et médiation	3 318 598.20	3 198 199.91	-	-	-	-	-	-	3 318 598.20	3 198 199.91
Profits (pertes) de change	574 156.99	50 889.17	(413 423.69)	(348 375.59)	-	-	-	-	160 733.30	(297 486.42)
Dépenses d'appui aux programmes	1 308 922.14	1 125 492.52	-	-	-	-	(1 308 922.14)	(1 125 492.52)	-	-
Autres/divers produits	4 634 042.99	5 261 508.86	-	0.96	-	-	-	-	4 634 042.99	5 261 509.82
Total divers	6 517 122.12	6 437 890.55	(413 423.69)	(348 374.63)	-	-	(1 308 922.14)	(1 125 492.52)	4 794 776.29	4 964 023.40
Total des recettes	607 430 853.87	609 290 351.38	17 403 593.03	13 908 913.61	-	-	(3 624 215.23)	(2 504 304.25)	621 210 231.67	620 694 960.74
DÉPENSES										
Dépenses de personnel	396 779 380.21	376 135 268.52	3 955 140.12	2 941 109.33	620 143.86	-	-	-	401 354 664.19	379 076 377.85
Voyages et bourses	34 047 806.63	34 873 312.93	7 233 921.62	5 751 588.34	4 069.18	-	-	-	41 285 797.43	40 624 901.27
Services contractuels	71 451 531.25	50 731 282.24	1 747 405.40	2 088 065.78	1 656 238.78	-	-	-	74 855 175.43	52 819 348.02
Dépenses de fonctionnement	58 853 086.54	60 281 967.67	236 451.32	111 946.01	36 171.51	-	-	-	59 125 709.37	60 393 913.68
Matériel et fournitures	5 585 138.59	4 276 298.58	61 591.86	133 572.89	265 726.79	-	-	-	5 912 457.24	4 409 871.47
Mobilier et matériel	5 783 450.70	2 901 989.66	220 026.40	245 211.76	50 940.00	-	-	-	6 054 417.10	3 147 201.42
Construction	1 581 839.10	698 785.67	-	-	3 376 103.44	-	-	-	4 957 942.54	698 785.67
Dépenses d'appui aux programmes	-	-	1 633 763.22	1 258 607.77	-	-	(1 308 922.14)	(1 125 492.52)	324 841.08	133 115.25
Remboursement d'emprunts	2 716 400.00	2 716 400.00	-	-	-	-	-	-	2 716 400.00	2 716 400.00
Total des dépenses	576 798 633.02	532 615 305.27	15 088 299.94	12 530 101.88	6 009 393.56	-	(1 308 922.14)	(1 125 492.52)	596 587 404.38	544 019 914.63
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'EXERCICE	30 632 220.85	76 675 046.11	2 315 293.09	1 378 811.73	(6 009 393.56)	-	(2 315 293.09)	(1 378 811.73)	24 622 827.29	76 675 046.11

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER II
ÉTAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES RÉSERVES ET SOLDES
POUR L'EXERCICE BIENNAL CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009
(en francs suisses)

ACTIF	Notes	Programme et budget		Fonds fiduciaires		Projets financés à partir des réserves		Consolidation	
		31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2009	31 décembre 2007
Actifs courants									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	350 889 953.46	362 284 840.39	15 805 748.31	11 920 785.29	-	-	366 695 701.77	374 205 625.68
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	2 147 553.00	2 858 801.00	-	-	8 483.67	-	2 156 036.67	2 858 801.00
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	12 313 591.82	10 972 386.45	56 342.96	112 885.62	-	-	12 369 934.78	11 085 272.07
Autres actifs courants		105 257 712.51	645 343.98	(1 633 377.44)	(645 343.98)	(103 624 335.07)	-	-	-
Total des actifs courants		470 608 810.79	376 761 371.82	14 228 713.83	11 388 326.93	(103 615 851.40)	-	381 221 673.22	388 149 698.75
Actifs non courants									
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	7 042 518.00	8 236 503.00	-	-	-	-	7 042 518.00	8 236 503.00
Terrains et constructions	5	31 526 214.14	34 242 614.14	-	-	97 606 457.84	-	129 132 671.98	34 242 614.14
Équipement	6	1.00	1.00	-	-	-	-	1.00	1.00
Autres actifs non courants	7	10 000 000.00	10 000 000.00	-	-	-	-	10 000 000.00	10 000 000.00
Total des actifs non courants		48 568 733.14	52 479 118.14	-	-	97 606 457.84	-	146 175 190.98	52 479 118.14
ACTIF TOTAL		519 177 543.93	429 240 489.96	14 228 713.83	11 388 326.93	(6 009 393.56)	-	527 396 864.20	440 628 816.89
PASSIF									
Passifs courants									
Comptes de fournisseurs (opérations avec contrepartie)	8	23 552 224.45	9 758 709.30	474 994.25	14 738.12	-	-	24 027 218.70	9 773 447.42
Prestations au personnel	13	8 957 455.00	7 703 529.00	124 407.08	59 569.40	-	-	9 081 862.08	7 763 098.40
Montants à payer	9	63 758 655.54	61 081 105.87	-	-	-	-	63 758 655.54	61 081 105.87
Encaissement par anticipation	11	23 729 440.24	32 420 920.25	13 629 312.50	11 314 019.41	-	-	37 358 752.74	43 734 939.66
Partie à court terme des dettes	12	2 716 400.00	2 789 200.00	-	-	-	-	2 716 400.00	2 789 200.00
Provisions	14	2 507 144.46	2 331 078.51	-	-	-	-	2 507 144.46	2 331 078.51
Autres passifs courants et financiers	10	47 731 079.22	50 581 912.00	-	-	-	-	47 731 079.22	50 581 912.00
Total des passifs courants		172 952 398.91	166 666 454.93	14 228 713.83	11 388 326.93	-	-	187 181 112.74	178 054 781.86
Passifs non courants									
Montants à payer		-	-	-	-	-	-	-	-
Prestations au personnel	13	36 951 076.95	30 396 787.81	-	-	-	-	36 951 076.95	30 396 787.81
Emprunts	12	75 011 575.00	28 546 975.00	-	-	-	-	75 011 575.00	28 546 975.00
Provisions	14	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs non courants		-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs non courants		111 962 651.95	58 943 762.81	-	-	-	-	111 962 651.95	58 943 762.81
PASSIF TOTAL		284 915 050.86	225 610 217.74	14 228 713.83	11 388 326.93	-	-	299 143 764.69	236 998 544.67
ACTIFS NETS/CAPITAUX PROPRES									
Cumul des excédents/(déficits)		195 287 884.11	118 612 838.00	-	-	-	-	195 287 884.11	118 612 838.00
Fonds de roulement		8 342 388.11	8 342 388.11	-	-	-	-	8 342 388.11	8 342 388.11
Comptabilisation des terrains et constructions		-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent (déficit) de l'exercice en cours		30 632 220.85	76 675 046.11	-	-	(6 009 393.56)	-	24 622 827.29	76 675 046.11
Total actifs nets/capitaux propres		234 262 493.07	203 630 272.22	-	-	(6 009 393.56)	-	228 253 099.51	203 630 272.22
TOTAL PASSIF et ACTIFS NETS/CAPITAUX PROPRES		519 177 543.93	429 240 489.96	14 228 713.83	11 388 326.93	(6 009 393.56)	-	527 396 864.20	440 628 816.89

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER III
ÉTAT DES VARIATIONS D'ACTIFS NETS/CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE BIENNAL CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009
(en francs suisses)

	Notes	31 décembre 2009	31 décembre 2007	31 décembre 2005
Actifs nets/capitaux propres au début de l'exercice :		203 630 272.22	126 955 226.11	115 459 627.56
Changement de méthode de comptabilisation		-	-	-
Balance retraitée au début de l'exercice :		203 630 272.22	126 955 226.11	115 459 627.56
Gain (perte) sur la réévaluation des investissements		-	-	-
Différences de change sur certaines opérations en monnaie étrangère		-	-	-
Excédent /(déficit) pour l'exercice sur la base budgétaire adoptée		24 622 827.29	76 675 046.11	11 495 598.55
Total des recettes et des dépenses comptabilisées pour l'exercice		24 622 827.29	76 675 046.11	11 495 598.55
Actifs nets/capitaux propres à la fin de l'exercice		228 253 099.51	203 630 272.22	126 955 226.11

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
ÉTAT FINANCIER IV
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE BIENNAL CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009
(en francs suisses)

	Notes	Programme et budget 2008-2009	Fonds fiduciaires 2008-2009	Projets financés à partir des réserves 2008-2009	TOTAL 2008-2009	TOTAL 2006-2007
MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE PROVENANT D'ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						
Excédent (déficit) pour l'exercice		30 632 220.85	2 315 293.09	(6 009 393.56)	26 938 120.38	78 053 857.84
Amortissement		2 716 400.00	-	3 376 490.69	6 092 890.69	2 312 721.36
Augmentation des provisions pour le financement des prestations post-emploi		7 808 215.14	64 837.68	-	7 873 052.82	14 302 238.35
(Augmentation) diminution des stocks		-	-	-	-	-
(Augmentation) diminution des créances		564 027.63	56 542.66	(8 483.67)	612 086.62	1 782 762.29
(Augmentation) diminution d'autres actifs		(104 612 368.53)	988 033.46	103 624 335.07	-	2 966 424.64
Augmentation (diminution) des avances/acomptes		(8 691 480.01)	-	-	(8 691 480.01)	(1 845 433.66)
Augmentation (diminution) des comptes de créanciers		13 793 515.15	460 256.13	-	14 253 771.28	6 862 704.87
Augmentation (diminution) des taxes aux fins de répartition		2 677 549.67	-	-	2 677 549.67	13 277 203.82
Augmentation (diminution) des autres provisions		176 065.95	-	-	176 065.95	304 351.00
Augmentation (diminution) des autres obligations		(2 850 832.78)	-	-	(2 850 832.78)	(3 086 837.13)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		(57 786 686.93)	3 884 963.02	100 982 948.53	47 081 224.62	114 929 993.38
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT						
Acquisition d'immobilisations corporelles				(100 982 948.53)	(100 982 948.53)	-
FLUX DE TRÉSORERIE NETS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		-	-	(100 982 948.53)	(100 982 948.53)	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						
Produits des emprunts		50 000 000.00			50 000 000.00	-
Remboursement des emprunts		(3 608 200.00)		-	(3 608 200.00)	(2 789 200.00)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		46 391 800.00	-	-	46 391 800.00	(2 789 200.00)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(11 394 886.93)	3 884 963.02	(0.00)	(7 509 923.91)	112 140 793.38
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		362 284 840.39	11 920 785.29	-	374 205 625.68	262 064 832.30
Incidence de l'évolution des cours de change sur la balance des devises étrangères		-	-	-	-	-
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE		350 889 953.46	15 805 748.31	(0.00)	366 695 701.77	374 205 625.68

CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

Tableau n° 9. Contributions selon le système de contribution unique

Base de calcul des contributions

La contribution de chaque État membre est calculée sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l'OMPI et les assemblées compétentes de certaines unions administrées par l'OMPI concernant le système de contribution unique (voir les paragraphes 166 et 167 du document A/39/15).

Calcul des contributions

Les montants des contributions pour l'exercice 2008-2009 ont été approuvés le 31 mars 2008 par les assemblées des États membres de l'OMPI et les unions administrées par l'OMPI (paragraphe 22.ii) du document A/44/3).

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2008

			États membres d'une ou plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
Classe	Unités	(a) Montant à recouvrer par État; en francs suisses	(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); en francs suisses	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7,5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	227 895	1	227 895	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	25	284 875	1	11 395
S	0,125	5 697	25	142 425	-	-
Sbis	0,0625	2 849	40	113 960	-	-
Ster	0,03125	1 424	39	55 536	6	8 544
			178	17 392 652	7	19 939

Classes États (au 1er janvier 2008)

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal,
V	États membres d'unions :	République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie
IX	États membres d'unions :	Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)

	État non membre d'unions :	Koweït
S	États membres d'unions :	Algérie, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Névis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
Ster	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Maldives, Myanmar, Somalie

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2009

Classe	Unités	(a) Montant à recouvrer par État; en francs suisses	États membres d'une ou plusieurs unions ("États membres d'unions")		États membres de l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions ("États non membres d'unions")	
			(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); en francs suisses	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); en francs suisses
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7,5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	227 895	1	227 895	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0,5	22 789	6	136 734	-	-
IX	0,25	11 395	25	284 875	1	11 395
S	0,125	5 697	25	142 425	-	-
Sbis	0,0625	2 849	41	116 809	-	-
Ster	0,03125	1 424	38	54 112	6	8 544
			178	17 394 077	7	19 939

Classe États (au 1er janvier 2009)

I	États membres d'unions :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États membres d'unions :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États membres d'unions :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États membres d'unions :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal,
V	États membres d'unions :	République de Corée
VI	États membres d'unions :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États membres d'unions :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie

VII	États membres d'unions :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États membres d'unions :	Croatie, Ex-République Yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Serbie
IX	États membres d'unions :	Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Saint-Marin, Saint-Siège, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du)
	État non membre d'unions :	Koweït
S	États membres d'unions :	Algérie, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
Sbis	États membres d'unions :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République arabe syrienne, République démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Névis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
Ster	États membres d'unions :	Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Yémen, Zambie
	États non membres d'unions :	Afghanistan, Érythrée, Éthiopie, Maldives, Myanmar, Somalie

Tableau n° 10. Contributions à recouvrer au 31 décembre 2009 et arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé).

État	Contribution unique/Union/OMPI**	Pas d'arriérés/années d'arriérés	Montant total des arriérés (en francs suisses)	
Afghanistan		Pas d'arriérés		
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne		Pas d'arriérés		
Andorre		Pas d'arriérés		
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine	Unique	09*		66 400
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas		Pas d'arriérés		
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés		
Bélarus		Pas d'arriérés		
Belgique	Unique	09*		19 001
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin		Pas d'arriérés		
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie (État plurinational de)	Unique	99+00+01+02+03+04+05+06+07		31 655
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Brésil		Pas d'arriérés		
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Unique Paris gelé Berne gelé	07*+08+09 77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89 77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	3 007 217 518 137 566	 358 091
Burundi	Unique Paris Paris gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09 90+91+92+93 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89	24 635 13 276 214 738	 252 649
Cambodge	Unique	09*		106
Cameroun		Pas d'arriérés		
Canada		Pas d'arriérés		
Cap-Vert	Unique	09*		281
Chili		Pas d'arriérés		
Chine		Pas d'arriérés		

Chypre		Pas d'arriérés		
Colombie		Pas d'arriérés		
Comores	Unique	06+07+08+09		5 696
Congo	Unique	07*+08+09		7 494
Costa Rica		Pas d'arriérés		
Côte d'Ivoire	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	52 827	106 519
	Paris	92+93	27 597	
	Berne	91*+92+93	26 095	
Croatie		Pas d'arriérés		
Cuba		Pas d'arriérés		
Danemark		Pas d'arriérés		
Djibouti	Unique	03+04+05+06+07+08+09		9 968
Dominique		Pas d'arriérés		
Égypte		Pas d'arriérés		
El Salvador		Pas d'arriérés		
Émirats arabes unis		Pas d'arriérés		
Équateur		Pas d'arriérés		
Érythrée		Pas d'arriérés		
Espagne		Pas d'arriérés		
Estonie		Pas d'arriérés		
États-Unis d'Amérique	Unique	09*		227 895
Éthiopie		Pas d'arriérés		
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés		
Fédération de Russie		Pas d'arriérés		
Fidji		Pas d'arriérés		
Finlande		Pas d'arriérés		
France		Pas d'arriérés		
Gabon	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	52 827	353 104
	Paris	85*+86+87+88+89+90+91+92+93	189 296	
	Berne	84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	110 981	
Gambie	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89		55 250
Géorgie		Pas d'arriérés		
Ghana		Pas d'arriérés		
Grèce		Pas d'arriérés		
Grenade		Pas d'arriérés		
Guatemala		Pas d'arriérés		
Guinée	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04	24 635	275 443
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	83+84+85+86+87+88+89	148 779	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	
Guinée équatoriale	Unique	09*		1 424
Guinée-Bissau	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	64 982
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	89	23 213	
	Berne	92+93	3 858	

Guyana		Pas d'arriérés		
Haïti	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	382 100
	Paris	90*+91+92+93	10 428	
	Paris gelé	79*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	347 037	
Honduras		Pas d'arriérés		
Hongrie		Pas d'arriérés		
Inde		Pas d'arriérés		
Indonésie		Pas d'arriérés		
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés		
Iraq		Pas d'arriérés		
Irlande		Pas d'arriérés		
Islande		Pas d'arriérés		
Israël		Pas d'arriérés		
Italie		Pas d'arriérés		
Jamahiriya arabe libyenne	Unique	02*+03+04+05+06+07+08+09		54 042
Jamaïque	Unique	09		2 849
Japon		Pas d'arriérés		
Jordanie		Pas d'arriérés		
Kazakhstan		Pas d'arriérés		
Kenya		Pas d'arriérés		
Kirghizistan		Pas d'arriérés		
Koweït		Pas d'arriérés		
Lesotho		Pas d'arriérés		
Lettonie		Pas d'arriérés		
Liban ¹	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+09	52 127	430 029
	Paris	87+88+89+90+91+92+93	133 889	
	Berne	86*+87+88+89+90+91+92+93	226 067	
	Nice	86+87+88+89+90+91+92+93	17 946	
Libéria		Pas d'arriérés		
Liechtenstein		Pas d'arriérés		
Lituanie	Unique	09		11 395
Luxembourg		Pas d'arriérés		
Madagascar		Pas d'arriérés		
Malaisie		Pas d'arriérés		
Malawi		Pas d'arriérés		
Maldives		Pas d'arriérés		
Mali	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	296 621
	Berne gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	164 244	
Malte		Pas d'arriérés		
Maroc		Pas d'arriérés		
Maurice		Pas d'arriérés		
Mauritanie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04	24 635	415 109
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+ 87+88+89	219 120	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84 +85+86+87+ 88+89	150 618	
Mexique		Pas d'arriérés		
Micronésie (États fédérés de)	Unique	05*+06+07+08+09		11 649

1. Calendrier des paiements établi en juillet 2006 pour le règlement des arriérés correspondant aux unions de Paris, de Berne et de Nice et selon le système de contribution unique en 10 paiements annuels.

Monaco		Pas d'arriérés		
Mongolie		Pas d'arriérés		
Monténégro		Pas d'arriérés		
Mozambique		Pas d'arriérés		
Myanmar		Pas d'arriérés		
Namibie		Pas d'arriérés		
Népal		Pas d'arriérés		
Nicaragua	Unique	06*+07+08+09		11 305
Niger	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	334 348
	Paris	90*+91+92+93	13 087	
	Paris gelé	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	110 069	
Nigéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	296 098	533 254
	Paris	91*+92+93	237 156	
Norvège		Pas d'arriérés		
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés		
Oman		Pas d'arriérés		
Ouganda	Paris gelé	81*+82+83+84 +85+86+87+88+89		170 969
Ouzbékistan		Pas d'arriérés		
Pakistan		Pas d'arriérés		
Panama		Pas d'arriérés		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Unique	08+09		5 698
Paraguay		Pas d'arriérés		
Pays-Bas		Pas d'arriérés		
Pérou		Pas d'arriérés		
Philippines		Pas d'arriérés		
Pologne		Pas d'arriérés		
Portugal		Pas d'arriérés		
Qatar		Pas d'arriérés		
République arabe syrienne		Pas d'arriérés		
République centrafricaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	433 738
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+ 88+89	273 509	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	
République de Corée		Pas d'arriérés		
République de Moldova		Pas d'arriérés		
République démocratique du Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	1 076 135
	Paris	90+91+92+93	159 959	
	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200	
	Berne	90+91+92+93	90 326	
	Berne gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	
République démocratique populaire lao		Pas d'arriérés		

République dominicaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	75 611	
	Paris	65*+66+67+68+69+70+71+72+73 +74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	960 582	1 036 193
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés		
République tchèque		Pas d'arriérés		
République-Unie de Tanzanie	Paris gelé	82*+83+84+85+86+87+88+89		200 932
Roumanie		Pas d'arriérés		
Royaume-Uni		Pas d'arriérés		
Rwanda		Pas d'arriérés		
Sainte-Lucie		Pas d'arriérés		
Saint-Kitts-et-Nevis		Pas d'arriérés		
Saint-Marin		Pas d'arriérés		
Saint-Siège		Pas d'arriérés		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Unique	09		2 849
Samoa		Pas d'arriérés		
Sao Tomé-et-Principe	Unique	99*+00+01+02+03+04+05+06+07+08+09		15 430
Sénégal		Pas d'arriérés		
Serbie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01	847 668	
	Paris	93*	79 996	
	Berne	91+92+93	135 984	
	Nice	93	6 447	
	Locarno	93	2 247	1 072 342
Seychelles		Pas d'arriérés		
Sierra Leone		Pas d'arriérés		
Singapour		Pas d'arriérés		
Slovaquie		Pas d'arriérés		
Slovénie		Pas d'arriérés		
Somalie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	24 635	
	OMPI	90+91+92+93	4 452	
	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89	55 250	84 337
Soudan		Pas d'arriérés		
Sri Lanka		Pas d'arriérés		
Suède		Pas d'arriérés		
Suisse		Pas d'arriérés		
Suriname		Pas d'arriérés		
Swaziland		Pas d'arriérés		
Tadjikistan		Pas d'arriérés		
Tchad	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04	24 635	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89	250 957	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89	156 387	452 715
Thaïlande		Pas d'arriérés		
Togo	Unique	99*+00+01+02+03+04 +05+06+07+08+09	14 969	
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	87 785	235 131
Tonga		Pas d'arriérés		
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés		
Tunisie	Unique	09*		3 258
Turkménistan		Pas d'arriérés		
Turquie		Pas d'arriérés		

Ukraine		Pas d'arriérés		
Uruguay	Unique	09		5 697
Venezuela (République bolivarienne du)	Unique	09*		6 279
Viet Nam		Pas d'arriérés		
Yémen	OMPI gelé	87*+88+89		19 142
Zambie		Pas d'arriérés		
Zimbabwe	Unique	08+09		5 698
Total incluant :				
contributions à recouvrer				4 700 902
arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)				<u>4 444 300</u>
TOTAL				9 145 202

* Paiement partiel

** Les montants des contributions étaient dus jusqu'en 1993 conformément aux décisions des assemblées des unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno et de Vienne et depuis 1994 selon le système de contribution unique. Conformément aux décisions prises par les assemblées des unions de Paris et de Berne et par la Conférence de l'OMPI à leurs sessions de 1991, les montants des arriérés de contributions de tous les pays moins avancés (PMA) pour les années antérieures à 1990 sont placés sur un compte spécial, dont le montant a été gelé jusqu'au 31 décembre 1989, ces montants sont désignés respectivement par les expressions "Paris gelé", "Berne gelé" et "OMPI gelé".

Total des contributions à recouvrer

(à l'exception des arriérés de contributions pour les pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé))

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris	1 891 646
Union de Berne	630 611
Union de Nice	24 393
Union de Locarno	2 247
Convention instituant l'OMPI	4 452
Contribution unique	2 147 553
Total	4 700 902

Contributions à recouvrer des pays les moins avancés (PMA) détenteurs d'un compte spécial (gelé)

	Montant des arriérés (en francs suisses)
Union de Paris	3 010 823
Union de Berne	1 303 835
Convention instituant l'OMPI	129 642
Total	4 444 300

Tableau n° 11. Contributions reçues d'avance

	En francs suisses
<i>Contributions pour 2010 déjà reçues au 31 décembre 2009</i>	
Angola	1 424
Australie	683 685
Bahamas	2 089
Bulgarie	91 158
Cameroun	2 849
Costa Rica	2 764
Équateur	1 187
Ghana	2 849
Guyane	228
Honduras	2 760
Italie	178 203
Kazakhstan	11 395
Kenya	122
Lettonie	11 395
Maroc	5 697
Panama	61
République tchèque	136 737
Sénégal	766
Serbie	22 789
Suriname	2 849
Total	1 161 007
<i>Contributions reçues pour 2011 et les années suivantes</i>	
Angola	50 056
Cameroun	40 515
Suriname	181 630
Sous-total	272 201
TOTAL	1 433 208

Tableau n° 12. Fonds de roulement au 31 décembre 2009*Fonds de roulement facturés*

État	Union	Montant total facturé (en francs suisses)	Montant dû le cas échéant (en francs suisses)
Afrique du Sud	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Algérie	Paris	22 533	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
Allemagne	Paris	300 426	
	Berne	102 019	
	IPC	105 871	
	Nice	18 822	
	Locarno	2 045	
	PCT	222 900	
	Madrid	339 000	
	La Haye	75 363	
Argentine	Paris	66 895	
	Berne	29 148	
Australie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	91 000	
Autriche	Paris	75 110	
	Berne	8 744	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	PCT	19 250	
	Madrid	84 800	
Bahamas	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Barbade	Paris	1 882	
Belgique	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	9 800	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Bénin	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
Brésil	Paris	93 593	
	Berne	43 722	
	IPC	15 283	
	PCT	4 200	
Bulgarie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	PCT	200	
Burkina Faso	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Burundi	Paris	7 508	7 508

Cameroun	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Canada	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
Chili	Berne	8 744	
Chine	Paris	28 250	
Chypre	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Congo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Costa Rica	Berne	2 915	
Côte d'Ivoire	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Cuba	Paris	22 533	
Danemark	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	41 000	
Égypte	Paris	22 533	
	Berne	2 915	
	IPC	6 701	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Espagne	Paris	75 110	
	Berne	58 296	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
	La Haye	18 840	
États-Unis d'Amérique	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	754 900	
Fédération de Russie	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	24 750	
	Madrid	211 800	
Fidji	Berne	2 915	
Finlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	34 200	
France	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	110 700	
	Madrid	211 800	
La Haye	47 102		
Gabon	Paris	7 508	
	Berne	2 915	

Ghana	Paris	7 508	
Grèce	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Guinée	Paris	7 508	7 508
	Berne	2 915	2 915
Haïti	Paris	14 903	
Hongrie	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
	Nice	2 354	
	Locarno	681	
	PCT	22 150	
	Madrid	42 200	
Inde	Berne	29 148	
Indonésie	Paris	22 533	
	La Haye	5 652	
Iran (République islamique d')	Paris	22 533	
Iraq	Paris	22 533	
Irlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
Islande	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Israël	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	IPC	8 691	
	Nice	1 412	
Italie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	3 409	
	PCT	16 500	
	Madrid	127 200	
Jamahiriya arabe libyenne	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Japon	Paris	187 765	
	Berne	58 296	
	IPC	72 435	
	PCT	194 600	
Jordanie	Paris	7 508	
Kenya	Paris	22 533	
Liban	Paris	20 646	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
Liechtenstein	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
	PCT	1 500	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	

Luxembourg	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	650	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Madagascar	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Malawi	Paris	7 508	
Mali	Paris	3 812	
	Berne	2 915	
Malte	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Maroc	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Maurice	Paris	7 508	
Mauritanie	Paris	7 508	1 854
	Berne	2 915	
	PCT	50	
Mexique	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Monaco	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	200	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Mongolie	Paris	1 882	
Niger	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Nigéria	Paris	22 533	
Norvège	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	21 750	
Nouvelle-Zélande	Paris	37 556	
	Berne	14 574	
Ouganda	Paris	7 508	
Pakistan	Berne	8 744	
Pays-Bas	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 903	
	PCT	20 350	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	

Philippines	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Pologne	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Portugal	Paris	75 110	
	Berne	14 574	
	IPC	28 977	
	Madrid	84 800	
	Nice	4 707	
République arabe syrienne	Paris	22 533	
République centrafricaine	Paris	7 508	943
	Berne	2 915	
République de Corée	Paris	22 533	
	PCT	3 700	
République démocratique du Congo	Paris	22 533	14 057
	Berne	8 744	1 727
République dominicaine	Paris	22 533	
République populaire démocratique de Corée	Paris	7 508	
République tchèque	Paris	50 073	
	Berne	19 432	
	IPC	19 318	
	Nice	3 138	
	Locarno	910	
	Madrid	56 533	
République-Unie deTanzanie	Paris	14 903	
Roumanie	Paris	33 788	
	Berne	8 744	
	PCT	550	
	Madrid	84 800	
Royaume-Uni	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	168 000	
Rwanda	Paris	2 849	
Saint-Marin	Paris	22 533	
	Madrid	25 400	
Saint-Siège	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	La Haye	1 884	
Sénégal	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Serbie et Monténégro	Paris	29 927	
	Berne	14 574	
	Nice	2 354	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
Slovaquie	Paris	25 037	
	Berne	9 716	
	IPC	9 659	
	Nice	1 569	
	Locarno	454	
	Madrid	28 267	

Soudan	Paris	2 849	
Sri Lanka	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	PCT	300	
Suède	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	162 800	
Suisse	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	CIP	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	74 000	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Suriname	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	La Haye	1 884	
Tchad	Paris	7 508	6 377
	Berne	2 915	1 980
Thaïlande	Berne	2 915	
Togo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Trinité-et-Tobago	Paris	22 533	
Tunisie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Turquie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Uruguay	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Venezuela (République bolivarienne du)	Berne	14 574	
Viet Nam	Paris	7 508	
	Madrid	25 400	
	La Haye	1 884	
Zambie	Paris	7 508	
Zimbabwe	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Total		10 749 494	44 869

Total des fonds de roulement

Union	Montant (en francs suisses)	Facturé* au 31 décembre 2009	Référence
Paris ¹	-	2 000 000.00	AB/VII/23, par. 301 et 302
	1 592 894.11	2 000 000.00	P/A/VIII/3, par. 11.i)
Berne	1 300 000.00	1 300 000.00	AB/VII/23, par. 301 et 302
IPC	1 000 000.00	1 000 000.00	AB/XVI/23, par. 178
Nice	160 000.00	160 000.00	AB/VII/23, par. 301 et 302
Locarno ²	29 494.00	30 000.00	AB/IV/35, par. 152
PCT	2 000 000.00	2 000 000.00	PCT/A/X/3, par. 13.i)
Madrid	2 000 000.00	2 000 000.00	AB/X/32, par. 39.xxi.
La Haye	260 000.00	260 000.00	AB/VII/23, par. 301 et 302
Total	8 342 388.11		

* Montant historique

Total des fonds de roulement à recouvrer

Union	Montant (en francs suisses)
Union de Paris	38 247
Union de Berne	6 622
Total	44 869

¹ Le fonds de roulement de l'Union de Paris a été créé en 1978 et fixé à 2 millions de francs suisses (paragraphe 301 et 302 du document AB/VII/23), L'assemblée de cette union ayant décidé d'utiliser le fonds de roulement pour couvrir les dépenses exceptionnelles de la Conférence diplomatique pour la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984 et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), elle a aussi décidé, à sa session de 1983, de reconstituer le fonds de roulement pour un montant maximum de 2 millions de francs suisses (paragraphe 11.i) du document P/A/VIII/3). En conséquence, le fonds de roulement de l'Union de Paris s'élevait, au 31 décembre 2009, à 1 592 894,11 francs.

² Le fond de roulement de l'Union de Locarno a été créé en 1973 et fixé à 30 000 francs suisses (paragraphe 152 du document AB/IV/35). À la suite de l'adhésion des Pays-Bas et du retrait des États-Unis d'Amérique, le fonds de roulement de l'Union de Locarno s'élevait, au 31 décembre 2009, à 29 494 francs.

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2008, la somme de 2 199 490 francs suisses au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émoluments supplémentaire de 73 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

un,	12 448	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	34 263	Autriche, Italie, Monaco
trois,	90 770	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
quatre,	211 437	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn ² , Bélarus, Benelux ³ , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar ⁴ , Maroc, Mongolie, Monténégro ⁵ , Mozambique, Namibie, Oman, Ouzbékistan ⁶ , Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe ⁷ , Serbie ⁵ , Serbie-et-Monténégro ⁸ , Serbie ⁵ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 2 199 490 francs suisses doit être divisée par 1 199 032 [12 448 + (34 263 x 2) 68 526 + (90 770 x 3) 272 310 + (211 437 x 4) 845 748]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque s'élève à 1,83438807 franc suisse par point de coefficient [2 199 490 : 1 199 032] soit, pour le coefficient

un,	1,83438807 francs suisses
deux,	3,66877614 francs suisses
trois,	5,50316421 francs suisses
quatre,	7,33755228 francs suisses.

¹ À compter du 1^{er} septembre 2006

² Jusqu'au 4 avril 2007

³ Jusqu'au 31 août 2006

⁴ À compter du 28 avril 2008

⁵ À compter du 3 juin 2006

⁶ Jusqu'au 26 décembre 2006

⁷ À compter du 8 décembre 2008

⁸ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs suisses
Albanie	3 741	7,33755228	27 449,78
Algérie	4 457	7,33755228	32 703,47
Allemagne	13 935	5,50316421	76 686,59
Antigua-et-Barbuda	833	1,83438807	1 528,05
Arménie	3 440	7,33755228	25 241,18
Autriche	13 455	3,66877614	49 363,38
Azerbaïdjan	4 021	7,33755228	29 504,30
Bahreïn	20	7,33755228	146,75
Bélarus	6 704	7,33755228	49 190,95
Benelux	13 457	5,50316421	74 056,08
Benelux	24	7,33755228	176,10
Bhoutan	773	7,33755228	5 671,93
Bosnie-Herzégovine	5 941	7,33755228	43 592,40
Botswana	681	7,33755228	4 996,87
Bulgarie	5 351	7,33755228	39 263,24
Chine	10 217	7,33755228	74 967,77
Chypre	1 472	7,33755228	10 800,88
Croatie	9 815	5,50316421	54 013,56
Cuba	2 111	7,33755228	15 489,57
Égypte	5 829	7,33755228	42 770,59
Espagne	12 409	7,33755228	91 051,69
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 353	5,50316421	34 961,60
Fédération de Russie	17 884	7,33755228	131 224,78
France	13 408	5,50316421	73 786,43
Hongrie	9 263	7,33755228	67 967,75
Iran (République islamique d')	2 627	7,33755228	19 275,75
Italie	13 501	3,66877614	49 532,15
Kazakhstan	5 150	7,33755228	37 788,39
Kenya	1 573	7,33755228	11 541,97
Kirghizistan	3 355	7,33755228	24 617,49
Lesotho	783	5,50316421	4 308,98
Lettonie	4 448	5,50316421	24 478,07
Libéria	1 262	7,33755228	9 259,99
Liechtenstein	7 727	1,83438807	14 174,32
Lituanie	3 977	5,50316421	21 886,08
Madagascar	176	7,33755228	1 291,41
Maroc	7 509	7,33755228	55 097,68
Monaco	7 307	3,66877614	26 807,75
Mongolie	2 584	7,33755228	18 960,24
Monténégro	6 467	7,33755228	47 451,95
Mozambique	1 103	7,33755228	8 093,32
Namibie	882	7,33755228	6 471,72
Oman	1 100	7,33755228	8 071,31
Ouzbékistan	727	7,33755228	5 334,40
Pologne	7 843	7,33755228	57 548,42
Portugal	9 567	7,33755228	70 198,36
République arabe syrienne	1 961	7,33755228	14 388,94
République de Moldova	4 236	7,33755228	31 081,87
République populaire démocratique de Corée	3 108	7,33755228	22 805,11
République tchèque	8 233	7,33755228	60 410,07
Roumanie	7 931	7,33755228	58 194,13
Saint-Marin	3 888	1,83438807	7 132,10
Sao Tomé-et-Principe	-	7,33755228	-
Serbie	9 884	7,33755228	72 524,37
Serbie-et-Monténégro	7	7,33755228	51,36
Sierra Leone	1 278	7,33755228	9 377,39
Slovaquie	7 130	7,33755228	52 316,75
Slovénie	6 668	5,50316421	36 695,10
Soudan	2 003	7,33755228	14 697,12
Suisse	17 926	5,50316421	98 649,72
Swaziland	875	7,33755228	6 420,36
Tadjikistan	3 171	7,33755228	23 267,38
Ukraine	9 655	7,33755228	70 844,07
Viet Nam	4 774	7,33755228	35 029,47
Zambie	928	7,33755228	6 809,25
Total	348 918		2 199 490,00

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2008, la somme de 287 000 francs suisses au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 2 322 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
- deux, 6 195 Autriche, Italie, Monaco
- trois, 15 281 Allemagne, Benelux, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Suisse
- quatre, 33 748 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar⁴, Maroc, Mongolie, Monténégro⁵, Mozambique, Namibie, Oman, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe⁷, Serbie⁵, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 287 000 francs suisses doit être divisée par 195 547 [2 322 + (6 195 x 2) 12 390 + (15 281 x 3) 45 843 + (33 748 x 4) 134 992]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque s'élève à 1,46767785 franc suisse par point de coefficient [287 000 : 195 547] soit, pour le coefficient

- un, 1,46767785 francs suisses
- deux, 2,93535570 francs suisses
- trois, 4,40303355 francs suisses
- quatre, 5,87071140 francs suisses.

⁴ À compter du 28 avril 2008

⁵ À compter du 3 juin 2006

⁷ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs suisses
Albanie	532	5,87071140	3 123,22
Algérie	769	5,87071140	4 514,58
Allemagne	2 532	4,40303355	11 148,48
Antigua-et-Barbuda	119	1,46767785	174,65
Arménie	475	5,87071140	2 788,59
Autriche	2 400	2,93535570	7 044,85
Azerbaïdjan	530	5,87071140	3 111,48
Bélarus	977	5,87071140	5 735,69
Benelux	2 474	4,40303355	10 893,11
Bhoutan	101	5,87071140	592,94
Bosnie-Herzégovine	877	5,87071140	5 148,61
Botswana	79	5,87071140	463,79
Bulgarie	848	5,87071140	4 978,36
Chine	1 755	5,87071140	10 303,10
Chypre	183	5,87071140	1 074,34
Croatie	1 522	4,40303355	6 701,42
Cuba	288	5,87071140	1 690,76
Égypte	974	5,87071140	5 718,07
Espagne	2 270	5,87071140	13 326,51
Ex-République yougoslave de Macédoine	945	4,40303355	4 160,87
Fédération de Russie	3 112	5,87071140	18 269,65
France	2 342	4,40303355	10 311,90
Hongrie	1 562	5,87071140	9 170,05
Iran (République islamique d')	348	5,87071140	2 043,01
Italie	2 400	2,93535570	7 044,85
Kazakhstan	683	5,87071140	4 009,70
Kenya	246	5,87071140	1 444,20
Kirghizistan	445	5,87071140	2 612,47
Lesotho	100	4,40303355	440,30
Lettonie	627	4,40303355	2 760,70
Libéria	166	5,87071140	974,54
Liechtenstein	1 467	1,46767785	2 153,08
Lituanie	575	4,40303355	2 531,74
Madagascar	83	5,87071140	487,27
Maroc	1 350	5,87071140	7 925,46
Monaco	1 395	2,93535570	4 094,82
Mongolie	358	5,87071140	2 101,71
Monténégro	1 025	5,87071140	6 017,48
Mozambique	170	5,87071140	998,02
Namibie	108	5,87071140	634,04
Oman	234	5,87071140	1 373,75
Pologne	1 228	5,87071140	7 209,23
Portugal	1 796	5,87071140	10 543,80
République arabe syrienne	251	5,87071140	1 473,55
République de Moldova	616	5,87071140	3 616,36
République populaire démocratique de Corée	531	5,87071140	3 117,35
République tchèque	1 356	5,87071140	7 960,68
Roumanie	1 272	5,87071140	7 467,54
Saint-Marin	736	1,46767785	1 080,21
Sao Tomé-et-Principe	-	5,87071140	-
Serbie	1 701	5,87071140	9 986,08
Sierra Leone	176	5,87071140	1 033,25
Slovaquie	1 160	5,87071140	6 810,03
Slovénie	1 063	4,40303355	4 680,42
Soudan	288	5,87071140	1 690,76
Suisse	3 101	4,40303355	13 653,81
Swaziland	109	5,87071140	639,91
Tadjikistan	419	5,87071140	2 459,83
Ukraine	1 438	5,87071140	8 442,08
Viet Nam	744	5,87071140	4 367,81
Zambie	115	5,87071140	675,13
Total	57 546		287 000,00

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2008, la somme de 27 232 212 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 373 044 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	13 035	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	35 016	Autriche, Italie, Monaco
trois,	94 731	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
quatre,	230 262	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn ² , Bélarus, Benelux ³ , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar ⁴ , Maroc, Mongolie, Monténégro ⁵ , Mozambique, Namibie, Oman, Ouzbékistan ⁶ , Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe ⁷ , Serbie ⁵ , Serbie-et-Monténégro ⁸ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 27 232 212 francs suisses doit être divisée par 1 288 308 [13 035 + (35 016 x 2) 70 032 + (94 731 x 3) 284 193 + (230 262 x 4) 921 048]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 21,13796701 francs suisses par point de coefficient [27 232 212 : 1 288 308] soit, pour le coefficient

un,	21,13796701 francs suisses
deux,	42,27593402 francs suisses
trois,	63,41390103 francs suisses
quatre,	84,55186804 francs suisses.

¹ À compter du 1^{er} septembre 2006

² Jusqu'au 4 avril 2007

³ Jusqu'au 31 août 2006

⁴ À compter du 28 avril 2008

⁵ À compter du 3 juin 2006

⁶ Jusqu'au 26 décembre 2006

⁷ À compter du 8 décembre 2008

⁸ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs suisses
Albanie	4 307	84.55186804	364 164.90
Algérie	4 807	84.55186804	406 440.83
Allemagne	14 205	63.41390103	900 794.46
Antigua-et-Barbuda	965	21.13796701	20 398.14
Arménie	3 738	84.55186804	316 054.88
Autriche	13 719	42.27593402	579 983.54
Azerbaïdjan	4 596	84.55186804	388 600.39
Bahreïn	23	84.55186804	1 944.69
Bélarus	7 372	84.55186804	623 316.37
Benelux	13 705	63.41390103	869 087.51
Benelux	24	84.55186804	2 029.24
Bhoutan	883	84.55186804	74 659.30
Bosnie-Herzégovine	6 464	84.55186804	546 543.28
Botswana	830	84.55186804	70 178.05
Bulgarie	5 727	84.55186804	484 228.55
Chine	11 459	84.55186804	968 879.86
Chypre	1 761	84.55186804	148 895.84
Croatie	10 637	63.41390103	674 533.67
Cuba	2 289	84.55186804	193 539.23
Égypte	6 275	84.55186804	530 562.97
Espagne	12 782	84.55186804	1 080 741.98
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 937	63.41390103	439 902.23
Fédération de Russie	19 459	84.55186804	1 645 294.80
France	13 650	63.41390103	865 599.75
Hongrie	9 660	84.55186804	816 771.05
Iran (République islamique d')	3 177	84.55186804	268 621.28
Italie	13 744	42.27593402	581 040.44
Kazakhstan	5 764	84.55186804	487 356.97
Kenya	1 800	84.55186804	152 193.36
Kirghizistan	3 655	84.55186804	309 037.08
Lesotho	891	63.41390103	56 501.79
Lettonie	4 814	63.41390103	305 274.52
Libéria	1 345	84.55186804	113 722.26
Liechtenstein	8 049	21.13796701	170 139.50
Lituanie	4 387	63.41390103	278 196.78
Madagascar	241	84.55186804	20 377.00
Maroc	7 984	84.55186804	675 062.11
Monaco	7 553	42.27593402	319 310.13
Mongolie	2 806	84.55186804	237 252.54
Monténégro	7 276	84.55186804	615 199.39
Mozambique	1 261	84.55186804	106 619.91
Namibie	1 034	84.55186804	87 426.63
Oman	1 543	84.55186804	130 463.53
Ouzbékistan	830	84.55186804	70 178.05
Pologne	8 346	84.55186804	705 669.89
Portugal	9 906	84.55186804	837 570.80
République arabe syrienne	2 515	84.55186804	212 647.95
République de Moldova	4 683	84.55186804	395 956.40
République populaire démocratique de Corée	3 341	84.55186804	282 487.79
République tchèque	8 671	84.55186804	733 149.25
Roumanie	8 449	84.55186804	714 378.73
Saint-Marin	4 021	21.13796701	84 995.77
Sao Tomé-et-Principe	-	84.55186804	-
Serbie	10 662	84.55186804	901 492.02
Serbie-et-Monténégro	6	84.55186804	507.31
Sierra Leone	1 395	84.55186804	117 949.86
Slovaquie	7 506	84.55186804	634 646.32
Slovénie	7 030	63.41390103	445 799.72
Soudan	2 134	84.55186804	180 433.69
Suisse	18 475	63.41390103	1 171 571.82
Swaziland	998	84.55186804	84 382.76
Tadjikistan	3 454	84.55186804	292 042.15
Ukraine	10 672	84.55186804	902 337.54
Viet Nam	5 285	84.55186804	446 856.62
Zambie	1 067	84.55186804	90 216.84
Total	373 044		27 232 212.00

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2008, la somme de 6 107 400 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 61 074 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	2 401	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	6 318	Autriche, Italie, Monaco
trois,	15 796	Allemagne, Benelux, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Suisse
quatre,	36 559	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar ³ , Maroc, Mongolie, Monténégro ⁵ , Mozambique, Namibie, Oman, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe ⁷ , Serbie ⁵ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie

La somme perçue de 6 107 400 francs suisses doit être divisée par 208 661 [2 401 + (6 318 x 2) 12 636 + (15 796 x 3) 47 388 + (36 559 x 4) 146 236]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 29,26948495 francs suisses par point de coefficient [6 107 400 : 208 661] soit, pour le coefficient

un,	29,26948495 francs suisses
deux,	58,53896990 francs suisses
trois,	87,80845485 francs suisses
quatre,	117,07793980 francs suisses.

⁴ À compter du 28 avril 2008

⁵ À compter du 3 juin 2006

⁷ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs suisses
Albanie	603	117,07793980	70 598,00
Algérie	824	117,07793980	96 472,22
Allemagne	2 563	87,80845485	225 053,07
Antigua-et-Barbuda	140	29,26948495	4 097,73
Arménie	520	117,07793980	60 880,53
Autriche	2 438	58,53896990	142 718,01
Azerbaïdjan	617	117,07793980	72 237,09
Bélarus	1 055	117,07793980	123 517,23
Benelux	2 500	87,80845485	219 521,14
Bhoutan	117	117,07793980	13 698,12
Bosnie-Herzégovine	963	117,07793980	112 746,06
Botswana	100	117,07793980	11 707,79
Bulgarie	897	117,07793980	105 018,91
Chine	1 955	117,07793980	228 887,37
Chypre	219	117,07793980	25 640,07
Croatie	1 649	87,80845485	144 796,14
Cuba	307	117,07793980	35 942,93
Égypte	1 041	117,07793980	121 878,14
Espagne	2 318	117,07793980	271 386,66
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 014	87,80845485	89 037,77
Fédération de Russie	3 416	117,07793980	399 938,24
France	2 374	87,80845485	208 457,27
Hongrie	1 616	117,07793980	189 197,95
Iran (République islamique d')	446	117,07793980	52 216,76
Italie	2 435	58,53896990	142 542,39
Kazakhstan	766	117,07793980	89 681,70
Kenya	287	117,07793980	33 601,37
Kirghizistan	492	117,07793980	57 602,35
Lesotho	109	87,80845485	9 571,12
Lettonie	682	87,80845485	59 885,37
Libéria	174	117,07793980	20 371,56
Liechtenstein	1 508	29,26948495	44 138,38
Lituanie	638	87,80845485	56 021,79
Madagascar	108	117,07793980	12 644,42
Maroc	1 440	117,07793980	168 592,23
Monaco	1 445	58,53896990	84 588,81
Mongolie	401	117,07793980	46 948,25
Monténégro	1 144	117,07793980	133 937,16
Mozambique	190	117,07793980	22 244,81
Namibie	127	117,07793980	14 868,90
Oman	315	117,07793980	36 879,55
Pologne	1 296	117,07793980	151 733,01
Portugal	1 828	117,07793980	214 018,47
République arabe syrienne	324	117,07793980	37 933,25
République de Moldova	688	117,07793980	80 549,62
République populaire démocratique de Corée	559	117,07793980	65 446,57
République tchèque	1 416	117,07793980	165 782,36
Roumanie	1 339	117,07793980	156 767,36
Saint-Marin	753	29,26948495	22 039,92
Sao Tomé-et-Principe	-	117,07793980	-
Serbie	1 821	117,07793980	213 198,93
Sierra Leone	190	117,07793980	22 244,81
Slovaquie	1 215	117,07793980	142 249,70
Slovénie	1 114	87,80845485	97 818,62
Soudan	301	117,07793980	35 240,46
Suisse	3 153	87,80845485	276 860,06
Swaziland	121	117,07793980	14 166,43
Tadjikistan	460	117,07793980	53 855,85
Ukraine	1 592	117,07793980	186 388,08
Viet Nam	810	117,07793980	94 833,13
Zambie	141	117,07793980	16 507,99
Total	61 074		6 107 400,00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2008 – barème en vigueur à compter du 1er avril 1996

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2008, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	2 199 490.00	francs suisses
– de compléments d'émoluments	27 232 212.00	francs suisses
Total	29 431 702.00	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	27 449.78	364 164.90	391 614.68
Algérie	32 703.47	406 440.83	439 144.30
Allemagne	76 686.59	900 794.46	977 481.05
Antigua-et-Barbuda	1 528.05	20 398.14	21 926.19
Arménie	25 241.18	316 054.88	341 296.06
Autriche	49 363.38	579 983.54	629 346.92
Azerbaïdjan	29 504.30	388 600.39	418 104.69
Bahreïn	146.75	1 944.69	2 091.44
Bélarus	49 190.95	623 316.37	672 507.32
Benelux	74 056.08	869 087.51	943 143.59
Benelux	176.10	2 029.24	2 205.34
Bhoutan	5 671.93	74 659.30	80 331.23
Bosnie-Herzégovine	43 592.40	546 543.27	590 135.67
Botswana	4 996.87	70 178.05	75 174.92
Bulgarie	39 263.24	484 228.55	523 491.79
Chine	74 967.77	968 879.86	1 043 847.63
Chypre	10 800.88	148 895.84	159 696.72
Croatie	54 013.56	674 533.67	728 547.23
Cuba	15 489.57	193 539.23	209 028.80
Égypte	42 770.59	530 562.97	573 333.56
Espagne	91 051.69	1 080 741.98	1 171 793.67
Ex-République yougoslave de Macédoine	34 961.60	439 902.23	474 863.83
Fédération de Russie	131 224.78	1 645 294.80	1 776 519.58
France	73 786.43	865 599.75	939 386.18
Hongrie	67 967.75	816 771.05	884 738.80
Iran (République islamique d')	19 275.75	268 621.28	287 897.03
Italie	49 532.15	581 040.44	630 572.59
Kazakhstan	37 788.39	487 356.97	525 145.36
Kenya	11 541.97	152 193.36	163 735.33
Kirghizistan	24 617.49	309 037.08	333 654.57
Lesotho	4 308.98	56 501.79	60 810.77
Lettonie	24 478.07	305 274.52	329 752.59
Libéria	9 259.99	113 722.26	122 982.25
Liechtenstein	14 174.32	170 139.50	184 313.82
Lituanie	21 886.08	278 196.78	300 082.86
Madagascar	1 291.41	20 377.00	21 668.41
Maroc	55 097.68	675 062.11	730 159.79
Monaco	26 807.75	319 310.13	346 117.88
Mongolie	18 960.24	237 252.54	256 212.78
Monténégro	47 451.95	615 199.39	662 651.34
Mozambique	8 093.32	106 619.91	114 713.23
Namibie	6 471.72	87 426.63	93 898.35
Oman	8 071.31	130 463.53	138 534.84
Ouzbékistan	5 334.40	70 178.05	75 512.45
Pologne	57 548.42	705 669.89	763 218.31
Portugal	70 198.36	837 570.80	907 769.16
République arabe syrienne	14 388.94	212 647.95	227 036.89
République de Moldova	31 081.87	395 956.40	427 038.27
République populaire démocratique de Corée	22 805.11	282 487.79	305 292.90
République tchèque	60 410.07	733 149.25	793 559.32
Roumanie	58 194.13	714 378.73	772 572.86
Saint-Marin	7 132.10	84 995.77	92 127.87
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-
Serbie	72 524.37	901 492.02	974 016.39
Serbie-et-Monténégro	51.36	507.31	558.67
Sierra Leone	9 377.39	117 949.86	127 327.25
Slovaquie	52 316.75	634 646.32	686 963.07
Slovénie	36 695.10	445 799.72	482 494.82
Soudan	14 697.12	180 433.69	195 130.81
Suisse	98 649.72	1 171 571.82	1 270 221.54
Swaziland	6 420.36	84 382.76	90 803.12
Tadjikistan	23 267.38	292 042.15	315 309.53
Ukraine	70 844.07	902 337.54	973 181.61
Viet Nam	35 029.47	446 856.62	481 886.09
Zambie	6 809.25	90 216.84	97 026.09
Total	2 199 490.00	27 232 212.00	29 431 702.00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2008 – barème en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2008

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2008, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	287 000,00	francs suisses
– de compléments d'émoluments	6 107 400,00	francs suisses
Total	6 394 400,00	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	3 123,22	70 598,00	73 721,22
Algérie	4 514,58	96 472,22	100 986,80
Antigua-et-Barbuda	174,65	4 097,73	4 272,38
Arménie	2 788,59	60 880,53	63 669,12
Autriche	7 044,85	142 718,01	149 762,86
Azerbaïdjan	3 111,48	72 237,09	75 348,57
Bélarus	5 735,69	123 517,23	129 252,92
Benelux	10 893,11	219 521,14	230 414,25
Bhoutan	592,94	13 698,12	14 291,06
Bosnie-Herzégovine	5 148,61	112 746,06	117 894,67
Botswana	463,79	11 707,79	12 171,58
Bulgarie	4 978,36	105 018,91	109 997,27
Chine	10 303,10	228 887,37	239 190,47
Croatie	6 701,42	144 796,14	151 497,56
Cuba	1 690,76	35 942,93	37 633,69
Chypre	1 074,34	25 640,07	26 714,41
République tchèque	7 960,68	165 782,36	173 743,04
République populaire démocratique de Corée	3 117,35	65 446,57	68 563,92
Égypte	5 718,07	121 878,14	127 596,21
France	10 311,90	208 457,27	218 769,17
Allemagne	11 148,48	225 053,07	236 201,55
Hongrie	9 170,05	189 197,95	198 368,00
Iran (République islamique d')	2 043,01	52 216,76	54 259,77
Italie	7 044,85	142 542,39	149 587,24
Kazakhstan	4 009,70	89 681,70	93 691,40
Kenya	1 444,20	33 601,37	35 045,57
Kirghizistan	2 612,47	57 602,35	60 214,82
Lettonie	2 760,70	59 885,37	62 646,07
Lesotho	440,30	9 571,12	10 011,42
Libéria	974,54	20 371,56	21 346,10
Liechtenstein	2 153,08	44 138,38	46 291,46
Lituanie	2 531,74	56 021,80	58 553,54
Madagascar	487,27	12 644,42	13 131,69
Monaco	4 094,82	84 588,81	88 683,63
Mongolie	2 101,71	46 948,25	49 049,96
Monténégro	6 017,48	133 937,16	139 954,64
Maroc	7 925,46	168 592,23	176 517,69
Mozambique	998,02	22 244,81	23 242,83
Namibie	634,04	14 868,90	15 502,94
Oman	1 373,75	36 879,55	38 253,30
Pologne	7 209,23	151 733,01	158 942,24
Portugal	10 543,80	214 018,47	224 562,27
République de Moldova	3 616,36	80 549,62	84 165,98
Roumanie	7 467,55	156 767,36	164 234,91
Fédération de Russie	18 269,65	399 938,24	418 207,89
Saint-Marin	1 080,21	22 039,92	23 120,13
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-
Serbie	9 986,08	213 198,93	223 185,01
Sierra Leone	1 033,25	22 244,81	23 278,06
Slovaquie	6 810,03	142 249,70	149 059,73
Slovénie	4 680,42	97 818,62	102 499,04
Espagne	13 326,51	271 386,67	284 713,18
Soudan	1 690,76	35 240,46	36 931,22
Swaziland	639,91	14 166,43	14 806,34
Suisse	13 653,81	276 860,06	290 513,87
République arabe syrienne	1 473,55	37 933,25	39 406,80
Tadjikistan	2 459,83	53 855,85	56 315,68
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 160,87	89 037,77	93 198,64
Ukraine	8 442,08	186 388,08	194 830,16
Viet Nam	4 367,81	94 833,13	99 200,94
Zambie	675,13	16 507,99	17 183,12
Total	287 000,00	6 107 400,00	6 394 400,00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2008

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2008, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	2 486 490.00	francs suisses
– de compléments d'émoluments	33 339 612.00	francs suisses
Total	35 826 102.00	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	30 573.00	434 762.90	465 335.90
Algérie	37 218.05	502 913.05	540 131.10
Antigua-et-Barbuda	1 702.70	24 495.87	26 198.57
Arménie	28 029.77	376 935.41	404 965.18
Autriche	56 408.23	722 701.55	779 109.78
Azerbaïdjan	32 615.78	460 837.48	493 453.26
Bahreïn	146.75	1 944.69	2 091.44
Bélarus	54 926.64	746 833.60	801 760.24
Benelux	84 949.19	1 088 608.65	1 173 557.84
Benelux	176.10	2 029.24	2 205.34
Bhoutan	6 264.87	88 357.42	94 622.29
Bosnie-Herzégovine	48 741.01	659 289.33	708 030.34
Botswana	5 460.66	81 885.84	87 346.50
Bulgarie	44 241.60	589 247.46	633 489.06
Chine	85 270.87	1 197 767.23	1 283 038.10
Croatie	60 714.98	819 329.81	880 044.79
Cuba	17 180.33	229 482.16	246 662.49
Chypre	11 875.22	174 535.91	186 411.13
République tchèque	68 370.75	898 931.61	967 302.36
République populaire démocratique de Corée	25 922.46	347 934.36	373 856.82
Égypte	48 488.66	652 441.11	700 929.77
France	84 098.33	1 074 057.02	1 158 155.35
Allemagne	87 835.07	1 125 847.53	1 213 682.60
Hongrie	77 137.80	1 005 969.00	1 083 106.80
Iran (République islamique d')	21 318.76	320 838.04	342 156.80
Italie	56 577.00	723 582.83	780 159.83
Kazakhstan	41 798.09	577 038.67	618 836.76
Kenya	12 986.17	185 794.73	198 780.90
Kirghizistan	27 229.96	366 639.43	393 869.39
Lettonie	27 238.77	365 159.89	392 398.66
Lesotho	4 749.28	66 072.91	70 822.19
Libéria	10 234.53	134 093.82	144 328.35
Liechtenstein	16 327.40	214 277.88	230 605.28
Lituanie	24 417.82	334 218.58	358 636.40
Madagascar	1 778.68	33 021.42	34 800.10
Monaco	30 902.57	403 898.94	434 801.51
Mongolie	21 061.95	284 200.79	305 262.74
Monténégro	53 469.43	749 136.55	802 605.98
Maroc	63 023.14	843 654.34	906 677.48
Mozambique	9 091.34	128 864.72	137 956.06
Namibie	7 105.76	102 295.53	109 401.29
Oman	9 445.06	167 343.08	176 788.14
Pologne	64 757.65	857 402.90	922 160.55
Portugal	80 742.16	1 051 589.27	1 132 331.43
République de Moldova	34 698.23	476 506.02	511 204.25
Roumanie	65 661.68	871 146.09	936 807.77
Fédération de Russie	149 494.43	2 045 233.04	2 194 727.47
Saint-Marin	8 212.31	107 035.69	115 248.00
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-
Serbie	82 510.45	1 114 690.95	1 197 201.40
Serbie-et-Monténégro	51.36	507.31	558.67
Sierra Leone	10 410.64	140 194.67	150 605.31
Slovaquie	59 126.78	776 896.02	836 022.80
Slovénie	41 375.52	543 618.34	584 993.86
Espagne	104 378.20	1 352 128.65	1 456 506.85
Soudan	16 387.88	215 674.15	232 062.03
Swaziland	7 060.27	98 549.19	105 609.46
Suisse	112 303.53	1 448 431.88	1 560 735.41
République arabe syrienne	15 862.49	250 581.20	266 443.69
Tadjikistan	25 727.21	345 898.00	371 625.21
Ex-République yougoslave de Macédoine	39 122.47	528 940.00	568 062.47
Ukraine	79 286.15	1 088 725.62	1 168 011.77
Ouzbékistan	5 334.40	70 178.05	75 512.45
Viet Nam	39 397.28	541 689.75	581 087.03
Zambie	7 484.38	106 724.83	114 209.21
Total	2 486 490.00	33 339 612.00	35 826 102.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu en 2008, la somme de 137 745 968 francs suisses de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 129 562 148 sous forme de paiements entiers ou de première partie de la taxe individuelle et 8 183 820 sous forme de seconds paiements visant les désignations pour lesquelles la Règle 34.3)a) s'applique.

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs suisses
Antilles néerlandaises	1 383	338 060
Arménie	1 064	187 504
Australie	15 931	8 840 100
Bahreïn	3 939	2 560 708
Bélarus	1 649	897 700
Benelux	1 162	295 067
Bulgarie	823	374 438
Chine	11 397	4 055 101
Communauté européenne	17 409	36 510 152
Cuba	489	174 970
Danemark	6 736	3 251 774
Estonie	4 662	1 007 510
Etats-Unis d'Amérique	15 943	15 314 085
Finlande	5 959	1 691 880
Géorgie	6 390	1 945 487
Ghana*	61	9 577
Grèce	5 447	916 064
Irlande	3 922	1 400 150
Islande	6 476	1 637 153
Italie	1 696	219 570
Japon	13 460	5 180 673
Kirghizistan	989	409 460
Norvège	14 876	6 368 143
Ouzbékistan	5 769	5 058 839
République de Corée	9 742	6 546 135
République de Moldova	1 430	382 178
Royaume-Uni	13 998	5 393 323
Saint-Marin	387	91 697
Singapour	7 856	4 962 257
Suède	8 615	2 311 734
Suisse	5 446	2 186 600
Turkménistan	4 298	1 190 502
Turquie	15 751	5 760 051
Ukraine	2 879	1 603 587
Viet Nam	2 421	489 919
Sous-total A)	220 455	129 562 148

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	232	36 656
Japon	16 881	8 147 164
Sous-total B)	17 113	8 183 820

TOTAL A) + B)	237 568	137 745 968
----------------------	----------------	--------------------

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d'exécution commun].

* À compter du 16 septembre 2008

Union de Madrid – Paiement effectué selon la règle 39 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole

La règle 39 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international de marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (adopté par l'Assemblée de l'Union de Madrid avec effet le 1^{er} avril 1996) permet la continuation des effets des enregistrements internationaux dans certains États (ci-après dénommés "États successeurs") qui sont devenus indépendants et dont le territoire faisait partie, avant leur indépendance, du territoire d'un pays partie à l'Arrangement de Madrid. Le paiement effectué au Bureau international pour chaque continuation d'effets se compose d'une taxe de 41 francs suisses, transférée par le Bureau international à l'Office national de l'État successeur, et d'une taxe de 23 francs suisses au profit du Bureau international.

A) En 2008, le nombre total de continuations d'effets enregistrées était de 6 459 pour lesquelles le Bureau international a reçu la somme de $(6\,459 \times 23 =)$ 148 557 francs suisses et l'Office national de l'État successeur suivant la somme de $(6\,459 \times 41 =)$ 264 819 francs suisses qui a été transférée à cet Office comme suit :

	Nombre de continuations d'effets	Francs suisses
Monténégro	6 459	264 819

B) En 2009, le nombre total de continuations d'effets enregistrées était de 81 pour lesquelles le Bureau international a reçu la somme de $(81 \times 23 =)$ 1 863 francs suisses et l'Office national de l'État successeur suivant la somme de $(81 \times 41 =)$ 3 321 francs suisses qui a été transférée à cet Office comme suit :

	Nombre de continuations d'effets	Francs suisses
Monténégro	81	3 321

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2009, la somme de 193 158 francs suisses au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 73 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 228 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein
- deux, 969 Autriche, Italie, Monaco
- trois, 3 175 Allemagne, Benelux¹, Croatie, ex République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint Marin², Slovaquie, Suisse
- quatre, 8 181 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Benelux³, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman, Ouzbékistan⁴, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe⁵, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 193 158 francs suisses doit être divisée par 44 415 [228 + (969 x 2) 1 938 + (3 175 x 3) 9 525 + (8 181 x 4) 32 724]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 4,34893617 franc suisse par point de coefficient [193 158 : 44 415] soit, pour le coefficient

- un, 4,34893617 francs suisses
- deux, 8,69787234 francs suisses
- trois, 13,04680851 francs suisses
- quatre, 17,39574468 francs suisses.

¹ À compter du 1^{er} septembre 2006

² À compter du 1^{er} janvier 2009

³ Jusqu'au 31 août 2006

⁴ Jusqu'au 26 décembre 2006

⁵ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs suisses
Albanie	174	17,39574468	3 026,86
Algérie	153	17,39574468	2 661,55
Allemagne	463	13,04680851	6 040,67
Antigua-et-Barbuda	39	4,34893617	169,61
Arménie	121	17,39574468	2 104,88
Autriche	417	8,69787234	3 627,01
Azerbaïdjan	168	17,39574468	2 922,48
Bélarus	285	17,39574468	4 957,79
Benelux	332	13,04680851	4 331,54
Benelux	3	17,39574468	52,19
Bhoutan	28	17,39574468	487,08
Bosnie-Herzégovine	246	17,39574468	4 279,35
Botswana	33	17,39574468	574,06
Bulgarie	221	17,39574468	3 844,46
Chine	419	17,39574468	7 288,82
Chypre	95	17,39574468	1 652,60
Croatie	368	13,04680851	4 801,23
Cuba	56	17,39574468	974,16
Égypte	192	17,39574468	3 339,98
Espagne	355	17,39574468	6 175,49
Ex-République yougoslave de Macédoine	282	13,04680851	3 679,20
Fédération de Russie	769	17,39574468	13 377,33
France	364	13,04680851	4 749,04
Hongrie	362	17,39574468	6 297,26
Iran (République islamique d')	142	17,39574468	2 470,20
Italie	371	8,69787234	3 226,91
Kazakhstan	223	17,39574468	3 879,25
Kenya	56	17,39574468	974,16
Kirghizistan	128	17,39574468	2 226,65
Lesotho	32	13,04680851	417,50
Lettonie	189	13,04680851	2 465,85
Libéria	34	17,39574468	591,45
Liechtenstein	189	4,34893617	821,95
Lituanie	202	13,04680851	2 635,45
Madagascar	14	17,39574468	243,54
Maroc	210	17,39574468	3 653,11
Monaco	181	8,69787234	1 574,31
Mongolie	79	17,39574468	1 374,26
Monténégro	291	17,39574468	5 062,16
Mozambique	40	17,39574468	695,83
Namibie	34	17,39574468	591,45
Oman	69	17,39574468	1 200,31
Ouzbékistan	15	17,39574468	260,94
Pologne	334	17,39574468	5 810,18
Portugal	253	17,39574468	4 401,12
République arabe syrienne	94	17,39574468	1 635,20
République de Moldova	183	17,39574468	3 183,42
République populaire démocratique de Corée	95	17,39574468	1 652,60
République tchèque	334	17,39574468	5 810,18
Roumanie	327	17,39574468	5 688,41
Saint-Marin	81	13,04680851	1 056,79
Sao Tomé-et-Principe	-	17,39574468	-
Serbie	398	17,39574468	6 923,51
Sierra Leone	36	17,39574468	626,25
Slovaquie	274	17,39574468	4 766,43
Slovénie	263	13,04680851	3 431,31
Soudan	49	17,39574468	852,39
Suisse	599	13,04680851	7 815,04
Swaziland	40	17,39574468	695,83
Tadjikistan	109	17,39574468	1 896,14
Ukraine	449	17,39574468	7 810,69
Viet Nam	153	17,39574468	2 661,55
Zambie	38	17,39574468	661,04
Total	12 553		193 158,00

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid – Émoluments supplémentaires – 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2009, la somme de 2 860 100 francs suisses au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8)2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 100 francs suisses pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient

- un, 8 662 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein
- deux, 35 456 Autriche, Italie, Monaco
- trois, 95 226 Allemagne, Benelux, Croatie, ex République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin², Slovénie, Suisse
- quatre, 206 450 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe⁵, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 2 860 100 francs suisses doit être divisée par 1 191 052 [8 662 + (35 456 x 2) 70 912 + (95 226 x 3) 285 678 + (206 450 x 4) 825 800]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 2,40132253 franc par point de coefficient [2 860 100 : 1 191 052] soit, pour le coefficient

- un, 2,40132253 francs suisses
- deux, 4,80264506 francs suisses
- trois, 7,20396759 francs suisses
- quatre, 9,60529012 francs suisses.

² À compter du 1^{er} janvier 2009

⁵ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs suisses
Albanie	3 605	9,60529012	34 627,07
Algérie	4 527	9,60529012	43 483,15
Allemagne	14 169	7,20396759	102 073,02
Antigua et Barbuda	622	2,40132253	1 493,62
Arménie	3 311	9,60529012	31 803,12
Autriche	14 070	4,80264506	67 573,22
Azerbaïdjan	3 741	9,60529012	35 933,39
Bélarus	6 288	9,60529012	60 398,06
Benelux	13 974	7,20396759	100 668,24
Bhoutan	530	9,60529012	5 090,80
Bosnie-Herzégovine	6 191	9,60529012	59 466,35
Botswana	541	9,60529012	5 196,46
Bulgarie	5 196	9,60529012	49 909,09
Chine	9 764	9,60529012	93 786,05
Chypre	1 131	9,60529012	10 863,58
Croatie	9 546	7,20396759	68 769,07
Cuba	1 974	9,60529012	18 960,84
Égypte	5 887	9,60529012	56 546,34
Espagne	12 508	9,60529012	120 142,97
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 927	7,20396759	42 697,92
Fédération de Russie	17 991	9,60529012	172 808,77
France	13 758	7,20396759	99 112,19
Hongrie	9 394	9,60529012	90 232,10
Iran (République islamique d')	2 503	9,60529012	24 042,04
Italie	13 909	4,80264506	66 799,99
Kazakhstan	4 705	9,60529012	45 192,89
Kenya	1 847	9,60529012	17 740,97
Kirghizistan	3 189	9,60529012	30 631,27
Lesotho	866	7,20396759	6 238,64
Lettonie	3 802	7,20396759	27 389,49
Libéria	1 012	9,60529012	9 720,55
Liechtenstein	8 040	2,40132253	19 306,63
Lituanie	3 590	7,20396759	25 862,24
Madagascar	582	9,60529012	5 590,28
Maroc	7 834	9,60529012	75 247,84
Monaco	7 477	4,80264506	35 909,38
Mongolie	2 188	9,60529012	21 016,38
Monténégro	6 228	9,60529012	59 821,75
Mozambique	1 265	9,60529012	12 150,69
Namibie	679	9,60529012	6 521,99
Oman	989	9,60529012	9 499,63
Pologne	7 463	9,60529012	71 684,28
Portugal	9 917	9,60529012	95 255,66
République arabe syrienne	1 887	9,60529012	18 125,18
République de Moldova	4 091	9,60529012	39 295,24
République populaire démocratique de Corée	2 784	9,60529012	26 741,13
République tchèque	8 306	9,60529012	79 781,54
Roumanie	7 704	9,60529012	73 999,16
Saint-Marin	4 080	7,20396759	29 392,19
Sao Tomé-et-Principe	223	9,60529012	2 141,98
Serbie	10 063	9,60529012	96 658,03
Sierra Leone	1 153	9,60529012	11 074,90
Slovaquie	7 125	9,60529012	68 437,69
Slovénie	6 523	7,20396759	46 991,48
Soudan	1 781	9,60529012	17 107,02
Suisse	18 991	7,20396759	136 810,55
Swaziland	996	9,60529012	9 566,87
Tadjikistan	2 878	9,60529012	27 644,03
Ukraine	9 099	9,60529012	87 398,54
Viet Nam	4 692	9,60529012	45 068,02
Zambie	688	9,60529012	6 608,44
Total	345 794		2 860 100,00

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2009, la somme de 1 034 994 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 14 178 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	255	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein
deux,	1 051	Autriche, Italie, Monaco
trois,	3 534	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin ² , Slovénie, Suisse
quatre,	9 338	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Benelux ³ , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman, Ouzbékistan ⁴ , Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe ⁵ , Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 1 034 994 francs suisses doit être divisée par 50 311 [255 + (1 051 x 2) 2 102 + (3 534 x 3) 10 602 + (9 338 x 4) 37 352]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 20,57192264 francs suisses par point de coefficient [1 034 994 : 50 311] soit, pour le coefficient

un,	20,57192264 francs suisses
deux,	41,14384528 francs suisses
trois,	61,71576792 francs suisses
quatre,	82,28769056 francs suisses.

¹ À compter du 1^{er} septembre 2006

² À compter du 1^{er} janvier 2009

³ Jusqu'au 31 août 2006

⁴ Jusqu'au 26 décembre 2006

⁵ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs suisses
Albanie	208	82,28769056	17 115,84
Algérie	171	82,28769056	14 071,20
Allemagne	486	61,71576792	29 993,86
Antigua-et-Barbuda	44	20,57192264	905,16
Arménie	142	82,28769056	11 684,85
Autriche	445	41,14384528	18 309,01
Azerbaïdjan	205	82,28769056	16 868,98
Bélarus	339	82,28769056	27 895,53
Benelux	357	61,71576792	22 032,53
Benelux	3	82,28769056	246,86
Bhoutan	31	82,28769056	2 550,92
Bosnie-Herzégovine	273	82,28769056	22 464,54
Botswana	38	82,28769056	3 126,93
Bulgarie	254	82,28769056	20 901,07
Chine	500	82,28769056	41 143,85
Chypre	131	82,28769056	10 779,69
Croatie	407	61,71576792	25 118,32
Cuba	65	82,28769056	5 348,70
Égypte	215	82,28769056	17 691,85
Espagne	396	82,28769056	32 585,93
Ex-République yougoslave de Macédoine	316	61,71576792	19 502,18
Fédération de Russie	848	82,28769056	69 779,96
France	397	61,71576792	24 501,16
Hongrie	398	82,28769056	32 750,50
Iran (République islamique d')	170	82,28769056	13 988,91
Italie	403	41,14384528	16 580,97
Kazakhstan	252	82,28769056	20 736,50
Kenya	65	82,28769056	5 348,70
Kirghizistan	155	82,28769056	12 754,59
Lesotho	35	61,71576792	2 160,05
Lettonie	240	61,71576792	14 811,78
Libéria	36	82,28769056	2 962,36
Liechtenstein	211	20,57192264	4 340,68
Lituanie	260	61,71576792	16 046,10
Madagascar	18	82,28769056	1 481,18
Maroc	246	82,28769056	20 242,77
Monaco	203	41,14384528	8 352,20
Mongolie	87	82,28769056	7 159,03
Monténégro	324	82,28769056	26 661,21
Mozambique	46	82,28769056	3 785,23
Namibie	42	82,28769056	3 456,08
Oman	93	82,28769056	7 652,76
Ouzbékistan	17	82,28769056	1 398,89
Pologne	380	82,28769056	31 269,32
Portugal	288	82,28769056	23 698,85
République arabe syrienne	114	82,28769056	9 380,80
République de Moldova	211	82,28769056	17 362,70
République populaire démocratique de Corée	106	82,28769056	8 722,50
République tchèque	374	82,28769056	30 775,60
Roumanie	362	82,28769056	29 788,14
Saint-Marin	90	61,71576792	5 554,42
Sao Tomé-et-Principe	-	82,28769056	-
Serbie	432	82,28769056	35 548,28
Sierra Leone	38	82,28769056	3 126,93
Slovaquie	310	82,28769056	25 509,18
Slovénie	303	61,71576792	18 699,88
Soudan	58	82,28769056	4 772,69
Suisse	643	61,71576792	39 683,24
Swaziland	44	82,28769056	3 620,66
Tadjikistan	133	82,28769056	10 944,26
Ukraine	498	82,28769056	40 979,27
Viet Nam	179	82,28769056	14 729,50
Zambie	43	82,28769056	3 538,37
Total	14 178		1 034 994,00

Union de Madrid – Compléments d'émoluments – 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2009, la somme de 36 620 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments correspondant à 366 201 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2008 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 100 francs suisses au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient

un,	9 033	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein
deux,	36 066	Autriche, Italie, Monaco
trois,	98 285	Allemagne, Benelux, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Saint-Marin ² , Slovénie, Suisse
quatre,	222 817	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Maroc, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe ⁵ , Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 36 620 100 francs suisses doit être divisée par 1 267 288 [9 033 + (36 066 x 2) 72 132 + (98 285 x 3) 294 855 + (222 817 x 4) 891 068]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 28,89643080 francs suisses par point de coefficient [36 620 100 : 1 267 288] soit, pour le coefficient

un,	28,89643080 francs suisses
deux,	57,79286160 francs suisses
trois,	86,68929240 francs suisses
quatre,	115,58572320 francs suisses.

² À compter du 1^{er} janvier 2009

⁵ À compter du 8 décembre 2008

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs suisses
Albanie	4 114	115,58572320	475 519,66
Algérie	4 893	115,58572320	565 560,94
Allemagne	14 379	86,68929240	1 246 505,34
Antigua-et-Barbuda	736	28,89643080	21 267,77
Arménie	3 620	115,58572320	418 420,32
Autriche	14 261	57,79286160	824 184,00
Azerbaïdjan	4 226	115,58572320	488 465,27
Bélarus	6 843	115,58572320	790 953,10
Benelux	14 136	86,68929240	1 225 439,84
Bhoutan	629	115,58572320	72 703,42
Bosnie-Herzégovine	6 775	115,58572320	783 093,27
Botswana	687	115,58572320	79 407,39
Bulgarie	5 494	115,58572320	635 027,96
Chine	10 777	115,58572320	1 245 667,34
Chypre	1 381	115,58572320	159 623,88
Croatie	10 191	86,68929240	883 450,58
Cuba	2 136	115,58572320	246 891,10
Égypte	6 448	115,58572320	745 296,74
Espagne	12 762	115,58572320	1 475 105,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 384	86,68929240	553 424,44
Fédération de Russie	19 291	115,58572320	2 229 764,19
France	13 965	86,68929240	1 210 615,97
Hongrie	9 625	115,58572320	1 112 512,59
Iran (République islamique d')	3 019	115,58572320	348 953,30
Italie	14 100	57,79286160	814 879,35
Kazakhstan	5 239	115,58572320	605 553,60
Kenya	2 083	115,58572320	240 765,06
Kirghizistan	3 498	115,58572320	404 318,86
Lesotho	963	86,68929240	83 481,79
Lettonie	4 045	86,68929240	350 658,19
Libéria	1 090	115,58572320	125 988,44
Liechtenstein	8 297	28,89643080	239 753,69
Lituanie	3 861	86,68929240	334 707,36
Madagascar	766	115,58572320	88 538,66
Maroc	8 397	115,58572320	970 573,32
Monaco	7 705	57,79286160	445 294,00
Mongolie	2 440	115,58572320	282 029,16
Monténégro	6 761	115,58572320	781 475,07
Mozambique	1 418	115,58572320	163 900,56
Namibie	845	115,58572320	97 669,94
Oman	1 361	115,58572320	157 312,17
Pologne	7 866	115,58572320	909 197,30
Portugal	10 148	115,58572320	1 172 963,92
République arabe syrienne	2 429	115,58572320	280 757,72
République de Moldova	4 484	115,58572320	518 286,38
République populaire démocratique de Corée	2 947	115,58572320	340 631,13
République tchèque	8 612	115,58572320	995 424,25
Roumanie	8 051	115,58572320	930 580,66
Saint-Marin	4 193	86,68929240	363 488,20
Sao Tomé-et-Principe	287	115,58572320	33 173,10
Serbie	10 685	115,58572320	1 235 033,45
Sierra Leone	1 258	115,58572320	145 406,84
Slovaquie	7 393	115,58572320	854 525,25
Slovénie	6 785	86,68929240	588 186,85
Soudan	1 930	115,58572320	223 080,45
Suisse	19 383	86,68929240	1 680 298,55
Swaziland	1 095	115,58572320	126 566,37
Tadjikistan	3 162	115,58572320	365 482,06
Ukraine	9 889	115,58572320	1 143 027,22
Viet Nam	5 158	115,58572320	596 191,16
Zambie	805	115,58572320	93 046,51
Total	366 201		36 620 100,00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2009 – barème en vigueur jusqu'au 31 août 2008

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2009, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	193 158	francs suisses
– de compléments d'émoluments	1 034 994	francs suisses
Total	1 228 152	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	17 115.84	3 026.86	20 142.70
Algérie	14 071.20	2 661.55	16 732.75
Allemagne	29 993.86	6 040.67	36 034.53
Antigua-et-Barbuda	905.16	169.61	1 074.77
Arménie	11 684.85	2 104.88	13 789.73
Autriche	18 309.01	3 627.01	21 936.02
Azerbaïdjan	16 868.98	2 922.48	19 791.46
Bélarus	27 895.53	4 957.79	32 853.32
Benelux	22 032.53	4 331.54	26 364.07
Benelux	246.86	52.19	299.05
Bhoutan	2 550.92	487.08	3 038.00
Bosnie-Herzégovine	22 464.54	4 279.35	26 743.89
Botswana	3 126.93	574.06	3 700.99
Bulgarie	20 901.07	3 844.46	24 745.53
Chine	41 143.85	7 288.82	48 432.67
Chypre	10 779.69	1 652.60	12 432.29
Croatie	25 118.32	4 801.23	29 919.55
Cuba	5 348.70	974.16	6 322.86
Égypte	17 691.85	3 339.98	21 031.83
Espagne	32 585.93	6 175.49	38 761.42
Ex-République yougoslave de Macédoine	19 502.18	3 679.20	23 181.38
Fédération de Russie	69 779.96	13 377.33	83 157.29
France	24 501.16	4 749.04	29 250.20
Hongrie	32 750.50	6 297.26	39 047.76
Iran (République islamique d')	13 988.91	2 470.20	16 459.11
Italie	16 580.97	3 226.91	19 807.88
Kazakhstan	20 736.50	3 879.25	24 615.75
Kenya	5 348.70	974.16	6 322.86
Kirghizistan	12 754.59	2 226.65	14 981.24
Lesotho	2 160.05	417.50	2 577.55
Lettonie	14 811.78	2 465.85	17 277.63
Libéria	2 962.36	591.45	3 553.81
Liechtenstein	4 340.68	821.95	5 162.63
Lituanie	16 046.10	2 635.45	18 681.55
Madagascar	1 481.18	243.54	1 724.72
Maroc	20 242.77	3 653.11	23 895.88
Monaco	8 352.20	1 574.31	9 926.51
Mongolie	7 159.03	1 374.26	8 533.29
Monténégro	26 661.21	5 062.16	31 723.37
Mozambique	3 785.23	695.83	4 481.06
Namibie	3 456.08	591.45	4 047.53
Oman	7 652.76	1 200.31	8 853.07
Ouzbékistan	1 398.89	260.94	1 659.83
Pologne	31 269.32	5 810.18	37 079.50
Portugal	23 698.85	4 401.12	28 099.97
République arabe syrienne	9 380.80	1 635.20	11 016.00
République de Moldova	17 362.70	3 183.42	20 546.12
République populaire démocratique de Corée	8 722.50	1 652.60	10 375.10
République tchèque	30 775.60	5 810.18	36 585.78
Roumanie	29 788.14	5 688.41	35 476.55
Saint-Marin	5 554.42	1 056.79	6 611.21
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-
Serbie	35 548.28	6 923.51	42 471.79
Sierra Leone	3 126.93	626.25	3 753.18
Slovaquie	25 509.18	4 766.43	30 275.61
Slovénie	18 699.88	3 431.31	22 131.19
Soudan	4 772.69	852.39	5 625.08
Suisse	39 683.24	7 815.04	47 498.28
Swaziland	3 620.66	695.83	4 316.49
Tadjikistan	10 944.26	1 896.14	12 840.40
Ukraine	40 979.27	7 810.69	48 789.96
Viet Nam	14 729.50	2 661.55	17 391.05
Zambie	3 538.37	661.04	4 199.41
Total	1 034 994.00	193 158.00	1 228 152.00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2009 – barème en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2008

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2009, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	2 860 100	francs suisses
– de compléments d'émoluments	36 620 100	francs suisses
Total	39 480 200	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	475 519.66	34 627.07	510 146.73
Algérie	565 560.94	43 483.15	609 044.09
Allemagne	1 246 505.34	102 073.02	1 348 578.36
Antigua et Barbuda	21 267.77	1 493.62	22 761.39
Arménie	418 420.32	31 803.12	450 223.44
Autriche	824 184.00	67 573.22	891 757.22
Azerbaïdjan	488 465.27	35 933.39	524 398.66
Bélarus	790 953.10	60 398.06	851 351.16
Benelux	1 225 439.84	100 668.24	1 326 108.08
Bhoutan	72 703.42	5 090.80	77 794.22
Bosnie Herzégovine	783 093.27	59 466.35	842 559.62
Botswana	79 407.39	5 196.46	84 603.85
Bulgarie	635 027.96	49 909.09	684 937.05
Chine	1 245 667.34	93 786.05	1 339 453.39
Chypre	159 623.88	10 863.58	170 487.46
Croatie	883 450.58	68 769.07	952 219.65
Cuba	246 891.10	18 960.84	265 851.94
Égypte	745 296.74	56 546.34	801 843.08
Espagne	1 475 105.00	120 142.97	1 595 247.97
Ex République yougoslave de Macédoine	553 424.44	42 697.92	596 122.36
Fédération de Russie	2 229 764.19	172 808.77	2 402 572.96
France	1 210 615.97	99 112.19	1 309 728.16
Hongrie	1 112 512.59	90 232.10	1 202 744.69
Iran (République islamique d')	348 953.30	24 042.04	372 995.34
Italie	814 879.35	66 799.99	881 679.34
Kazakhstan	605 553.60	45 192.89	650 746.49
Kenya	240 765.06	17 740.97	258 506.03
Kirghizistan	404 318.86	30 631.27	434 950.13
Lesotho	83 481.79	6 238.64	89 720.43
Lettonie	350 658.19	27 389.49	378 047.68
Libéria	125 988.44	9 720.55	135 708.99
Liechtenstein	239 753.69	19 306.63	259 060.32
Lituanie	334 707.36	25 862.24	360 569.60
Madagascar	88 538.66	5 590.28	94 128.94
Maroc	970 573.32	75 247.84	1 045 821.16
Monaco	445 294.00	35 909.38	481 203.38
Mongolie	282 029.16	21 016.38	303 045.54
Monténégro	781 475.07	59 821.75	841 296.82
Mozambique	163 900.56	12 150.69	176 051.25
Namibie	97 669.94	6 521.99	104 191.93
Oman	157 312.17	9 499.63	166 811.80
Pologne	909 197.30	71 684.28	980 881.58
Portugal	1 172 963.92	95 255.66	1 268 219.58
République arabe syrienne	280 757.72	18 125.18	298 882.90
République de Moldova	518 286.38	39 295.24	557 581.62
République populaire démocratique de Corée	340 631.13	26 741.13	367 372.26
République tchèque	995 424.25	79 781.54	1 075 205.79
Roumanie	930 580.66	73 999.16	1 004 579.82
Saint Marin	363 488.20	29 392.19	392 880.39
Sao Tomé et Príncipe	33 173.10	2 141.98	35 315.08
Serbie	1 235 033.45	96 658.03	1 331 691.48
Sierra Leone	145 406.84	11 074.90	156 481.74
Slovaquie	854 525.25	68 437.69	922 962.94
Slovénie	588 186.85	46 991.48	635 178.33
Soudan	223 080.45	17 107.02	240 187.47
Suisse	1 680 298.55	136 810.55	1 817 109.10
Swaziland	126 566.37	9 566.87	136 133.24
Tadjikistan	365 482.06	27 644.03	393 126.09
Ukraine	1 143 027.22	87 398.54	1 230 425.76
Viet Nam	596 191.16	45 068.02	641 259.18
Zambie	93 046.51	6 608.44	99 654.95
Total	36 620 100.00	2 860 100.00	39 480 200.00

Union de Madrid – Total des émoluments – 2009

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2009, au titre :

– d'émoluments supplémentaires	3 053 258	francs suisses
– de compléments d'émoluments	37 655 094	francs suisses
Total	40 708 352	francs suisses

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs suisses
Albanie	492 635.50	37 653.93	530 289.43
Algérie	579 632.14	46 144.70	625 776.84
Allemagne	1 276 499.20	108 113.69	1 384 612.89
Antigua-et-Barbuda	22 172.93	1 663.23	23 836.16
Arménie	430 105.17	33 908.00	464 013.17
Autriche	842 493.01	71 200.23	913 693.24
Azerbaïdjan	505 334.25	38 855.87	544 190.12
Bélarus	818 848.63	65 355.85	884 204.48
Benelux	1 247 719.23	105 051.97	1 352 771.20
Bhoutan	75 254.34	5 577.88	80 832.22
Bosnie-Herzégovine	805 557.81	63 745.70	869 303.51
Botswana	82 534.32	5 770.52	88 304.84
Bulgarie	655 929.03	53 753.55	709 682.58
Chine	1 286 811.19	101 074.87	1 387 886.06
Chypre	170 403.57	12 516.18	182 919.75
Croatie	908 568.90	73 570.30	982 139.20
Cuba	252 239.80	19 935.00	272 174.80
Égypte	762 988.59	59 886.32	822 874.91
Espagne	1 507 690.93	126 318.46	1 634 009.39
Ex-République yougoslave de Macédoine	572 926.62	46 377.12	619 303.74
Fédération de Russie	2 299 544.15	186 186.10	2 485 730.25
France	1 235 117.13	103 861.23	1 338 978.36
Hongrie	1 145 263.09	96 529.36	1 241 792.45
Iran (République islamique d')	362 942.21	26 512.24	389 454.45
Italie	831 460.32	70 026.90	901 487.22
Kazakhstan	626 290.10	49 072.14	675 362.24
Kenya	246 113.76	18 715.13	264 828.89
Kirghizistan	417 073.45	32 857.92	449 931.37
Lesotho	85 641.84	6 656.14	92 297.98
Lettonie	365 469.97	29 855.34	395 325.31
Libéria	128 950.80	10 312.00	139 262.80
Liechtenstein	244 094.37	20 128.58	264 222.95
Lituanie	350 753.46	28 497.69	379 251.15
Madagascar	90 019.84	5 833.82	95 853.66
Maroc	990 816.09	78 900.95	1 069 717.04
Monaco	453 646.20	37 483.69	491 129.89
Mongolie	289 188.19	22 390.64	311 578.83
Monténégro	808 136.28	64 883.91	873 020.19
Mozambique	167 685.79	12 846.52	180 532.31
Namibie	101 126.02	7 113.44	108 239.46
Oman	164 964.93	10 699.94	175 664.87
Ouzbékistan	1 398.89	260.94	1 659.83
Pologne	940 466.62	77 494.46	1 017 961.08
Portugal	1 196 662.77	99 656.78	1 296 319.55
République arabe syrienne	290 138.52	19 760.38	309 898.90
République de Moldova	535 649.08	42 478.66	578 127.74
République populaire démocratique de Corée	349 353.63	28 393.73	377 747.36
République tchèque	1 026 199.85	85 591.72	1 111 791.57
Roumanie	960 368.80	79 687.57	1 040 056.37
Saint-Marin	369 042.62	30 448.98	399 491.60
Sao Tomé-et-Principe	33 173.10	2 141.98	35 315.08
Serbie	1 270 581.73	103 581.54	1 374 163.27
Sierra Leone	148 533.77	11 701.15	160 234.92
Slovaquie	880 034.43	73 204.12	953 238.55
Slovénie	606 886.73	50 422.79	657 309.52
Soudan	227 853.14	17 959.41	245 812.55
Suisse	1 719 981.79	144 625.59	1 864 607.38
Swaziland	130 187.03	10 262.70	140 449.73
Tadjikistan	376 426.32	29 540.17	405 966.49
Ukraine	1 184 006.49	95 209.23	1 279 215.72
Viet Nam	610 920.66	47 729.57	658 650.23
Zambie	96 584.88	7 269.48	103 854.36
Total	37 655 094.00	3 053 258.00	40 708 352.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu en 2009, la somme de 110 343 319 francs suisses de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 100 902 529 sous forme de paiements entiers ou de première partie de la taxe individuelle et 9 440 790 sous forme de seconds paiements visant les désignations pour lesquelles la règle 34.3)a) s'applique.

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs suisses
Antilles néerlandaises	1 001	229 477
Arménie	728	123 853
Australie	12 974	6 163 509
Bahreïn	3 231	1 671 313
Bélarus	1 148	627 750
Benelux	957	267 194
Bulgarie	516	250 138
Chine	9 928	3 449 202
Communauté européenne	15 040	28 932 738
Cuba	344	112 471
Danemark	5 781	2 785 277
Estonie	4 222	976 613
Etats-Unis d'Amérique	13 672	11 246 431
Finlande	4 880	1 598 291
Géorgie	5 973	1 949 198
Ghana	680	107 750
Grèce	4 239	715 156
Irlande	2 927	1 051 268
Islande	5 541	917 316
Italie	1 336	166 409
Japon	10 035	3 067 564
Kirghizistan	619	234 160
Norvège	12 719	5 463 735
Oman*	679	626 976
Ouzbékistan	5 975	4 804 641
République de Corée	7 985	4 728 802
République de Moldova	1 006	277 765
Royaume-Uni	12 162	3 833 154
Saint-Marin	258	53 285
Singapour	6 309	3 757 670
Suède	7 131	1 770 679
Suisse	4 956	1 620 600
Turkménistan	3 628	915 823
Turquie	14 260	4 948 145
Ukraine	2 215	1 103 157
Viet Nam	2 043	355 019
Sous-total A)	187 098	100 902 529

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	295	46 610
Japon	21 153	9 394 180
Sous-total B)	21 448	9 440 790

TOTAL A) + B)	208 546	110 343 319
---------------	---------	-------------

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [règle 38 du règlement d'exécution commun].

* À compter du 25 juin 2009

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2008

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2008, la somme de 1 902 788 francs suisses au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1a)ii) et 12.1b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application de la règle 12.1a)iii) ou, concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, 24.1a)iii) du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er janvier 2008.

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs suisses
Albanie	426	12 742
Allemagne	4 187	73 918
Arménie	394	11 816
Belize	538	12 789
Benelux	4 379	76 132
Bénin	240	4 638
Bosnie-Herzégovine ¹	-	-
Botswana	67	2 110
Bulgarie	948	29 529
Communauté européenne ²	907	414 884
Côte d'Ivoire	240	4 790
Croatie	848	55 533
Danemark ³	-	-
Égypte	654	20 180
Espagne	264	36 754
Estonie	62	3 006
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 573	33 965
France	4 323	75 759
Gabon	252	4 437
Géorgie	700	29 744
Ghana ⁴	5	410
Grèce	1 885	34 019
Hongrie	1 552	46 820
Islande	96	10 234
Italie	4 316	75 462
Kirghizistan	733	102 341
Lettonie	58	3 608
Liechtenstein	1 971	40 350
Lituanie ⁵	7	960
Mali	36	1 064
Maroc	1 316	50 959
Monaco	2 004	41 894
Mongolie	905	19 534
Monténégro	1 755	36 462
Namibie	70	2 202
Niger	41	1 198
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) ⁶	7	744
République arabe syrienne ⁷	55	1 654
République de Moldova	1 240	38 133
République de Serbie	1 691	69 888
République populaire démocratique de Corée	1 128	39 483
Roumanie	1 382	35 368
Sao Tomé-et-Principe ⁸	-	-
Sénégal	279	5 436
Singapour	736	22 412
Slovénie	1 482	26 163
Suisse	5 887	192 427
Suriname	262	5 157
Turquie	1 101	33 418
Ukraine	1 495	62 262
Total	54 497	1 902 788

¹ À compter du 24 décembre 2008

² À compter du 1er janvier 2008

³ À compter du 9 décembre 2008

⁴ À compter du 16 septembre 2008

⁵ À compter du 26 septembre 2008

⁶ À compter du 16 septembre 2008

⁷ À compter du 7 mai 2008

⁸ À compter du 8 décembre 2008

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations – 2009

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2009, la somme de 1 985 208 francs au titre de taxes de désignation standard en application des règles 12.1a)ii) et 12.1b) ou au titre de taxes de désignations individuelles, concernant les enregistrements internationaux régis exclusivement partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application de la règle 12.1a)iii) ou, concernant leur renouvellement, au titre de taxes de désignation standard en application de la règle 24.1a)ii) ou au titre de taxes de désignation individuelle, 24.1a)iii) du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er janvier 2009.

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs suisses
Albanie	283	8 762
Allemagne	3 476	59 205
Arménie	258	7 962
Belize	467	10 416
Benelux	3 588	60 114
Bénin	165	3 037
Bosnie-Herzégovine	109	3 408
Botswana	42	1 430
Bulgarie	758	22 637
Communauté européenne	1 216	616 146
Côte d'Ivoire	184	3 386
Croatie	1 015	59 970
Danemark	16	980
Égypte	563	16 251
Espagne	482	30 380
Estonie	181	5 406
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 073	23 338
France	3 517	59 456
Gabon	49	905
Géorgie	601	31 686
Ghana	21	1 810
Grèce	1 350	22 762
Hongrie	1 210	36 072
Islande	104	20 175
Italie	3 500	58 897
Kirghizistan	499	79 719
Lettonie	35	3 340
Liechtenstein	1 565	32 297
Lituanie	34	5 140
Mali	15	446
Maroc	1 088	53 211
Monaco	1 578	33 325
Mongolie	595	13 017
Monténégro	1 287	25 952
Namibie	52	1 659
Niger	19	497
Oman ⁹	177	5 468
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	51	5 456
Pologne ¹⁰	5	260
République arabe syrienne	84	20 763
République de Moldova	808	44 317
République populaire démocratique de Corée	699	27 357
Roumanie	983	30 481
Sao Tomé-et-Principe	15	434
Sénégal	179	3 288
Serbie	1 195	58 142
Singapour	760	23 618
Slovénie	984	16 714
Suisse	5 502	227 267
Suriname	187	3 705
Turquie	1 276	38 660
Ukraine	1 177	66 084
Total	45 077	1 985 208

⁹ À compter du 4 mars 2009

¹⁰ À compter du 2 juillet 2009

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2008

(montants exprimés en francs suisses)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments , taxes individuelles et continuations d'effet.

- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles Continuations d'effet *		
Albanie	465 335.90		12 742.00	478 077.90
Algérie	540 131.10			540 131.10
Allemagne	1 213 682.60		73 918.00	1 287 600.60
Antigua-et-Barbuda	26 198.57			26 198.57
Antilles néerlandaises		338 060.00		338 060.00
Arménie	404 965.18	187 504.00	11 816.00	604 285.18
Australie		8 840 100.00		8 840 100.00
Autriche	779 109.78			779 109.78
Azerbaïdjan	493 453.26			493 453.26
Bahreïn	2 091.44	2 560 708.00		2 562 799.44
Bélarus	801 760.24	897 700.00		1 699 460.24
Belize			12 789.00	12 789.00
Benelux	1 175 763.18	295 067.00	76 132.00	1 546 962.18
Bénin			4 638.00	4 638.00
Bhoutan	94 622.29			94 622.29
Bosnie-Herzégovine	708 030.34			708 030.34
Botswana	87 346.50		2 110.00	89 456.50
Bulgarie	633 489.06	374 438.00		1 037 456.06
Chine	1 283 038.10	4 055 101.00	29 529.00	5 338 139.10
Chypre	186 411.13			186 411.13
Communauté européenne		36 510 152.00	414 884.00	36 925 036.00
Côte d'Ivoire			4 790.00	4 790.00
Croatie	880 044.79		55 533.00	935 577.79
Cuba	246 662.49	211 626.00		458 288.49
Danemark		3 251 774.00		3 251 774.00
Egypte	700 929.77		20 180.00	721 109.77
Espagne	1 456 506.85		36 754.00	1 493 260.85
Estonie		1 007 510.00	3 006.00	1 010 516.00
Etats-Unis d'Amérique		15 314 085.00		15 314 085.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	568 062.47		33 965.00	602 027.47
Fédération de Russie	2 194 727.47			2 194 727.47
Finlande		1 691 880.00		1 691 880.00
France	1 158 155.35		75 759.00	1 233 914.35
Gabon			4 437.00	4 437.00
Géorgie		1 945 487.00	29 744.00	1 975 231.00
Ghana		9 577.00	410.00	9 987.00
Grèce		916 064.00	34 019.00	950 083.00
Hongrie	1 083 106.80		46 820.00	1 129 926.80
Iran (République islamique d')	342 156.80			342 156.80
Irlande		1 400 150.00		1 400 150.00
Islande		1 637 153.00	10 234.00	1 647 387.00
Italie	780 159.83	219 570.00	75 462.00	1 075 191.83
Japon		13 327 837.00		13 327 837.00
Kazakhstan	618 836.76			618 836.76
Kenya	198 780.90			198 780.90
Kirghizistan	393 869.39	409 460.00	102 341.00	905 670.39
Lesotho	70 822.19			70 822.19
Lettonie	392 398.66		3 608.00	396 006.66
Libéria	144 328.35			144 328.35
Liechtenstein	230 605.28		40 350.00	270 955.28
Lituanie	358 636.40		960.00	359 596.40
Madagascar	34 800.10			34 800.10
Mali			1 064.00	1 064.00
Maroc	906 677.48		50 959.00	957 636.48
Monaco	434 801.51		41 894.00	476 695.51
Mongolie	305 262.74		19 534.00	324 796.74
Monténégro *	802 605.98	264 819.00	36 462.00	1 103 886.98
Mozambique	137 956.06			137 956.06
Namibie	109 401.29		2 202.00	111 603.29
Niger			1 198.00	1 198.00
Norvège		6 368 143.00		6 368 143.00
Oman	176 788.14			176 788.14
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)			744.00	744.00
Ouzbékistan	75 512.45	5 058 839.00		5 134 351.45
Pologne	922 160.55			922 160.55
Portugal	1 132 331.43			1 132 331.43
République arabe syrienne	266 443.69		1 654.00	268 097.69
République de Corée		6 546 135.00		6 546 135.00
République de Moldova	511 204.25	382 178.00	38 133.00	931 515.25
République populaire démocratique de Corée	373 856.82		39 483.00	413 339.82
République tchèque	967 302.36			967 302.36
Roumanie	936 807.77		35 368.00	972 175.77
Royaume-Uni		5 393 323.00		5 393 323.00
Saint-Marin	115 248.00	91 697.00		206 945.00
Sao Tomé-et-Principe			-	-
Sénégal			5 436.00	5 436.00
Serbie	1 197 201.40		69 888.00	1 267 089.40
Serbie-et-Monténégro	558.67			558.67
Sierra Leone	150 605.31			150 605.31
Singapour		4 962 257.00	22 412.00	4 984 669.00
Slovaquie	836 022.80			836 022.80
Slovénie	584 993.86		26 163.00	611 156.86
Soudan	232 062.03			232 062.03
Suède		2 311 734.00		2 311 734.00
Suisse	1 560 735.41	2 186 600.00	192 427.00	3 939 762.41
Suriname			5 157.00	5 157.00
Swaziland	105 609.46			105 609.46
Tadjikistan	371 625.21			371 625.21
Turkménistan		1 190 502.00		1 190 502.00
Turquie		5 760 051.00	33 418.00	5 793 469.00
Ukraine	1 168 011.77	1 603 587.00	62 262.00	2 833 860.77
Viet Nam	581 087.03	489 919.00		1 071 006.03
Zambie	114 209.21			114 209.21
Total	35 826 102.00	138 010 787.00	1 902 788.00	175 739 677.00

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2009

(montants exprimés en francs suisses)

- Service d'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments, taxes individuelles et continuations d'effet
 - Service d'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles Continuations d'effets *		
Albanie	530 289,43		8 762,00	539 051,43
Algérie	625 776,84			625 776,84
Allemagne	1 384 612,89		59 205,00	1 443 817,89
Antigua-et-Barbuda	23 836,16			23 836,16
Antilles néerlandaises		229 477,00		229 477,00
Arménie	464 013,17	123 853,00	7 962,00	595 828,17
Australie		6 163 509,00		6 163 509,00
Autriche	913 693,24			913 693,24
Azerbaïdjan	544 190,12			544 190,12
Bahrein		1 671 313,00		1 671 313,00
Bélarus	884 204,48	627 750,00		1 511 954,48
Belize			10 416,00	10 416,00
Benelux	1 352 771,20	267 194,00	60 114,00	1 680 079,20
Bénin			3 037,00	3 037,00
Bhoutan	80 832,22			80 832,22
Bosnie-Herzégovine	869 303,51		3 408,00	872 711,51
Botswana	88 304,84		1 430,00	89 734,84
Bulgarie	709 682,58	250 138,00	22 637,00	982 457,58
Chine	1 387 886,06	3 449 202,00		4 837 088,06
Chypre	182 919,75			182 919,75
Communauté européenne		28 932 738,00	616 146,00	29 548 884,00
Côte d'Ivoire			3 386,00	3 386,00
Croatie	982 139,20		59 970,00	1 042 109,20
Cuba	272 174,80	159 081,00		431 255,80
Danemark		2 785 277,00	980,00	2 786 257,00
Egypte	822 874,91		16 251,00	839 125,91
Espagne	1 634 009,39		30 380,00	1 664 389,39
Estonie		976 613,00	5 406,00	982 019,00
Etats-Unis d'Amérique		11 246 431,00		11 246 431,00
Ex-République yougoslave de Macédoine	619 303,74		23 338,00	642 641,74
Fédération de Russie	2 485 730,25			2 485 730,25
Finlande		1 598 291,00		1 598 291,00
France	1 338 978,36		59 456,00	1 398 434,36
Gabon			905,00	905,00
Géorgie		1 949 198,00	31 686,00	1 980 884,00
Ghana		107 750,00	1 810,00	109 560,00
Grèce		715 156,00	22 762,00	737 918,00
Hongrie	1 241 792,45		36 072,00	1 277 864,45
Iran (République islamique d')	389 454,45			389 454,45
Irlande		1 051 268,00		1 051 268,00
Islande		917 316,00	20 175,00	937 491,00
Italie	901 487,22	166 409,00	58 897,00	1 126 793,22
Japon		12 461 744,00		12 461 744,00
Kazakhstan	675 362,24			675 362,24
Kenya	264 828,89			264 828,89
Kirghizistan	449 931,37	234 160,00	79 719,00	763 810,37
Lesotho	92 297,98			92 297,98
Lettonie	395 325,31		3 340,00	398 665,31
Libéria	139 262,80			139 262,80
Liechtenstein	264 222,95		32 297,00	296 519,95
Lituanie	379 251,15		5 140,00	384 391,15
Madagascar	95 853,66			95 853,66
Mali			446,00	446,00
Maroc	1 069 717,04		53 211,00	1 122 928,04
Moldova	578 127,74	277 765,00	44 317,00	900 209,74
Monaco	491 129,89		33 325,00	524 454,89
Mongolie	311 578,83		13 017,00	324 595,83
Monténégro *	873 020,19	3 321,00	25 952,00	902 293,19
Mozambique	180 532,31			180 532,31
Namibie	108 239,46		1 659,00	109 898,46
Niger			497,00	497,00
Norvège		5 463 735,00		5 463 735,00
Oman	175 664,87	626 976,00	5 468,00	808 108,87
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)			5 456,00	5 456,00
Ouzbékistan	1 659,83	4 804 641,00		4 806 300,83
Pologne	1 017 961,08		260,00	1 018 221,08
Portugal	1 296 319,55			1 296 319,55
République arabe syrienne	309 898,90		20 763,00	330 661,90
République de Corée		4 728 802,00		4 728 802,00
République de Serbie	1 374 163,27		58 142,00	1 432 305,27
République populaire démocratique de Corée	377 747,36		27 357,00	405 104,36
République tchèque	1 111 791,57			1 111 791,57
Roumanie	1 040 056,37		30 481,00	1 070 537,37
Royaume-Uni		3 833 154,00		3 833 154,00
Saint-Marin	399 491,60	53 285,00		452 776,60
Sao Tomé-et-Principe	35 315,08		434,00	35 749,08
Sénégal			3 288,00	3 288,00
Sierra Leone	160 234,92			160 234,92
Singapour		3 757 670,00	23 618,00	3 781 288,00
Slovaquie	953 238,55			953 238,55
Slovénie	657 309,52		16 714,00	674 023,52
Soudan	245 812,55			245 812,55
Suède		1 770 679,00		1 770 679,00
Suisse	1 864 607,38	1 620 600,00	227 267,00	3 712 474,38
Suriname			3 705,00	3 705,00
Swaziland	140 449,73			140 449,73
Tadjikistan	405 966,49			405 966,49
Turkménistan		915 823,00		915 823,00
Turquie		4 948 145,00	38 660,00	4 986 805,00
Ukraine	1 279 215,72	1 103 157,00	66 084,00	2 448 456,72
Viet Nam	658 650,23	355 019,00		1 013 669,23
Zambie	103 854,36			103 854,36
Total	40 708 352,00	110 346 640,00	1 985 208,00	153 040 200,00

Unions de Madrid et de La Haye - Récapitulation 2008-2009

(montants exprimés en francs suisses)

	2008	2009	Total
Albanie	478 077.90	539 051.43	1 017 129.33
Algérie	540 131.10	625 776.84	1 165 907.94
Allemagne	1 287 600.60	1 443 817.89	2 731 418.49
Antigua-et-Barbuda	26 198.57	23 836.16	50 034.73
Antilles néerlandaises	338 060.00	229 477.00	567 537.00
Arménie	604 285.18	595 828.17	1 200 113.35
Australie	8 840 100.00	6 163 509.00	15 003 609.00
Autriche	779 109.78	913 693.24	1 692 803.02
Azerbaïdjan	493 453.26	544 190.12	1 037 643.38
Bahreïn	2 562 799.44	1 671 313.00	4 234 112.44
Bélarus	1 699 460.24	1 511 954.48	3 211 414.72
Belize	12 789.00	10 416.00	23 205.00
Benelux	1 546 962.18	1 680 079.20	3 227 041.38
Bénin	4 638.00	3 037.00	7 675.00
Bhoutan	94 622.29	80 832.22	175 454.51
Bosnie-Herzégovine	708 030.34	872 711.51	1 580 741.85
Botswana	89 456.50	89 734.84	179 191.34
Bulgarie	1 037 456.06	982 457.58	2 019 913.64
Chine	5 338 139.10	4 837 088.06	10 175 227.16
Chypre	186 411.13	182 919.75	369 330.88
Communauté européenne	36 925 036.00	29 548 884.00	66 473 920.00
Côte d'Ivoire	4 790.00	3 386.00	8 176.00
Croatie	935 577.79	1 042 109.20	1 977 686.99
Cuba	458 288.49	431 255.80	889 544.29
Danemark	3 251 774.00	2 786 257.00	6 038 031.00
Egypte	721 109.77	839 125.91	1 560 235.68
Espagne	1 493 260.85	1 664 389.39	3 157 650.24
Estonie	1 010 516.00	982 019.00	1 992 535.00
Etats-Unis d'Amérique	15 314 085.00	11 246 431.00	26 560 516.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	602 027.47	642 641.74	1 244 669.21
Fédération de Russie	2 194 727.47	2 485 730.25	4 680 457.72
Finlande	1 691 880.00	1 598 291.00	3 290 171.00
France	1 233 914.35	1 398 434.36	2 632 348.71
Gabon	4 437.00	905.00	5 342.00
Géorgie	1 975 231.00	1 980 884.00	3 956 115.00
Ghana	9 987.00	109 560.00	119 547.00
Grèce	950 083.00	737 918.00	1 688 001.00
Hongrie	1 129 926.80	1 277 864.45	2 407 791.25
Iran (République islamique d')	342 156.80	389 454.45	731 611.25
Irlande	1 400 150.00	1 051 268.00	2 451 418.00
Islande	1 647 387.00	937 491.00	2 584 878.00
Italie	1 075 191.83	1 126 793.22	2 201 985.05
Japon	13 327 837.00	12 461 744.00	25 789 581.00
Kazakhstan	618 836.76	675 362.24	1 294 199.00
Kenya	198 780.90	264 828.89	463 609.79
Kirghizistan	905 670.39	763 810.37	1 669 480.76
Lesotho	70 822.19	92 297.98	163 120.17
Lettonie	396 006.66	398 665.31	794 671.97
Libéria	144 328.35	139 262.80	283 591.15
Liechtenstein	270 955.28	296 519.95	567 475.23
Lituanie	359 596.40	384 391.15	743 987.55
Madagascar	34 800.10	95 853.66	130 653.76
Mali	1 064.00	446.00	1 510.00
Maroc	957 636.48	1 122 928.04	2 080 564.52
Moldova	931 515.25	900 209.74	1 831 724.99
Monaco	476 695.51	524 454.89	1 001 150.40
Mongolie	324 796.74	324 595.83	649 392.57
Monténégro	1 103 886.98	902 293.19	2 006 180.17
Mozambique	137 956.06	180 532.31	318 488.37
Namibie	111 603.29	109 898.46	221 501.75
Niger	1 198.00	497.00	1 695.00
Norvège	6 368 143.00	5 463 735.00	11 831 878.00
Oman	176 788.14	808 108.87	984 897.01
Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	744.00	5 456.00	6 200.00
Ouzbékistan	5 134 351.45	4 806 300.83	9 940 652.28
Pologne	922 160.55	1 018 221.08	1 940 381.63
Portugal	1 132 331.43	1 296 319.55	2 428 650.98
République arabe syrienne	268 097.69	330 661.90	598 759.59
République de Corée	6 546 135.00	4 728 802.00	11 274 937.00
République de Serbie	1 267 089.40	1 432 305.27	2 699 394.67
République populaire démocratique de Corée	413 339.82	405 104.36	818 444.18
République tchèque	967 302.36	1 111 791.57	2 079 093.93
Roumanie	972 175.77	1 070 537.37	2 042 713.14
Royaume-Uni	5 393 323.00	3 833 154.00	9 226 477.00
Saint-Marin	206 945.00	452 776.60	659 721.60
Sao Tomé-et-Principe	-	35 749.08	35 749.08
Sénégal	5 436.00	3 288.00	8 724.00
Serbie-et-Monténégro	558.67	-	558.67
Sierra Leone	150 605.31	160 234.92	310 840.23
Singapour	4 984 669.00	3 781 288.00	8 765 957.00
Slovaquie	836 022.80	953 238.55	1 789 261.35
Slovénie	611 156.86	674 023.52	1 285 180.38
Soudan	232 062.03	245 812.55	477 874.58
Suède	2 311 734.00	1 770 679.00	4 082 413.00
Suisse	3 939 762.41	3 712 474.38	7 652 236.79
Suriname	5 157.00	3 705.00	8 862.00
Swaziland	105 609.46	140 449.73	246 059.19
Tadjikistan	371 625.21	405 966.49	777 591.70
Turkménistan	1 190 502.00	915 823.00	2 106 325.00
Turquie	5 793 469.00	4 986 805.00	10 780 274.00
Ukraine	2 833 860.77	2 448 456.72	5 282 317.49
Viet Nam	1 071 006.03	1 013 669.23	2 084 675.26
Zambie	114 209.21	103 854.36	218 063.57
Total	175 739 677.00	153 040 200.00	328 779 877.00

FONDS DE DÉPÔT

Bilan

(au 31 décembre 2009, exprimé en francs suisses)

Actif	Francs suisses
<i>Liquidités</i>	
Comptes bancaires à vue (UBS SA)	458 911,79
Comptes bancaires à terme (UBS SA)	15 346 836,52
	15 805 748,31
<i>Avances</i>	
Débiteurs divers	25,07
Demande de remboursement de l'impôt anticipé	49 684,72
<i>Transitoire actif</i>	
Compte transitoire actif	6 633,17
	56 342,96
<i>Autres actifs courants</i>	
Compte de liaison OMPI – fonds de dépôt	(1 633 377,44)
Actifs courants	14 228 713,83

Passif	Francs suisses
<i>Exigible</i>	
Créanciers divers (fournisseurs)	456 178,71
Passif provisoire (dépense)	18 815,54
	474 994,25
Provision pour cessation de service	124 407,08
Fonds de dépôt (selon détail)	13 629 312,50
Total passif	14 228 713,83

Recettes et dépenses – Exercice 2008-2009

(au 31 décembre 2009)

	Francs suisses
<i>Recettes</i>	
Fonds reçus	17 610 734,88
Remboursement aux donateurs	(184 307,99)
Intérêts	390 589,83
Différence de change	(413 423,69)
	17 403 593,03
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel	3 955 140,12
Missions de personnel	1 032 538,32
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	4 892 142,66
Bourses	1 309 240,64
Services de conférences	427 113,22
Consultants et experts	452 819,41
Publications	20 504,45
Autres services contractuels	846 968,32
Locaux et entretien	180 075,11
Communications et autres dépenses	56 376,21
Mobilier et matériel	220 026,40
Fournitures	61 591,86
Frais administratifs	1 633 763,22
	15 088 299,94
Excédent de recettes	2 315 293,09

Fonds de dépôt au 31 décembre 2009
(montants exprimés en francs suisses)

Fonds de dépôt/Allemagne/Administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		291 004,89
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 083 403,78	
Intérêts	6 698,15	1 090 101,93
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	652 987,31	
Missions de personnel	5 814,35	
Communications et autres dépenses	620,51	
Total des dépenses directes	659 422,17	
Frais administratifs	79 130,60	(738 552,77)
Fonds disponibles, fin d'exercice		642 554,05

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Allemagne afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs auxiliaires.

Fonds de dépôt/Autriche/Administrateur auxiliaire		
Solde, début d'exercice		13 700,66
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	176,35	176,35
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	160,30	
Total des dépenses directes	160,30	
Frais administratifs	30,31	(190,61)
Remboursement au Gouvernement autrichien		(13 686,40)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Autriche afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Bangladesh		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	644 234,13	
Intérêts	13 122,74	
Différence de change	(43 711,43)	613 645,44
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	166 500,15	
Missions de personnel	59 141,69	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	22 264,96	
Services de conférences	5 500,00	
Consultants et experts	15 404,10	
Autres services contractuels	1 244,38	
Communications et autres dépenses	123,46	
Fournitures	3 798,47	
Total des dépenses directes	273 977,21	
Frais administratifs	19 178,35	(293 155,56)
Fonds disponibles, fin d'exercice		320 489,88

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord entre la Communauté européenne et l'OMPI pour la modernisation du système de la propriété intellectuelle au Bangladesh.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Brésil		
Solde, début d'exercice		1 309 808,90
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 746 667,78	
Intérêts	58 717,98	
Différence de change	(81 784,32)	1 723 601,44
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	121 751,43	
Missions de personnel	6 953,30	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 192 020,03	
Bourses	16 489,99	
Services de conférences	7 505,52	
Consultants et experts	61 987,68	
Autres services contractuels	2 040,00	
Communications et autres dépenses	213,57	
Total des dépenses directes	1 408 961,52	
Frais administratifs	15 484,69	(1 424 446,21)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 608 964,13

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement du Brésil et l'OMPI pour la mise en œuvre de la formation et du renforcement des capacités du personnel technique de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et la diffusion d'une culture de la propriété intellectuelle au Brésil.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/Centre du commerce international (CNUCED/OMC) I		
Solde, début d'exercice		67 269,66
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 823,28	
Différence de change	(11 657,04)	(9 833,76)
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	82,28	
Total des dépenses directes	82,28	
Frais administratifs	4,25	(86,53)
Remboursement au donateur		(57 349,37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un arrangement interinstitutionnel entre le Centre de commerce international (CNUCED/OMC) et l'OMPI destiné à la réalisation d'un projet d'assistance technique au Pakistan.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Centre du commerce international (CNUCED/OMC) II		
Solde, début d'exercice		65 049,50
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 173,28	
Différence de change	2 544,19	3 717,47
<i>Dépenses</i>		
Consultants et experts	1 085,00	
Communications et autres dépenses	80,45	
Fournitures	3 773,06	
Total des dépenses directes	4 938,51	
Frais administratifs	356,90	(5 295,41)
Remboursement au donateur		(63 471,56)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un arrangement interinstitutionnel entre le Centre de commerce international (CNUCED/OMC) et l'OMPI destiné à la réalisation d'un projet d'assistance technique à Sri Lanka.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/Communautés autochtones et locales accréditées		
Solde, début d'exercice		298 292,09
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	100 000,00	
Intérêts	9 780,70	109 780,70
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	238 201,74	
Communications et autres dépenses	160,20	
Total des dépenses directes	238 361,94	
Frais administratifs	-	(238 361,94)
Fonds disponibles, fin d'exercice		169 710,85

Note : Fonds de dépôt sous forme de contributions volontaires (des gouvernements français, norvégien, sud-africain, suédois et suisse et du Christensen Fund) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

Fonds de dépôt/Costa Rica		
Solde, début d'exercice		39 629,50
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	642,35	
Différence de change	(3 876,56)	(3 234,21)
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	163,14	
Total des dépenses directes	163,14	
Frais administratifs	-	(163,14)
Fonds disponibles, fin d'exercice		36 232,15

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement du Costa Rica et l'OMPI pour la modernisation du système des brevets et des marques de l'Office national de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/El Salvador		
Solde, début d'exercice		68 283,42
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	2 340,05	
Différence de change	(5 854,77)	(3 514,72)
<i>Dépenses</i>		
Services de conférences	5 625,19	
Consultants et experts	1 114,09	
Communications et autres dépenses	163,14	
Total des dépenses directes	6 902,42	
Frais administratifs	-	(6 902,42)
Fonds disponibles, fin d'exercice		57 866,28

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement d'El Salvador et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de la propriété industrielle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/Espagne		
Solde, début d'exercice		457 851,36
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	943 533,12	
Intérêts	31 723,11	
Différence de change	(75 974,40)	899 281,83
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	449 828,69	
Missions de personnel	16 990,65	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	295 196,97	
Services de conférences	13 154,66	
Consultants et experts	10 324,25	
Autres services contractuels	1 699,13	
Communications et autres dépenses	164,62	
Total des dépenses directes	787 358,97	
Frais administratifs	102 393,65	(889 752,62)
Fonds disponibles, fin d'exercice		467 380,57

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Espagne destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays d'Amérique latine.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/États-Unis d'Amérique/Application des droits de propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		112 000,00
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus*	626 100,00	
Intérêts	2 883,71	
Différence de change	(5 764,00)	623 219,71
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	145 321,58	
Services de conférences	498,20	
Communications et autres dépenses	163,14	
Total des dépenses directes	145 982,92	
Frais administratifs	18 984,96	(164 967,88)
Fonds disponibles, fin d'exercice		570 251,83

* Cette rubrique intègre le montant reçu de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) de 510 000 francs suisses (500 000 dollars É.-U.), qui était destiné au Fonds de dépôt/États-Unis d'Amérique/Droit d'auteur (voir ci-après). Le montant a été transféré à ce fonds en 2010.

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine de l'application des droits de propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/États-Unis d'Amérique/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		1 059 958,24
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus*	580 500,00	
Intérêts	37 383,74	
Différence de change	(140 817,01)	477 066,73
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	(86 267,50)	
Missions de personnel	109 274,08	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	133 592,04	
Services de conférences	23 343,40	
Consultants et experts	87 021,07	
Autres services contractuels	455 337,01	
Communications et autres dépenses	433,14	
Total des dépenses directes	722 733,24	
Frais administratifs	94 993,06	(817 726,30)
Fonds disponibles, fin d'exercice		719 298,67

* Cette rubrique n'intègre pas le montant reçu de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) de 510 000 francs suisses (500 000 dollars É.-U.), intégré dans les chiffres ci-dessus concernant le Fonds de dépôt/États-Unis d'Amérique/Application des droits de propriété intellectuelle. Le montant a été transféré de ce fonds en 2010.

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/États-Unis d'Amérique/Petites et moyennes entreprises		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	545 250,00	
Intérêts	962,37	
Différence de change	(30 433,87)	515 778,50
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	116 627,53	
Consultants et experts	4 523,50	
Autres services contractuels	18 891,18	
Communications et autres dépenses	81,92	
Total des dépenses directes	140 124,13	
Frais administratifs	18 238,45	(158 362,58)
Fonds disponibles, fin d'exercice		357 415,92

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et l'OMPI pour des services relatifs aux besoins dans le domaine de la propriété intellectuelle des petites et moyennes entreprises. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur I		
Solde, début d'exercice		49 872,11
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 629,14	
Différence de change	(4 729,23)	(3 100,09)
<i>Dépenses</i>		
Consultants et experts	11 005,63	
Autres services contractuels	11 432,50	
Communications et autres dépenses	163,39	
Total des dépenses directes	22 601,52	
Frais administratifs	2 942,69	(25 544,21)
Fonds disponibles, fin d'exercice		21 227,81

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre la Société finlandaise du droit d'auteur et l'OMPI dans le domaine des activités de sa Division des industries et de la création du Bureau de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur II		
Solde, début d'exercice		37 687,68
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 293,48	
Différence de change	(3 395,90)	(2 102,42)
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	1 899,75	
Consultants et experts	9 502,27	
Autres services contractuels	9 352,69	
Communications et autres dépenses	164,02	
Total des dépenses directes	20 918,73	
Frais administratifs	-	(20 918,73)
Fonds disponibles, fin d'exercice		14 666,53

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine des activités de sa Division des industries et de la création du Bureau de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur III		
Solde, début d'exercice		66 076,70
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	67 339,06	
Intérêts	2 848,63	
Différence de change	(6 822,31)	63 365,38
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	162,47	
Total des dépenses directes	162,47	
Frais administratifs	27,45	(189,92)
Fonds disponibles, fin d'exercice		129 252,16

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine des activités de son Secteur du droit d'auteur et des droits connexes.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/France/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		2 373,52
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	174,90	
Différence de change	43,89	218,79
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 618,90	
Communications et autres dépenses	163,50	
Total des dépenses directes	1 782,40	
Frais administratifs	225,95	(2 008,35)
Fonds disponibles, fin d'exercice		583,96

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la formation en droit d'auteur.

Fonds de dépôt/France/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		648 917,22
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	400 819,20	
Intérêts	16 874,70	
Différence de change	13 695,13	431 389,03
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	9 894,15	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	375 108,18	
Services de conférences	35 010,54	
Consultants et experts	11 375,76	
Communications et autres dépenses	168,10	
Total des dépenses directes	431 556,73	
Frais administratifs	52 692,80	(484 249,53)
Fonds disponibles, fin d'exercice		596 056,72

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

Fonds de dépôt/Italie/Administrateur auxiliaire		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	155 527,00	
Intérêts	237,30	155 764,30
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	117 773,79	
Communications et autres dépenses	120,20	
Total des dépenses directes	117 893,99	
Frais administratifs	14 147,25	(132 041,24)
Fonds disponibles, fin d'exercice		23 723,06

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Italie afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Italie/Propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		992 037,45
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	252 499,13	
Intérêts	26 453,20	
Différence de change	1 685,19	280 637,52
<i>Dépenses</i>		
Missions de personnel	7 582,09	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	147 465,02	
Bourses	531 393,94	
Services de conférences	123 163,11	
Consultants et experts	13 290,86	
Communications et autres dépenses	160,20	
Total des dépenses directes	823 055,22	
Frais administratifs	107 001,85	(930 057,07)
Fonds disponibles, fin d'exercice		342 617,90

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement de l'Italie et l'OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage des multimédias.

Fonds de dépôt/Jamahiriya arabe libyenne		
Solde, début d'exercice		127 264,21
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	3 409,45	3 409,45
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	160,00	
Total des dépenses directes	160,00	
Frais administratifs	-	(160,00)
Fonds disponibles, fin d'exercice		130 513,66

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération entre le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de la propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Japon/Afrique – PMA		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	2 200 000,00	
Intérêts	2 283,40	
Différence de change	(1 089,23)	2 201 194,17
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	39 907,50	
Missions de personnel	26 021,80	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	231 682,63	
Bourses	93 389,75	
Services de conférences	32 774,09	
Consultants et experts	4 192,82	
Communications et autres dépenses	13 336,65	
Mobilier et matériel	71 043,84	
Fournitures	13 635,10	
Total des dépenses directes	525 984,18	
Frais administratifs	68 336,15	(594 320,33)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 606 873,84

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA).

Fonds de dépôt/Japon/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		781 778,58
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 171 614,00	
Intérêts	20 070,10	
Différence de change	379,22	1 192 063,32
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	355 257,27	
Missions de personnel	187 778,35	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	408 158,40	
Bourses	106 261,50	
Services de conférences	60 918,48	
Consultants et experts	30 652,62	
Autres services contractuels	35 790,00	
Communications et autres dépenses	160,00	
Total des dépenses directes	1 184 976,62	
Frais administratifs	150 780,13	(1 335 756,75)
Fonds disponibles, fin d'exercice		638 085,15

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes.

Fonds de dépôt/Japon/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		2 410 487,16
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	3 660 600,00	
Intérêts	77 932,10	
Différence de change	(198,44)	3 738 333,66
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	841 770,87	
Missions de personnel	347 515,36	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 020 108,01	
Bourses	561 705,46	
Services de conférences	76 087,87	
Consultants et experts	64 546,06	
Autres services contractuels	175 409,94	
Locaux et entretien	180 075,11	
Communications et autres dépenses	24 541,54	
Mobilier et matériel	54 783,53	
Fournitures	15 542,32	
Total des dépenses directes	3 362 086,07	
Frais administratifs	432 968,93	(3 795 055,00)
Fonds disponibles, fin d'exercice		2 353 765,82

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Organisation internationale de la Francophonie (OIF)/Administrateur auxiliaire		
Solde, début d'exercice		34 593,80
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	430,05	430,05
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	140,00	
Total des dépenses directes	140,00	
Frais administratifs	18,97	(158,97)
Remboursement au donateur		(34 864,88)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire de l'OIF afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Portugal		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	305 550,78	
Intérêts	1 102,73	
Différence de change	(7 157,88)	299 495,63
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	63 637,62	
Communications et autres dépenses	101,73	
Total des dépenses directes	63 739,35	
Frais administratifs	8 287,06	(72 026,41)
Fonds disponibles, fin d'exercice		227 469,22

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord entre l'Institut national de la propriété industrielle du Portugal et l'OMPI destiné à des activités conjointes de coopération en faveur des pays lusophones. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/République de Corée/Administrateurs professionnels		
Solde, début d'exercice		526 561,67
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	849 174,00	
Intérêts	12 715,25	861 889,25
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	737 002,66	
Missions de personnel	7 248,70	
Communications et autres dépenses	264,47	
Total des dépenses directes	744 515,83	
Frais administratifs	89 341,95	(833 857,78)
Fonds disponibles, fin d'exercice		554 593,14

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs professionnels.

Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		596 175,66
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	447 817,18	
Intérêts	15 452,60	
Différence de change	(233,73)	463 036,05
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	208 026,83	
Missions de personnel	79 873,98	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	168 264,53	
Services de conférences	21 770,05	
Consultants et experts	15 993,72	
Publications	14 575,05	
Autres services contractuels	73 729,49	
Communications et autres dépenses	160,40	
Mobilier et matériel	8 397,86	
Fournitures	333,00	
Total des dépenses directes	591 124,91	
Frais administratifs	-	(591 124,91)
Fonds disponibles, fin d'exercice		468 086,80

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord entre le Ministère de la culture, du sport et du tourisme de la République de Corée et l'OMPI destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement.

Fonds de dépôt/République de Corée/Propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		1 148 762,23
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 294 045,72	
Intérêts	34 206,05	
Différence de change	(324,47)	1 327 927,30
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	72 746,87	
Missions de personnel	166 550,07	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	313 929,90	
Services de conférences	21 762,11	
Consultants et experts	110 799,98	
Publications	5 929,40	
Autres services contractuels	58 829,30	
Communications et autres dépenses	6 187,94	
Mobilier et matériel	85 801,17	
Fournitures	23 794,91	
Total des dépenses directes	866 331,65	
Frais administratifs	324 839,90	(1 191 171,55)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 285 517,98

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI, dans le domaine de la propriété intellectuelle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d'auteur/Administrateur professionnel		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	536 060,00	
Intérêts	2 793,45	538 853,45
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	277 854,25	
Communications et autres dépenses	120,40	
Total des dépenses directes	277 974,65	
Frais administratifs	33 356,92	(311 331,57)
Fonds disponibles, fin d'exercice		227 521,88

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur professionnel pour administrer le Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d'auteur.

Fonds de dépôt/Réseau universitaire international de Genève (RUIG)		
Solde, début d'exercice		20 968,90
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	408,95	408,95
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	3 129,37	
Autres services contractuels	3 212,70	
Communications et autres dépenses	100,00	
Total des dépenses directes	6 442,07	
Frais administratifs	-	(6 442,07)
Remboursement au donateur		(14 935,78)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un accord entre le RUIG et l'OMPI relatif au financement du projet "Réseaux de recherche et propriété intellectuelle : un modèle pour soutenir les chercheurs des pays en développement dans le développement, la protection et l'exploitation des résultats de recherche en matière de santé".

Fonds de dépôt/Uruguay		
Solde, début d'exercice		87 614,30
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	2 846,54	
Différence de change	(7 946,72)	(5 100,18)
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	15 815,25	
Communications et autres dépenses	7 391,33	
Fournitures	715,00	
Total des dépenses directes	23 921,58	
Frais administratifs	-	(23 921,58)
Fonds disponibles, fin d'exercice		58 592,54

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars É.-U.